DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13353 – 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 3-LUNDI 4 JANVIER 1988

L'an I de la réforme Gorbatchev

Depuis le 1er janvier, la loi sur l'autonomie des entreprises est entrée en vigueur en URSS. Elle s'applique, théoriquement, à des établissements assurant 60 % de la production industrielle du pays, qui sont désormais censés être libérés de la tutelle des ministères centraux, en particulier sur le plan financier. Leurs dirigeants devraient être élus par les collectifs de travailleurs et non plus désignés par voie administrative.

Il s'agit de la première application en vraie grandeur de la politique de restructuration de M. Gorbatchev, la pierre d'angle, à bien des égards, de la « perestroïka ». D'abord parce qu'elle va permettre de juger du réalisme des projets formés par le chef du Kremlin et son équipe de réformateurs. Rien n'est évident sur ce point, et l'on peut s'interroger sur le sens que peut prendre l'« autonomie financière » des entreprises dans un pays où ces dernières sont, pour un quart d'entre elles, en dette envers l'Etat et où les pertes dues aux gaspillages de toutes sortes sont officiellement évaluées à 20 milliards de roubles – à peu près l'équivalent du budget de la défense.

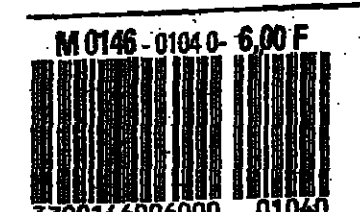
Quelle portée, d'autre part, peut prendre l'introduction, même limitée, de mécanismes de marché dans les relations entre fournisseurs, producteurs et consommateurs tant qu'une prudence politique élémentaire interdit de toucher aux prix de détail et encore moins à l'emploi ?

L'application de la loi a enfin valeur de test quant à la capacité des réformateurs à surmonter les résistances – dans l'appareil du parti comme dans l'administration – d'une bureaucratie très peu disposée à laisser entamer ses privilèges ou simplement bousculer ses habitudes. L'économiste Chmelev se montre très pessimiste à cet égard, en constatant que cette opposition conservatrice « se renforce de jour en jour ». Enumérant quelques-uns des obstacles que ministères et autres organismes ont déjà mis en place pour limiter les effets de la réforme, il évoque les précédentes expériences qui ont ainsi « fini dans les sables ».

M. Gorbatchev, dans son message de Nouvel An à ses compatriotes, n'a pas caché que 1988 serait « une période cruciale », qu'« il y a des luttes » et que la restructuration « n'allait pas sans douleur ». Fidèle à sa conviction suivant laquelle il n'existe pas d'autre voie que celle de la « perestroïka », il affirme en même temps n'avoir aucune intention de « reculer devant les difficultés ». Mais l'enjeu est de taille, car l'année 1988 sera marquée par un rendez-vous politique décisif : la conférence nationale du parti convoquée au mois de juin. Six mois restent au secrétaire général pour démontrer que son volontarisme peut, sans désordre, se traduire dans les faits.

(Lire nos informations pages 3 et 13.)

M 0146 - 0104 0 - 6,00 F



3790146006000 01040

Après un trimestre marqué par l'effondrement des places financières

Les marchés attendent avec inquiétude la réouverture de la Bourse de Tokyo

Pour les marchés des changes, la nouvelle année commence le lundi 4 janvier sous forme de verdict : le dollar poursuivra-t-il sa baisse, entraînant les places boursières dans une nouvelle passe dangereuse ? Tokyo apportera la première réponse attendue avec inquiétude. Limitées, les interventions des banques centrales n'ont pas empêché la devise américaine de terminer l'année 1987 à son plus bas niveau historique vis-à-vis du yen et du mark. Plus que leur montant, c'est le choix du moment de telles interventions qui paraît désormais déterminant pour inverser le mouvement. En 1987, les instituts d'émission ont consacré entre 110 et 140 milliards de dollars pour soutenir le billet vert, dont 32 à 37 milliards pour la seule Banque du Japon. Un rythme impossible à soutenir indéfiniment.

« Regardez, ils lancent des serpentins, mais le cœur n'y est pas », confiait, le jeudi 31 décembre, un intervenant désabusé à la vue de ses collègues, si sérieux habituellement, sacrifiant au rite annuel qui transforme, le temps d'une séance, la Bourse de Paris en un pseudo-carnaval. Pourtant, les cotillons et les faux nez n'ont pu masquer longtemps le sentiment d'anxiété qui régnait ce jour-là.

Soulagés, et surtout empressés d'enterrer une « année noire », qu'ils espèrent voir rester exceptionnelle, les boursiers appréhendent maintenant 1988. D'autant que si le pire comme le meilleur est prédit, les conditions ont totalement été bouleversées depuis le krach du 19 octobre dernier. Cette violente correction qui a mis fin à près de cinq années de hausse quasi-ininterrompue de l'ensemble des places mondiales, a surtout brisé une belle harmonie. Désormais, les places boursières se scindent en deux catégories : celles qui ont pu relever la tête (New-York, Tokyo et Londres) et les autres, qui demeurent en état de choc. Dans cette dernière catégorie, aux côtés de Hongkong, apparaissent l'ensemble des marchés continentaux européens qui ont perdu en moyenne 30 % en un an. La Bourse de Bruxelles fait figure d'exception avec – 10,6 % et Francfort de lanterne rouge avec – 36 %. Le peloton se compose de Paris (– 29,5 %), Milan (– 31 %), Zurich (– 32 %) et Amsterdam (– 33 %).

Londres est un des seuls pays européens, une fois de plus, à se dissocier de ses partenaires. Comparé souvent à un porte-avions ancré au large des glaces continentales, l'International Stock-Exchange a terminé l'année avec un gain de 8 %.

DOMINIQUE GALLOIS.

(Lire la suite page 14.)

Un groupe pharmaceutique français rachète Robins

L'aventure américaine de Sanofi

Les autorités judiciaires américaines ont autorisé, le 1er janvier, le rachat des laboratoires pharmaceutiques Robins par le français Sanofi (groupe Elf-Aquitaine). Robins devait faire face à de nombreux procès pour avoir vendu des stérilets défectueux. Sanofi, qui l'emporte devant plusieurs autres candidats, paie cher son entrée sur le marché américain.

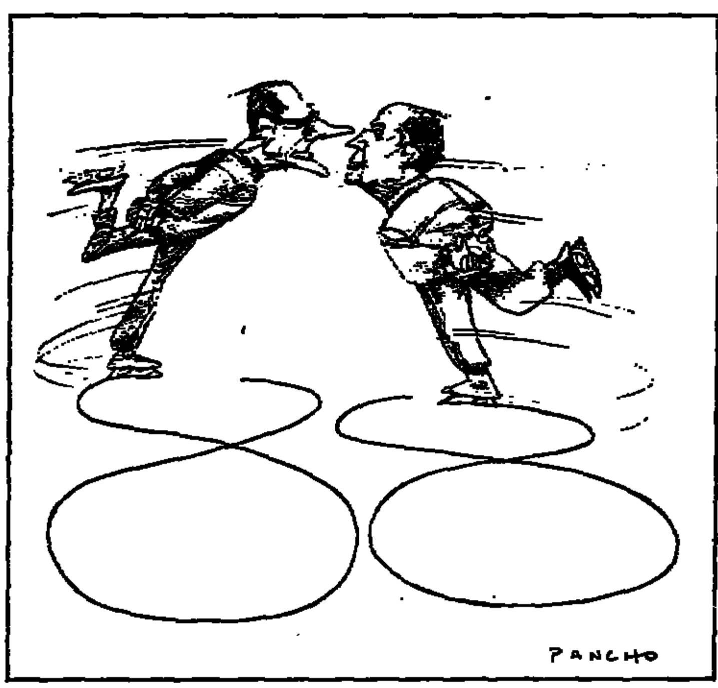
NEW-YORK
de notre correspondant

N'ayant interrompu leur conclave de plusieurs jours que pour quelques heures, avant le réveillon de la Saint-Sylvestre, les membres du conseil d'administration du groupe américain de la pharmacie A.H. Robins Co se sont retrouvés le vendredi 1er janvier pour prendre une décision qui, elle aussi, a sans doute fait tinter des flûtes à champagne : des trois prétendants au rachat de leur firme, soumise, depuis vingt-huit mois, à la loi sur les faillites, ils ont choisi le plus jeune et, manifestement, le plus imaginatif. La société française Sanofi, filiale d'Elf-Aquitaine, sera autorisée à racheter environ 60 % des actions de A.H. Robins pour la somme de 500 millions de dollars (2,75 milliards de francs) payables en liquide.

Parallèlement, la firme française s'engage à garantir des crédits bancaires de 2,375 milliards de dollars (environ 130 milliards de francs), destinés à couvrir les indemnités fixées par la justice américaine dans les procès engagés contre A.H. Robins par des femmes ayant utilisé un stérilet défectueux. Le rachat sera effectué par la filiale de Sanofi aux Etats-Unis, CEVA Laboratories Inc., qui disparaîtra au profit d'une nouvelle dénomination, A.H. Robins Inc.

CHARLES LESCAUT.

(Lire la suite page 13.)



Huit ans et deux cent quarante-trois jours au pouvoir

Le « sens commun » de Mme Thatcher

1988 commence bien pour Mme Thatcher, qui établit, le dimanche 3 janvier, un record de longévité au pouvoir en Grande-Bretagne au vingtième siècle : huit ans et deux cent quarante-trois jours au 10 Downing Street, sans interruption. Elle bat ainsi le record du libéral Herbert Henry Asquith, qui dirigea le pays du 5 avril 1908 au 7 décembre 1916. La presse note avec une pointe d'ironie qu'il ne reste plus maintenant à la « dame de fer », âgée de soixante-deux ans et au pouvoir depuis le 4 mai 1979, qu'à s'attaquer au record national absolu, tous siècles confondus, qui est détenu par sir Robert Walpole, resté vingt et un ans aux affaires entre 1721 et 1742...

LONDRES
de notre correspondant

L'année s'est terminée en Grande-Bretagne par une ruée sans précédent sur les grands temples de la consommation. Harrod's a été pris d'assaut par des hordes de clients d'ailleurs disciplinés. Les soldes dans les magasins de vêtements d'Oxford Street tournaient en revanche à l'émeute. Dans plusieurs grandes villes, des policiers postés aux points stratégiques et munis de porte-voix s'efforçaient de dissuader les banlieusards d'envahir les quartiers commerçants déjà saturés. A Birmingham, les autorités ont complètement interdit pour des raisons de sécurité l'accès au centre-ville pendant quelques heures.

La chute de la Bourse de Londres, plus sévère encore que celle de New-York ou de Paris, est pour quelque chose dans cette frénésie d'achats. Autant consommer tout de suite plutôt que de voir l'épargne investie en actions amputées de 30 % ou 40 % de sa valeur en l'espace de quelques semaines. Les fortes hausses de salaires ont aussi joué leur rôle. Ces derniers ont augmenté en moyenne de 7,5 % cette année, le double de la plupart des pays occidentaux.

D'innombrables entreprises ont fermé mais celles qui subsistent tournent au maximum de leur capacité et affichent des bénéfices sans précédent. Le chômage ne cesse de reculer mois après mois. Le taux de croissance sera cette année de l'ordre de 5 %, un chiffre qui fait du Royaume-Uni le premier de la classe des grands pays industrialisés. Les ministres conservateurs répètent inlassablement ces statistiques, oubliant de dire qu'il s'agit en fait d'un rattrapage après le grand plongeon du début des années 80 et que la production industrielle brute n'a toujours pas retrouvé son niveau de 1979, l'année de l'arrivée au pouvoir de la « dame de fer ».

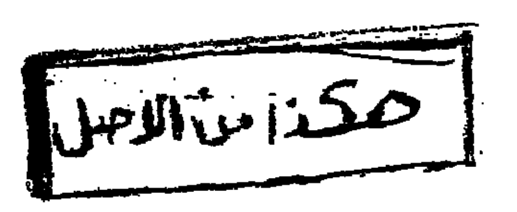
Cette dernière martèle à la télévision les mêmes idées simples sur un ton pénétré, comme si elle cherchait à rééduquer un enfant qu'il faut remettre dans le droit chemin. On chercherait en vain dans ses propos l'esquisse d'un grand dessein pour la Grande-Bretagne. La référence au « sens commun » et au « sens pratique » est, en revanche, permanente. Un pays se gère, selon elle, comme un budget familial, avec le souci d'éviter les dépenses inconsidérées. Le moteur de l'activité est le profit. Au lieu d'accuser le voisin ou d'attendre le secours de l'Etat, ceux qui se plaignent feraient mieux de travailler davantage.

La société britannique ne connaît ni les grandes passions collectives qui agitent périodiquement les Français ni les angoisses diffuses des Allemands de l'Ouest quant à leur avenir. Pourquoi s'affoler ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.



Etranger

La tension en Cisjordanie et à Gaza

L'armée israélienne présente en force pour la « journée du Fath »

L'armée israélienne, déployée en force le vendredi 1er janvier dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, a réussi à maintenir globalement le calme à l'occasion de la « journée du Fath ». Des manifestations ont toutefois éclaté dans les camps de réfugiés de Balata et d'Al-Amari, dans la ville de Naplouse, au nord de la Cisjordanie ainsi que dans le camp de réfugiés de Nusseirat près de Gaza.

Ce vingt-troisième anniversaire de la première opération du Fath, principale composante de l'OLP, a été marqué également par des grèves de commerçants, à Jérusalem-Est et à Bethléem. Les magasins étaient fermés dans les autres villes, comme chaque vendredi, jour férié pour les musulmans. L'armée a imposé le couvre-feu sur les camps de réfugiés de Balata et d'Al-Amari, où des jeunes manifestants avaient attaqué les forces de l'ordre à coups de pierre. Les militaires ont tiré des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes pour disperser les groupes de manifestants dans la vieille ville de Naplouse. Un couvre-feu a été imposé, d'autre part, pour quelques heures, dans le camp de réfugiés de Nusseirat, où des affrontements sporadiques ont opposé des groupes de Palestiniens aux forces de l'ordre.

A Gaza, la majorité des quelque cinquante mille Palestiniens qui se rendent quotidiennement en Israël se sont présentés vendredi sur leur lieu de travail, a précisé la radio israélienne. A Jérusalem-Est, pour la première fois depuis 1967, des gardes-frontière israéliens ont patrouillé sur des half-tracks. Aucun incident n'a été signalé.

Une nouvelle phase dans l'histoire des territoires occupés

GAZA
de notre envoyé spécial

De son austère bureau, Me Fayez Abou Rahmeh, nationaliste tempéré, au sourire malicieux de notable radical-socialiste, dresse un bilan : « *Les jeunes ont fait passer leur message ; ils ont obtenu l'attention de la presse et de l'opinion internationale au moment où elle nous oubliait.* » En ville, la concentration des journalistes étrangers vient corroborer les propos de l'avocat palestinien. Que cette « journée du Fath », célébration de l'anniversaire de la première opération menée il y a vingt-trois ans par le mouvement de M. Arafat, se soit déroulée dans le calme ne l'étonne pas outre mesure. De Bagdad, l'OLP avait bien exhorté à des grèves et à des manifestations en Cisjordanie et à Gaza. « *Mais, si les gens soutiennent l'OLP pour 90 % d'entre eux*, explique Me Rahmeh, *il faut aussi tenir compte des conditions sur le terrain.* »

Or, « *sur le terrain* », et quelle que soit la véritable audience de l'OLP, les forces de sécurité israéliennes avaient elles aussi reçu le « *message* » de ces dernières semaines. Elles étaient, cette fois, omniprésentes ; les effectifs avaient été triplés à Gaza et doublés en Cisjordanie (les chiffres exacts sont secrets). Objectif : empêcher que la « journée du Fath », qui tombait un vendredi, jour de la prière, ne dégénère à la sortie des mosquées ; elle fut souvent, durant la vague de troubles, le point de départ des manifestations.

La tactique : déployer massivement des troupes, afin d'éviter que les petites unités ne se trouvent confrontées à la foule des fidèles.

Non loin du bureau de Me Rahmeh, dans les ruelles défoncées et boueuses du centre de Gaza, le plan de bataille est respecté. Les hommes de la brigade Givati, une unité d'élite, béret violet sur la tête et casque lourd à la ceinture, quadrillent la place de Palestine, un des points chauds de la ville. Un peu en retrait, les jeeps et camions des unités de gardes-frontière sont prêts à intervenir. Ils le font à la première occasion, lorsque quelques gamins tentent de dresser une barricade. L'entrée des camps de réfugiés (ils constituent près de 60 % des 650 000 habitants de Gaza) est strictement contrôlée par l'armée.

Une autre leçon des incidents sanglants des jours passés – vingt-trois Palestiniens tués par balle, au moins cent cinquante autres blessés – a apparemment été retenue : cette fois, les soldats, outre leur fusil, sont équipés de balles en plastique et de grenades lacrymogènes et, pour la première fois, des véhicules porteurs de canons à eau sont déployés. C'est, *a contrario*, l'aveu massif de l'échec d'une précédente politique de répression, quand des unités dépourvues de matériel anti-émeute ont ouvert le feu à hauteur d'homme sur des manifestants ; chaque mort a relancé les troubles, attisant la colère des Palestiniens et prolongeant un cycle de violence bien au-delà de ce qui était coutumier dans les territoires.

Même scénario à Jérusalem

Mais, regard méprisant ou totalement indifférent, les habitants de Gaza se sont, à la mi-journée, rendus tranquillement à la mosquée. Non, ce ne serait pas pour cette fois. De nombreux commerçants avaient ouvert leur échoppe, et le trafic automobile était celui d'un jour de promenade.

A Jérusalem, le scénario était le même. Quelque six cents policiers avaient pris position dans la vieille ville. A chaque entrée et sur les toits, le déploiement était particulièrement visible autour de l'esplanade des mosquées, un des lieux saints de l'Islam où convergent chaque vendredi des milliers de fidèles venant de toutes les localités du territoire. Hormis une esquisse de manifestation de la part de quelques jeunes gens, la prière s'est déroulée dans le calme. Il en fut de même un peu partout ailleurs en Cisjordanie, à l'exception de quelques incidents à Naplouse et près de Ramallah.

C'est qu'à la démonstration de force, les autorités avaient ajouté des arguments plus subtils. La veille, le général Mitzna, responsable de la Cisjordanie, avait suggéré un « marché » : si la Journée du Fath se déroulait sereinement, beaucoup des quelque mille jeunes gens récemment arrêtés seraient libérés cette semaine : la presse laissait entendre également que les expulsions auxquelles le gouvernement est décidé à procéder pourraient alors ne toucher qu'un tout petit nombre de personnes...

Après les semaines d'extrême tension et de violence que viennent de connaître les habitants des territoires, ce sont là des éléments qui comptent « sur le terrain » et qui font qu'il est un peu trop tôt pour parler d'un échec de l'OLP. « *Gaza bouillonne toujours* », dit Me Rahmeh. Plus qu'à une accalmie véritable – à laquelle personne ne croit, – cette pause dans l'épreuve de force sans précédent entre la nouvelle génération des Palestiniens des territoires et les autorités ressemble à une trêve tactique. On se jauge réciproquement ; on évalue la détermination de l'autre et ses capacités de résistance avec, pour le gouvernement, une question essentielle : si l'armée est obligée de maintenir en permanence un dispositif lourd en Cisjordanie et à Gaza, c'est qu'une nouvelle phase est véritablement engagée dans l'histoire de l'occupation des territoires et du mouvement national des Palestiniens.

ALAIN FRACHON.

● **Israël rejette une proposition américaine de compromis sur Taba.** – Israël a repoussé une proposition américaine de compromis sur la bande de Taba, aux termes de laquelle la souveraineté en serait revenue à l'Egypte en échange de droits d'accès spéciaux accordés à Israël, indiquait-on, le vendredi 1er janvier, de source israélienne. La minuscule bande de Taba, sur les bords de la mer Rouge, est administrée par Israël depuis la guerre de six jours, en 1967. C'est la seule partie du Sinaï à ne pas avoir été restituée à l'Egypte. Les deux pays s'en disputent la souveraineté. Le débat doit être tranché prochainement par une commission d'arbitrage, mais Washington préférerait trouver une solution à l'amiable. – *(Reuter.)*

LIBAN

Epreuve de force entre l'armée et la milice druze

Le détournement d'un hélicoptère de l'armée libanaise par un officier druze venu se poser mercredi dans la région du Chouf, au sud de Beyrouth, contrôlée par le Parti socialiste progressiste (PSP) de M. Walid Joumblatt, a déclenché, le vendredi 1er janvier, une épreuve de force entre le PSP et l'armée. Celle-ci, fidèle au président Amine Gemayel et en butte aux critiques de l'opposition libanaise dont fait partie le PSP, a sommé la formation de M. Joumblatt de lui rendre, « *dans les quarante-huit heures* », l'appareil de type Gazelle, de fabrication française, que le lieutenant Majed Karameh, trente et un ans, a fait atterrir dans le Chouf après avoir décollé pour un vol de routine de la base d'Adma, en « pays chrétien », au nord de Beyrouth, a-t-on appris de source sûre.

De son côté, M. Marwan Hamadé, l'un des principaux collaborateurs de M. Joumblatt, a indiqué que le PSP refusait l'« *ultimatum* » de l'armée et affirmé que « *tous les partis d'opposition étaient prêts à s'opposer à une éventuelle agression de l'armée* ». Le PSP est la milice la mieux armée de l'opposition libanaise et est proche des Palestiniens et des Syriens.

Le commandement de l'armée a répondu, dans un communiqué, qu'il interdirait la navigation, à partir de samedi matin, dans les eaux territoriales libanaises au large du Chouf, sans préciser par quel moyen il entendait le faire. Cette mesure, si elle était mise en œuvre, pourrait paralyser les ports de Khaldé et de Jiyé, au sud de Beyrouth, sous contrôle du PSP.

M. Joumblatt, qui se trouve à Amman, a affirmé qu'il était « *prêt à la guerre* » et qu'il ne rendrait « *jamais* » l'hélicoptère. Il a qualifié l'ultimatum de l'armée d'« *acte de guerre* » et sommé les militaires de retrouver plutôt les assassins du premier ministre libanais Rachid Karamé, tué le 1er juin dans l'explosion criminelle d'un hélicoptère militaire.

Le PSP et les formations de l'opposition pro-syrienne libanaise ont souvent critiqué l'armée libanaise, qu'ils accusent d'être « *partisane* » et de faire le jeu du « *camp chrétien* » en soutenant le président Amine Gemayel. L'armée se défend pour sa part de toute implication dans le conflit interne libanais. En septembre 1983, de violents combats avaient opposé le PSP à la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) pour le contrôle de la montagne du Chouf après le retrait de l'armée israélienne qui y était entrée en juin 1982. A l'issue de ces combats, qui avaient provoqué l'exode des chrétiens de cette région, l'armée libanaise s'est déployée dans le secteur de Souk-el-Gharb, sur un front de 15 kilomètres, face aux positions du PSP. – *(AFP.)*

● **GUERRE DU GOLFE : Bagdad revendique l'attaque de deux pétroliers.** – L'aviation irakienne a attaqué, le jeudi 31 décembre et le vendredi 1er janvier, deux pétroliers au large des côtes iraniennes, selon Bagdad. Ces deux attaques n'ont toutefois pas été confirmées de source indépendante. D'autre part, un navire maltais, le *Alga*, a été légèrement endommagé, vendredi, par les tirs d'une vedette iranienne dans le Golfe, selon des sources maritimes. Aucun membre d'équipage n'a été blessé. – *(AP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Un troisième convoi a rallié Khost

Radio-Kaboul a annoncé, le vendredi 1er janvier dans la soirée, qu'un troisième convoi de deux cent vingt-neuf véhicules avait pu rallier la ville de Khost le jour même. La résistance a confirmé l'information, mais en affirmant que ce convoi ne comprenait que soixante camions et qu'il avait emprunté une piste passant par le sud et non la route Gardez-Khost. La résistance maintient que cette route, dont Kaboul a annoncé la réouverture à la circulation le 31 décembre, demeure fermée.

Entre-temps, un capitaine de l'armée rouge a déclaré, vendredi, à la télévision soviétique que les combats se poursuivaient dans la région, sans autre précision. La télévision a montré, au cours de ce reportage, des munitions et des armes prises à la guérilla, tandis que l'on pouvait voir des chars se déplacer sur un terrain accidenté et poussiéreux. En interviewant le jeune officier, le fusil à l'épaule, la télévision a montré pour la première fois clairement que les Soviétiques sont impliqués dans les combats autour de Khost. Il y a deux semaines, lorsqu'un premier reportage de la télévision avait montré l'offensive en cours, le journaliste n'avait pas mentionné la présence de Soviétiques aux côtés de l'armée afghane. – *(AFP.)*

Egypte

Manifestation anti-israélienne au Caire

Des heurts ont eu lieu, le vendredi 1er janvier au Caire, entre la police antiémeutes, munie de casques à visière et armée de matraques, et quelque deux mille personnes qui manifestaient, à l'issue de la prière, contre la répression israélienne dans les territoires occupés.

Selon une source policière, trois officiers de police ont été blessés et vingt manifestants arrêtés. Les forces de l'ordre, attaquées par des manifestants armés de couteaux, ont fait usage de grenades fumigènes pour disperser la manifestation, ajoute-t-on de même source, précisant que le ministre de l'intérieur, M. Zaki Badr, se trouvait sur les lieux. Les manifestants, qui brandissaient des exemplaires du Coran, s'étaient rendus en cortège des mosquées Al-Azhar et Al-Hussein jusqu'à la mosquée Ansar Al-Sunna Al-Muhammadiya dans le centre du Caire, réclamant la rupture des relations diplomatiques égypto-israéliennes et l'expulsion de l'ambassadeur de l'Etat hébreu.

Trois manifestations anti-israéliennes avaient déjà eu lieu au cours des dix derniers jours à l'université Ain-Shams, au Caire. – *(AFP.)*

Soudan

Le gouvernement affirme avoir repris la ville de Qeissan

L'armée soudanaise a repris le vendredi 1er janvier la ville de Qeissan (province du Nil-Bleu), à la frontière soudano-éthiopienne, qui était occupée depuis le 10 décembre par les rebelles de l'Armée de libération du peuple du Soudan (SPLA, opposition sudiste armée du colonel John Garang), a annoncé Radio-Omdurman (gouvernementale).

La radio, citant son correspondant à El-Damazine, chef-lieu de la province du Nil-Bleu, affirme que les troupes gouvernementales ont infligé de lourdes pertes aux rebelles lors d'un combat qui a duré cinq heures.

L'armée soudanaise avait repris, le 22 décembre, la ville de Kurmuk, également frontalière de l'Ethiopie, dans la province du Nil-Bleu, qui était occupée depuis une quarantaine de jours par les maquisards de la SPLA. Un responsable militaire soudanais avait indiqué il y a quelques jours que plusieurs pays arabes avaient récemment fourni au Soudan un armement moderne – notamment des lance-missiles – qui a grandement contribué à ces succès militaires soudanais.

L'occupation de Kurmuk et de Qeissan par les rebelles avait augmenté la tension entre le Soudan et l'Ethiopie. Les deux pays s'accusent mutuellement d'aider les rebelles auxquels ils sont confrontés dans leurs territoires respectifs. – *(AFP.)*

Philippines

Campagne sanglante pour les élections locales

Ouverte il y a un mois, la campagne pour les élections locales, prévues le 18 janvier, a déjà fait au moins vingt-sept morts, dont dix-sept candidats, selon un bilan établi le vendredi 1er janvier. Neuf candidats ont, d'autre part, été enlevés par la guérilla communiste. Cent mille candidats se présentent aux fonctions de gouverneur, de maire et de conseiller municipal dans les soixante-treize provinces de l'archipel.

D'autre part, la trêve de quarante-huit heures du Nouvel An, décidée par les autorités et la rébellion communiste, a été rompue deux fois et s'est soldée par la mort de quatre personnes, selon un porte-parole militaire. – *(AFP.)*

● **TURQUIE : six morts dans un accrochage entre militaires turcs et rebelles kurdes.** – Trois rebelles indépendantistes kurdes et trois militaires – dont un officier de gendarmerie – ont été tués le jeudi 31 décembre près de Sirnak dans l'est de la Turquie, lors d'un accrochage entre gendarmes et rebelles qui a duré cinq heures, a annoncé l'agence semi-officielle turque Anatolie. Il s'agit du huitième affrontement important entre les forces de l'ordre et les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), depuis la levée de la loi martiale en Anatolie-Orientale, le 19 juillet 1987, et la proclamation de l'état d'urgence dans les huit provinces qui recouvrent les régions à majorité kurde de l'Anatolie de l'est et du sud-est du pays. Plus de mille personnes (militaires, policiers, civils et rebelles) ont été tuées depuis la reprise des opérations armées de la guérilla kurde, en août 1984, dans cette partie orientale de la Turquie. – *(AFP.)*


Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037



Europe

URSS

Un peu plus de vodka pour le Nouvel An

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

La lutte contre l'alcoolisme, ou « loi sèche » comme on l'appelle en Union soviétique, est sans doute l'un des aspects quotidiens *les plus douloureux de la politique* de M. Mikhail Gorbatchev.

Les autorités en sont conscientes, qui dans un accès de magnanimité ont légèrement assoupli la *réglementation* de la vente d'alcool ces derniers jours afin de permettre aux Moscovites de fêter le Nouvel An selon les meilleures traditions. Athéisme oblige, Noël n'est ni fêté ni férié en URSS et c'est sur le Nouvel An que se concentrent tous les efforts *d'illuminations, de célébrations* et de libations.

Les magasins d'alcool ont été mieux approvisionnés que de coutume les derniers jours de l'année, des bouteilles ont également été livrées à deux cents magasins d'alimentation à Moscou pour élargir le circuit de distribution (70 % des magasins de vins et spiritueux de la capitale ont été *fermés depuis* l'introduction de la « loi sèche » il y a deux ans et *demi)* et les magasins d'alcool ont ouvert à 9 ou 10 heures le 31 décembre, au lieu des 16 heures réglementaires.

Cela n'a bien entendu pas permis d'éviter le phénomène des impressionnantes files d'attente sous la neige puisque, malgré tout, la demande restait supérieure à l'offre : beaucoup de gens *qui ne sont plus disposés* à faire trois heures de queue pour une hypothétique bouteille de vodka à 15 roubles (150 F) étaient décidés à faire une exception pour le 1er janvier, *qui ne se fête pas en* Russie sans champagne (soviétique) ou vodka.

« Et l'alcool ? – Quel alcool ? »

Les effets de la largesse des autorités et peut-être aussi ceux d'une technique de plus en plus au point dans la fabrication artisanale d'alcool par les particuliers étaient perceptibles le 1er janvier à *3 h du matin dans la rue piétonne* de l'Arbat, où des centaines de Moscovites se promenaient en chantant allègrement par une température avoisinant 20 °C au-dessous de zéro, sous l'œil pour une fois bienveillant des miliciens de faction.

Devenue une denrée de grande valeur pour les Soviétiques, la vodka sert aussi de monnaie pour certains services, en particulier aux étrangers, qui ont accès aux magasins en devises où la vodka ne manque jamais. C'est sans *doute ainsi que l'a compris l'un* des miliciens chargés de la surveillance du plus grand immeuble pour étrangers de Moscou, sur l'avenue Koutouzovski, en demandant sans vergogne vendredi à un résident occidental, après lui avoir obséquieusement *souhaité la bonne année : « Et l'alcool ? » « Quel alcool ? »,* demanda l'Occidental, qui n'avait pas prévu de gratifier les miliciens du « ghetto » d'un cadeau de fin d'année. *« Mais, enfin, vous savez bien, l'alcool, vous nous l'aviez déjà promis l'année dernière... »* Abasourdi, l'Occidental, qui n'avait rien promis du tout, s'éloigna en se demandant quels *« services » rendus par le milicien* pouvaient bien justifier une revendication exprimée avec autant d'assurance.

SYLVIE KAUFFMANN.

GRANDE-BRETAGNE

Le « sens commun » de Mme Thatcher

(Suite de la première page.)

La majorité des Britanniques ignorent toujours que l'Europe constituera un marché unique en 1992. Ils ont été beaucoup moins empressés que les Français à acheter des actions du tunnel sous la Manche, qui les concerne pourtant au premier chef.

Les débats qui ont occupé l'opinion – sans jamais vraiment la mobiliser – ont tourné autour des impôts locaux, de la santé et de l'éducation. On est loin, là encore, des grandes passions...

Les conservateurs ont découvert *que de nombreux citoyens* ne payaient pas d'impôt local et établi un lien entre cette situation et le militantisme de gauche de certaines municipalités. Les édiles socialistes voire communisants dépenseraient, selon eux, d'autant plus d'argent que celui-ci ne vient pas directement de leur circonscription...

La réforme votée le 17 décembre prévoit donc à partir de 1990 *un impôt par tête d'habitant égal* pour tous, riches ou pauvres. Chaque citoyen âgé de plus de dix-huit ans devra s'en acquitter.

L'impôt local était jusqu'ici variable et prélevé par unité d'habitation selon des critères tels que la *prospérité* du quartier, la surface habitée et le degré de confort. Des personnalités conservatrices soucieuses de la tradition sociale du parti – comme l'ancien premier *ministre* Edward Heath – ont en vain lancé des mises en garde. Il en coûtera en effet plus cher de garder sous son toit des parents âgés ou des enfants adultes. Les *jeunes gens* pourraient en outre être tentés de ne pas s'inscrire sur les listes électorales. Celles-ci, en l'absence d'un système de carte d'identité nationale, sont en effet le seul moyen de contrôler les noms et adresses des citoyens majeurs assujettis à l'impôt local.

Les carences du Service national de santé ont été une autre source de tracas... Mme Thatcher a eu beau *répéter que son gouvernement* avait consacré plus d'argent à la santé que tous ceux qui l'avaient précédé, l'opinion n'a pas été convaincue de sa bonne volonté. On la soupçonne de chercher à grignoter le principe de la gratuité des soins médicaux. Le premier ministre s'écrie qu'il n'en est rien et que celle-ci sera maintenue *« pendant la durée de la législature actuelle ».* Elle n'en lance pas moins *« pour l'avenir »* quelques idées sacrilèges telles que l'éventualité d'une contribution payante pour tout ce qui n'est pas strictement médical, par exemple l'hébergement ou les repas dans les hôpitaux publics.

Les médias ont fait largement écho au manque de crédits dont souffrent les hôpitaux. La mort d'un enfant qui était sur une liste d'attente pour une opération du cœur, laquelle avait dû être repoussée à cinq reprises, a provoqué une vive émotion dans tout le pays. Mme Thatcher a presque aussitôt débloqué des fonds, mais elle a peu après ordonné une enquête sur la façon dont étaient gérés les hôpitaux...

Secrets d'Etat

Le débat sur l'éducation a également porté sur la *qualité* du service public. Contrairement à une idée reçue, l'éducation est publique à plus de 90 % en Grande-Bretagne. L'enseignement primaire et secondaire relève des autorités locales et il n'y a pas de programmes nationaux. Mme Thatcher veut à la fois en finir avec des initiatives pédagogiques qu'elle juge fantaisistes ou choquantes et unifier le système en établissant pour les mathématiques, les sciences et l'anglais un programme scolaire national. Les autorités locales, souvent travaillistes, crient à la dictature, mais *les écoles qui le souhaitent* peuvent désormais s'émanciper de leur tutelle.

« Dictature », « totalitarisme » sont des termes que l'on a aussi entendus à propos de la volonté affichée par le gouvernement de *protéger* les secrets d'Etat. Mme Thatcher risque bien de perdre « au finish » l'interminable procès entamé pour bloquer la publication en Grande-Bretagne du livre *Spycatcher* (chasseur d'espions), écrit par un ancien membre des services secrets de Sa Gracieuse Majesté.

L'auteur, M. Peter Wright, qui a pris sa retraite en Australie, affirme que le contre-espionnage britannique, au lieu de chasser les espions, *s'est livré dans les* années 70 à une opération de *« déstabilisation »* du gouvernement travailliste de M. Harold Wilson. Mme Thatcher est d'autant plus outrée que l'événement a coïncidé avec sa propre montée en puissance au sein du Parti conservateur.

M. Wright écrit encore que les services secrets britanniques avaient placé des micros à l'ambassade de France à Londres et envisagé d'assassiner Nasser. Plusieurs anciens agents sont identifiés nommément. Le gouvernement avait obtenu dans un premier temps qu'il soit totalement interdit de mentionner le *contenu du livre au Royaume-Uni* et il a cherché sans succès à empêcher sa publication à l'étranger. Un juge de la Haute Cour a cependant estimé le 21 décembre que *le mal était de toute façon* déjà fait et que les quotidiens britanniques devraient désormais pouvoir citer à loisir *Spycatcher.* Le gouvernement a fait appel...

Tandis que Mme Thatcher poursuit imperturbablement sa leçon de morale et d'économie sur *le* petit écran, la population, largement indifférente, s'intéresse aux derniers scandales financiers, sportifs ou mondains, qui n'épargnent pas des institutions aussi traditionnelles que l'Eglise anglicane elle-même. La plupart ne sont pas des phénomènes vraiment nouveaux, mais le fait que les divisions s'étalent désormais au grand jour montre à tout le *moins* que le discours simplificateur de la « dame de fer » cache des réalités plus complexes. Sous la frénésie de consommation et les discours officiels défendant l'ordre moral et la tradition, ces fêlures inquiétantes s'élargissent.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EN BREF

● **POLOGNE : fin du brouillage des radios occidentales.** – L'Union soviétique a cessé, le vendredi 1er janvier, les émissions de la BBC, la Voix de l'Amérique et *Radio-Free-Europe* (RFE) vers la Pologne. La BBC a annoncé la première la fin du brouillage de ses programmes, en vigueur depuis la proclamation de la loi martiale à Varsovie en 1981. La Voix de l'Amérique a indiqué par la suite que ses émissions en polonais étaient à nouveau entendues dans le pays, ainsi que celle de Radio-Free-Europe, *une station financée par l'administration* américaine qui a son siège à Munich. – *(Reuter.)*

● **RFA : *négociations* sur le « rachat » d'anciens prisonniers politiques est-allemands.** – La RFA négocie actuellement avec la RDA l'achat de visas de sortie pour 1 025 prisonniers politiques est-allemands, qui ont été amnistiés en juillet 1987, affirme le quotidien *Bild Zeitung*, dans son édition du samedi 2 janvier. Ces anciens détenus *devraient arriver en RFA d'ici mars* prochain. Parmi eux figure vraisemblablement un soldat, Guenther Jablonski, qui avait tué un garde-frontière est-allemand en tentant de *s'échapper* vers l'Ouest en 1962. Mineur à l'époque des faits, il avait été condamné à la réclusion à perpétuité.

Le gouvernement de Bonn procède depuis des années à des rachats de prisonniers politiques de RDA. Plus de 600 seraient arrivés en RFA en 1987. – *(AFP.)*

● **URSS : Visas touristiques simplifiés pour les pays de l'Est.** – L'URSS va tenter, au cours du premier semestre 1988, une expérience d'octroi de visas touristiques, selon des formalités simplifiées, pour des Soviétiques souhaitant se rendre *dans certains pays socialistes*, a annoncé, le vendredi 1er janvier, les *Izvestia*, le quotidien du gouvernement.

Cette « expérience », qui ne concerne que des groupes touristiques – pas question de séjours individuels, – sera limitée à *« la RDA, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et d'autres pays socialistes »,* et ne pourront en bénéficier que des Soviétiques habitant Moscou, Leningrad, les capitales des Républiques fédérées de l'URSS et de *« quelques autres villes ».* – *(AFP.)*

Amériques

CANADA : une mise en garde du premier ministre du Québec

« La dénatalité est le pire ennemi de la francophonie », nous déclare M. Bourassa

Répondant récemment aux questions de notre envoyé spécial, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, le premier ministre de la province francophone du Québec estimait que, *« s'agissant de l'avenir de celle-ci, la vraie question est celle de la natalité, qui a chuté au Québec au point d'être aujourd'hui l'une des plus faibles de l'Occident ».*

« Aussi,* poursuivait-il, *mon gouvernement vient-il de nommer un ministre délégué à la famille, Robert Dutil, chargé de proposer toutes mesures pouvant favoriser la démographie, par exemple des aides au logement pour les familles nombreuses. Nous avons déjà créé, cette année, cent mille emplois dans la province. Croyez-moi, nous sommes à l'affût de tout ce qui pourrait remplir les berceaux de bébés francophones ».

M. Bourassa concluait : *« Le pire ennemi de la francophonie au Canada, c'est la dénatalité québécoise. »*

Un îlot dans l'océan anglophone

MONTRÉAL
de notre correspondante

Le faible accroissement naturel de la population québécoise est hypothéqué par un autre phénomène : depuis 1967, le Québec a perdu entre cinq mille et dix mille personnes par an dans ses échanges migratoires avec les autres provinces canadiennes. Certains anglophones *du Québec sont partis après l'arrivée* du Parti québécois (indépendantiste) au pouvoir ou après l'imposition en 1977 de la loi faisant du français la seule langue officielle de la province, y compris dans les affaires et le commerce. La proportion d'anglophones au Québec est ainsi tombée de 14 % en 1941 à 10 % en 1986.

Le Québec ne semble pas non plus être une terre d'élection pour les étrangers qu'il accueille : la moitié des immigrés arrivés depuis la dernière guerre mondiale n'y sont pas restés. Ils sont allés en majorité en Ontario, dans la riche province voisine, où l'on parle anglais.

Le Québec perd donc de son poids démographique au sein de la Confédération canadienne et commence à en payer le prix politique. A la Chambre des communes d'Ottawa, la représentation de chaque province *est proportionnelle à sa population.* Or les Québécois ne représentent plus que 25,7 % des Canadiens, un recul de trois points par rapport à 1941. Aux prochaines élections, le Québec aura le même nombre de députés à Ottawa, l'Ontario et la Colombie britannique gagneront *chacune quatre sièges et* l'Alberta cinq, grâce à l'accroissement de leur population respective.

Rien ne permet pour le moment d'espérer une reprise significative de *la natalité* ou *un renversement* durable des bilans migratoires. Or, si les tendances actuelles se maintiennent, les francophones du Québec, qui sont actuellement 5,3 millions, *n'atteindront pas les 6 millions d'ici* la fin du siècle avant que leur nombre ne commence à décliner.

Autrefois champion du monde de la natalité, le Québec compte aujourd'hui les enfants qu'il n'a plus. Tous les oracles prédisent le déclin de sa population au tournant du siècle et les démographes se demandent combien de temps encore l'îlot québécois pourra tenir *dans l'océan anglophone qui le* borde.

Pour assurer leur survie, les francophones du Canada ont fait des enfants. Beaucoup d'enfants. A la fin des années 40, le Québec a détenu pendant plus d'une décennie les plus hauts taux de fécondité du *monde : près de quatre enfants par* femme en âge de procréer. Les autres pays occidentaux parlaient de leur baby boum, la société québécoise, alors rurale et très catholique, contemplait sa *« revanche des berceaux ».* Le clergé omnipuissant restait vigilant. Les curés allaient jusqu'à refuser la communion aux femmes, jeunes mariées ou mères de famille, soupçonnées de se dérober à *leurs devoirs conjugaux et accusées « d'empêcher la famille ».*

L'épineuse question de l'immigration

Les moins de vingt ans représentaient en 1961 44 % de la population. La « révolution tranquille » *était déjà en marche*, le Québec s'est progressivement urbanisé, industrialisé, laïcisé. C'est à cette époque que la natalité a commencé à descendre de ses cimes. A la fin des années 60, au plus fort des attentats du Front de libération du Québec, le taux de fécondité passait sous le seuil de *renouvellement de la population* (2,1 enfants). Il a continué de baisser pour atteindre 1,4 l'an passé, un des taux les plus faibles du monde.

Cette situation inquiète le gouvernement québécois, qui répugne toutefois à adopter une politique résolument nataliste, jugée inefficace. Les *allocations familiales versées par* la province sont par exemple très basses (moins de quarante francs par mois pour un enfant, cent francs pour deux et cent soixante-dix francs pour trois) et n'augmenteront guère. Le cabinet de M. Bourassa envisage plutôt une harmonisation des mesures touchant la famille, afin de faciliter la vie des couples qui ont déjà des enfants, en particulier ceux à faibles revenus.

Reste l'épineuse question de l'immigration. Le Québec, qui a obtenu en 1978 un droit de regard dans le processus de sélection à l'étranger, n'a accueilli que 19 % de tous les immigrants arrivés au Canada depuis 1946.

La province francophone pourrait, en vertu des ententes conclues, ouvrir plus grand ses portes et songer *sérieusement* à le faire. De nombreuses voix se sont toutefois élevées contre la tentation de *« remplacer les berceaux vides par des avions remplis d'immigrants »,* dont l'intégration posera inévitablement problème. La société québécoise, longtemps repliée sur elle-même, s'ouvre, en effet, petit à petit aux autres cultures.

Le conseil québécois de la langue *française estime*, de *son côté*, que le gouvernement devrait privilégier les candidats ayant une bonne connaissance du français (deux immigrants sur trois ne le parle pas) et veiller à ce que tous les autres aient accès à des cours intensifs dès leur arrivée.

Toutefois, au moment même où le Québec *aborde ces débats* démographiques et linguistiques à longueur de colonnes dans les journaux, l'Ontario, la province la plus populeuse, la plus riche et la plus attirante pour les étrangers, commence, quant à elle, à promouvoir l'idée du bilinguisme...

MARTINE JACOT.

HAITI

Le général Namphy lance un appel à l'union et au compromis

Port-au-Prince. – Le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouvernement haïtien (CNG), a lancé, le vendredi 1er janvier, un appel à l'union et au compromis dans un message à la nation à l'occasion du 184e anniversaire de la proclamation de l'indépendance de Haïti.

« Le compromis historique qu'il fallait réaliser il y a quelques mois peut encore se produire », a déclaré le président du CNG *en estimant* que le pire n'était pas *« inéluctable »* et qu'un consensus *« fût-il minimal »* pouvait s'opérer. *« Nul secteur politique ne devrait prétendre au monopole du patriotisme ni revendiquer l'exclusivité du droit d'intervenir dans la vie publique »*, a-t-il poursuivi en souhaitant que la lutte politique se déroule dans le respect du jeu démocratique *« sans dégénérer en affrontements fratricides ».*

Le général Namphy s'exprimait au palais national en présence du cabinet ministériel et du corps diplomatique, mais les ambassadeurs du Canada, des Etats-Unis, de France, de RFA, les principaux pays fournisseurs d'aide à la république caraïbe, étaient absents.

De même, seuls quelques dirigeants politiques haïtiens se sont rendus à cette cérémonie, comme MM. Hubert de Ronceray et Grégoire Eugène. Les quatre principaux candidats à la présidence, MM. Marc Bazin, Sylvio Claude, Louis Déjoie et Gérard Gourgue, ainsi que le dirigeant du Parti communiste, M. René Théodore, qui refusent jusqu'à présent de participer aux élections du 17 janvier, ont aussi décliné l'invitation du CNG. – *(AFP.)*

Afrique

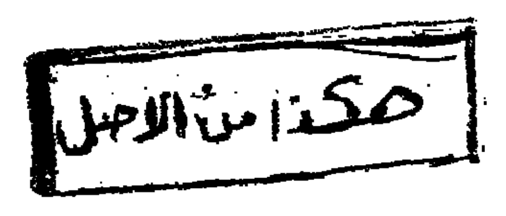
OUGANDA

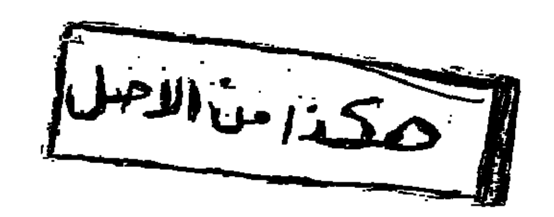
Trois membres du gouvernement seraient détenus par des rebelles

Kampala. – Les autorités ougandaises ont admis avoir perdu tout contact avec les trois ministres envoyés, début décembre, dans le district de Soroti (nord-est de l'Ouganda) pour rendre publique l'offre d'amnistie offerte aux rebelles en juillet, a rapporté, le vendredi 1er janvier, le journal gouvernemental *New Vision. « On estime que les ministres pourraient être détenus par les rebelles au centre de recherche agricole de Serere »*, situé à 32 kilomètres au *sud-ouest* de Soroti, indique le journal.

Le mouvement de rébellion de l'armée du peuple ougandais (UPA) avait revendiqué, en décembre, la capture des trois ministres et demandé à les échanger avec l'ancien général Smith Opon-Acak, qui fut chef d'état-major de l'armée avant de rejoindre l'UPA et d'être fait prisonnier par Kampala. Selon *New Vision*, l'armée nationale de résistance (NRA, forces gouvernementales) répugne à envoyer une mission militaire pour libérer les ministres *« tant que les initiatives pacifiques ne sont pas épuisées ».*

Les trois disparus sont le ministre du développement culturel et communautaire, *M. Stanley Okurut*, le vice-ministre des transports, M. Robert Ekinu, tous deux âgés de soixante ans, et le ministre adjoint aux ressources animales, M. George Aporu Okon. Aucune nouvelle d'eux n'a pu être obtenue depuis au moins trois semaines. Selon certaines Rources officielles, les trois hommes auraient eu pour mission de prendre contact avec les rebelles dans les districts *de Soroti et de Kumi* (nord-est). Il est hautement improbable, de l'avis des observateurs, que le président Museveni accepte l'échange proposé par l'UPA. – *(AFP.)*





Asie

CHINE

Faut-il détruire le mausolée de Mao Zedong ?

PÉKIN
de notre correspondant

Les Chinois, qui ont défilé comme tous les ans devant la dépouille mortelle embaumée de Mao Zedong le jour anniversaire de sa naissance, le 26 décembre — un anniversaire au demeurant passé sous silence par les autorités, — s'en doutaient peut-être : le mausolée, au centre de Pékin, aurait pu être moins laid et plus petit.

Cette conclusion sacrilège à laquelle bien des Pékinois — amoureux de leur ville et tristes de la voir défigurée depuis quarante ans — étaient arrivés secrètement, un journal officiel vient de l'imprimer noir sur blanc. *Le Quotidien de la jeunesse* a révélé les dessous peu glorieux des choix qui aboutirent à l'édification du colossal parallépipède sur la place Tiananmen au lendemain de la mort du Grand Timonier, en 1976. Deux des architectes commis d'office pour sa réalisation résument l'histoire en ces termes assassins : « *C'est le produit du hasard dans une situation* [politique] *incontournable.* »

Deux maquettes avaient été retenues. Les membres du bureau politique du Parti communiste (à l'époque, M. Deng Xiaoping n'avait pas été réhabilité) s'étaient mis d'accord sur la première, quand ils furent rejoints par M. Hua Guofeng, le successeur de Mao, qui posa une question toute simple : « *Laquelle est la plus haute ?* » Chacun dut convenir que si ce critère devait présider au choix, la seconde maquette était tout indiquée : haute de 33,60 mètres de haut elle dépassait largement la première. M. Hua, qui n'est pas nommément désigné, mais dont les auteurs de l'article raillent le fort accent provincial, avait déjà décidé de la forme carrée des fondations avant même que le choix ne soit définitivement arrêté.

A vrai dire, ce lieu magique qu'était la place Tiananmen, centre de la cosmologie chinoise dans l'imaginaire impérial avant d'être passablement enlaidie par diverses bâtisses d'inspiration stalinienne, a échappé à pis encore : à en croire le journal, d'aucuns avaient même proposé qu'on y érige, pour abriter la dépouille mortelle de Mao, un monument dont le dôme en verre rouge « *brillerait jour et nuit* » (allusion au soleil de la révolution que feu le Grand Timonier incarnait) ; une pyramide d'un genre pharaonique inconnu en Chine ; voire un bâtiment en forme... de mangue. Cette dernière proposition, sans doute, par allusion à un épisode loufoque de la révolution culturelle, lorsque des mangues que Mao avait touchées de ses mains firent le tour du pays en gage de son amour pour les masses populaires.

Pour appuyer cette désacralisation de Mao, les auteurs de l'article du *Quotidien de la jeunesse* n'hésitent pas à souligner que ses restes reposent à deux pas du trône impérial dans la Cité interdite. « *Les Chinois ont lutté pendant plus d'un siècle contre le féodalisme, ils se sont sacrifiés pendant plusieurs générations et grincent encore des dents à la seule évocation de l'ère féodale. Mais dès lors qu'il s'agit de paraître, il n'y a que le grandiose et l'autorité féodale qui les mettent d'accord* », ajoutent-ils. On lit, dès lors, plus qu'un regret dans leurs propos quand ils rappellent les prouesses réalisées pour rendre le bâtiment antisismique : « *Cette masse gigantesque restera toujours au centre de la ville, car même un tremblement de terre de degré 8 ne pourrait le détruire.* » En viendra-t-on à la démolir pour cause d'outrages à l'esthétique ?

FRANCIS DERON.

● **NOUVELLE-ZÉLANDE : le premier ministre sort indemne d'un accident de voiture.** — M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, est sorti indemne, mais « *sérieusement secoué* », d'un accident de voiture, alors qu'il participait à une séance d'essais précédant une course automobile, le samedi 2 janvier. Passionné de courses, M. Lange a heurté un autre concurrent dans un virage. C'était la seconde fois que le chef du gouvernement néo-zélandais prenait part à un grand prix. Critiqué par l'opposition, qui estimait peu « *sage* » qu'il participe à de telles compétitions, M. Lange, qui n'a pas sa langue dans sa poche — comme on a pu s'en rendre compte lors de sa polémique avec Paris à propos de l'incident du *Rainbow-Warrior*, — avait répondu : « *On n'a jamais vu un premier ministre néo-zélandais mourir sur un circuit, mais je pense qu'ils sont quelques-uns à être morts dans leur lit.* — *(Reuter, AP, AFP).*

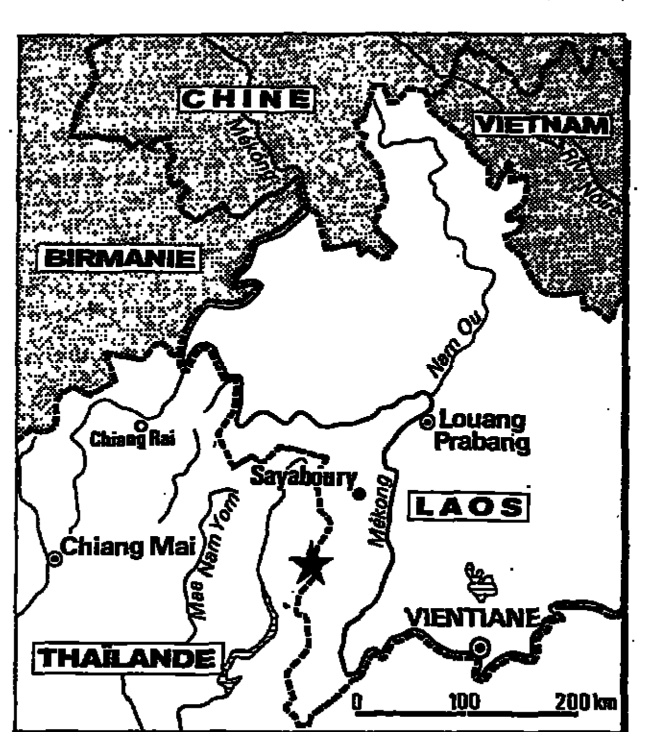
● **NAURU : établissement de relations diplomatiques avec l'URSS.** — Le petit Etat de Nauru, dans le Pacifique Sud, a décidé d'établir des relations diplomatiques avec l'URSS, a annoncé, le mardi 29 décembre, l'agence Tass. Les deux gouvernements échangeront des ambassadeurs non résidents « *dans des délais prévisibles* ». La République de Nauru, fondée le 31 janvier 1968 et membre du Commonwealth, riche en phosphates, a une population de moins de dix mille habitants. Elle a 22 kilomètres carrés de superficie et est située au sud de la Micronésie.

La tension frontalière entre la Thaïlande et le Laos

Une guerre pour trois collines

BANGKOK
correspondance

Depuis près de trois mois, soldats laotiens et thaïlandais s'affrontent pour le contrôle de trois collines situées dans une zone frontalière mal définie. Pour Bangkok, aucun doute n'est permis. Les trois collines disputées font partie de la province thaïlandaise de Pitsanuloke. Les autorités se fondent, pour étayer leurs convictions, sur des cartes françaises, américaines et même — ce sont les plus récentes — soviétiques. C'est faux, rétorque Vientiane. Le traité franco-siamois de 1907 et d'autres cartes américaines, datant d'une vingtaine d'années, montrent clairement que ces collines sont bien en terre laotienne, dans la province de Sayabouri. Pour Radio-Vientiane, le secteur contesté serait même « *à quelque 7 ou 8 kilomètres à l'intérieur du pays* ».



L'étoile localise la zone disputée

Les deux pays ont beau être proches par la culture et la langue, ainsi qu'on se plaît si souvent à le dire à Bangkok, les incidents de frontières ne sont pas rares entre le Laos socialiste et le royaume voisin. Le plus sérieux était survenu en 1984, lorsque avait éclaté une vive dispute concernant la propriété de trois petits villages à la limite entre les provinces d'Uttaradith et de Sayabouri. Bien que les troupes thaïlandaises se soient depuis longtemps retirées de ces bourgades contestées, Vientiane cite encore périodiquement cette vieille querelle dans ses attaques verbales contre la « *clique ultra-réactionnaire* » de Bangkok.

La bataille actuelle pour le contrôle des collines contestées est, du point de vue militaire, plus grave. Son origine est obscure. En juin 1987, des soldats laotiens s'en étaient pris aux tracteurs d'une entreprise forestière thaïlandaise. Le commerce du bois, légal ou illégal, est une activité très lucrative dans laquelle notables et officiels des deux pays sont souvent partie prenante.

Pour le Laos, ce sont les « *seigneurs de guerre* » de la IIIe armée thaïlandaise qui sont en cause. Ils ont, affirme Vientiane, partie liée avec des « *trafiquants* » qui pilleraient sans vergogne les forêts laotiennes. Le quotidien du parti laotien Passasson (le peuple) a même écrit que « *certains militaires d'extrême droite* » thaïlandais voulaient arracher au Laos un morceau de son territoire. D'autres sources estiment que ce sont des incursions de résistants anticommunistes laotiens qui auraient provoqué la riposte laotienne.

Pour déloger près d'un millier de soldats de l'armée populaire du Laos, solidement retranchés au sommet des collines, les responsables de la IIIe armée thaïlandaise ont, jusqu'à présent, surtout fait appel à des milices locales et aux « rangers », une force paramilitaire à l'expérience limitée. Ces derniers sont soutenus par des barrages d'artillerie et, le 15 décembre, des chasseurs bombardiers-F5 ont abondamment mitraillé la région. Le Laos a immédiatement protesté auprès de l'ONU contre « *le bombardement de son territoire* ». Il a également prié son secrétaire général, M. Perez de Cuellar, d'aider à la solution du conflit.

A Bangkok, le ministère des affaires étrangères, qui, comme Vientiane, évoque la possibilité de nouveaux pourparlers entre les deux pays, s'en est pris à l'ambassadeur du Laos en Thaïlande. Ce dernier avait contacté directement le commandant en chef de l'armée de terre thaïlandaise, le général Chaovalit, en vue de mettre fin au conflit, au lieu de s'adresser, selon les usages, au ministre des affaires étrangères.

Si des diplomates laotiens en poste à Moscou ont ces jours-ci violemment attaqué la Thaïlande, l'Union soviétique, qui cherche à améliorer ses relations avec Bangkok et a accueilli avec chaleur, il y a quelques semaines, le général Chaovalit, s'est jusqu'à présent abstenue de tout commentaire.

La ténacité des soldats laotiens surprend d'autant que, contrairement à certaines affirmations, les troupes vietnamiennes — environ cinquante mille hommes sont stationnés au Laos — ne sont pas impliquées directement dans la lutte. Si les pertes laotiennes sont inconnues, on estime que, du côté thaïlandais, il y aurait une dizaine de morts et près de cinquante blessés. Bénéficiant de l'avantage du terrain, les Laotiens tiennent toujours le sommet des collines. La situation est délicate pour l'armée thaïlandaise, qui, comme c'est le cas depuis janvier 1987 face aux forces vietnamiennes dans la région des trois frontières (Thaïlande, Laos, Cambodge), semble éprouver bien du mal à repousser les forces étrangères qui, périodiquement, débordent sur son territoire.

JACQUES BEKAERT.

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen se recontreront en France

La prochaine rencontre entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, pourrait finalement avoir lieu en France, indiquait-on, le vendredi 1er janvier, dans l'entourage du prince. Ce dernier avait fait savoir, trois jours plus tôt, qu'il rencontrerait M. Hun Sen à Pyongyang (*le Monde* du 31 décembre). Entre-temps, de source autorisée française, on avait indiqué que le gouvernement français n'était « *pas informé* » du choix de la capitale nord-coréenne, en ajoutant que « *le prince reste l'hôte de la France aussi longtemps qu'il le souhaite* ».

En revanche, on indique, de source bien informée, que le lieu de la rencontre prévu à l'origine — le pavillon Henri-IV à Saint-Germain-en-Laye — n'est plus retenu. Le prince Sihanouk et M. Hun Sen devraient se rencontrer dans un autre endroit, qui n'a pas encore été précisé. En outre, leurs entretiens pourraient commencer plus tôt que prévu, c'est-à-dire avant le 27 janvier.

● **JAPON : l'empereur Hirohito apparaît en public à l'occasion du Nouvel An.** — L'empereur Hirohito est apparu à trois reprises en public, le samedi 2 janvier, à l'occasion du Nouvel An. Il s'est adressé à plusieurs dizaines de personnes du haut d'un des balcons du palais impérial, à Tokyo, protégé par une vitre antiballes et entouré des membres de sa famille. En septembre dernier, le souverain nippon avait subi une grave opération. — *(UPI.)*

La crise au Bangladesh

L'opposition boycottera les élections législatives annoncées pour le 28 février

NEW-DELHI
de notre correspondant

Avec ou sans la participation des partis d'opposition, des élections législatives devraient avoir lieu le 28 février prochain au Bangladesh. Cette annonce faite le vendredi 1er janvier par le gouvernement du président Ershad a provoqué des réactions immédiates et identiques : la Ligue Awami de Mme Hasina Wajed, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) de la bégum Khaleda Zia ainsi que le Jammat-e-Islami (Parti musulman fondamentaliste) ont réaffirmé leur refus de participer à un scrutin qui, à leurs yeux, ne peut être que « *truqué* » tant que le général-président est au pouvoir.

Les formations d'opposition ont rappelé les conditions des élections législatives et présidentielle de mai et d'octobre 1986, qui, de l'avis de tous les observateurs, avaient été marquées par une fraude massive au profit des candidats du pouvoir. Le général Hussein Mohamad Ershad, de son côté, était lié par le calendrier constitutionnel : la dissolution du Jatiya Sansad (le Parlement) le 6 décembre dernier (huit jours après la proclamation de l'état d'urgence) lui laissait un délai de quatre-vingt-dix jours pour organiser une nouvelle consultation électorale.

Le chef de l'Etat s'est efforcé, depuis plusieurs semaines, de redonner un peu plus de crédibilité « démocratique » à son régime en libérant la plupart des responsables de l'opposition. Jusqu'à présent, aucune de ses initiatives n'a convaincu les chefs de file de la Ligue Awami et du BNP d'ouvrir des négociations. Dans ces conditions, le scrutin du 28 février risque d'apparaître, ainsi que l'a souligné Mme Hasina Wajed, comme une « *farce électorale* ». Le président Ershad, qui le sait, se dit prêt à organiser dans la foulée une nouvelle élection présidentielle. Mais si, là encore, l'opposition persiste dans son attitude de boycottage, on voit mal à quelle nouvelle légitimité pourrait prétendre le chef de l'Etat.

LAURENT ZECCHINI.

Loin des batailles politiques

Les doux écolos ouest-allemands

Quelque deux à trois cents contestataires – dont quatre ont été arrêtés – se sont livrés à des actes de vandalisme et se sont heurtés à la police pendant la nuit de la Saint-Sylvestre dans le quartier de Kreuzberg, à Berlin-Ouest.

Les écolos ouest-allemands qui s'intéressent essentiellement à la défense de la nature et qui se réfèrent à diverses tendances politiques sont soucieux de se distinguer des « autonomes » extrémistes et même de parti « vert ».

Vus de France, les « écolos » ouest-allemands sont forcément des Verts, ces *Grünen* d'où nous vient tout le mal : pacifisme, contestation nucléaire, économie alternative, féminisme, refus des valeurs bourgeoises, et même la violence, aujourd'hui.

Mais l'Allemagne fédérale a aussi ses doux écolos, ses tranquilles protecteurs de la nature, ses hommes de terrain qui, sans tapage, s'efforcent de sauver ce qui peut encore l'être des méfaits de l'industrie, de l'agriculture ou de l'automobile. Ces militants-là, au nombre d'environ deux millions et demi, sont fédérés par le Deutscher Natureschutzring ou DNR, qui regroupe quelque quatre-vingts associations très diverses, allant des randonneurs pédestres (600 000 adhérents) aux membres de Robin Wood (800 militants actifs) – une dissidence de Greenpeace.

Même si nombre d'entre eux votent « vert », à commencer par le secrétaire général de la DNR, Helmut Röscheisen, ancien agent commercial devenu écolo barbu, la plupart refusent d'être confondus avec les Grünen. *« Nous sommes des associatifs, pas un parti »*, répètent-ils constamment, vexés qu'on ait pu les prendre pour *« ces agités qui squattent Kreuzberg » (dans le vieux Berlin-Ouest) ou « font le coup de poing contre la police à Francfort, prétenduement pour sauver des arbres mais en fait contre une piste d'atterrissage à usage militaire »*, – c'était avant les coups de feu de la Toussaint. Ne prenons donc pas les enfants de l'écologie pour des Verts sauvages.

Mais que font-ils donc, ces doux protecteurs de l'environnement ? Du côté de Hambourg et de Brême, ils se battent naturellement pour préserver la mer du Nord, engorgée par les fleuves égouts que sont devenues l'Elbe et la Weser. Non sans un certain chauvinisme, parfois, puisque les fleuves sont pollués par l'Allemagne de l'Est, et que le littoral reçoit les déchets des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne. *« Les Anglais considèrent la mer comme une poubelle »*, constate avec aigreur Carola Bury, une historienne de l'université de Brême, qui milite au sein du comité Action mer du Nord.

Leur plus grande fierté est d'avoir obtenu, en 1985, la création d'un parc national dans le land du Schleswig-Holstein, et l'an dernier celle du parc de la mer de Wadden, en Basse-Saxe. Ils voudraient maintenant passer à la vitesse supérieure et, à la faveur de l'Année européenne de l'environnement, jeter les bases d'un parc naturel international qui associerait les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest et le Danemark. Mais, en Allemagne comme ailleurs, cette lutte pour la sauvegarde du littoral ne va pas sans mal. A peine le parc national de la mer de Wadden venait-il d'être établi que surgissait un projet de digue pour sauver de l'envasement un pittoresque petit port de pêche, Greetsiel, à une encâblure de la zone de « protection intégrale ».

Grosse émotion parmi les associations, qui connaissaient le projet mais espéraient que la création du parc le rendrait caduc. Tout ce que les écolos ont obtenu, c'est une digue de 15 kilomètres qui n'entrave pas le flux naturel des eaux, mais qui soustrait 350 hectares au parc nouveau-né ! En compensation, ils ont obtenu 200 hectares de protection intégrale pour une zone d'hivernage des oies de Sibérie... Oui, dans l'Allemagne de 1987 qu'on dit tétanisée par les Verts, on peut voir des bulldozers fouailler dans les fragiles vasières d'un parc national !

Les cigognes contre les frites

Et ce n'est pas tout. Les aménageurs de Basse-Saxe ont l'intention de transformer le petit port de pêche d'Emden, à l'embouchure de l'Ems, en un grand port moderne doté d'une zone industrielle de 25 000 hectares, relié à la Ruhr et à Brême par une autoroute – déjà très avancée. Nouvelle alarme des écolos, qui voient peser une menace directe sur une zone de marais salés, la Dollart, où ils ont l'habitude d'observer de grands rassemblements d'avocettes (1) et où ils ont repéré une plante rare, l'*Aster tripolium*... *« Il y a déjà cinq grands ports allemands en mer du Nord*, constate Holger Wesemüller, membre du WWF (2) de Brême. *C'est plus que suffisant. Et nous n'avons pas besoin d'autoroute dans cette région vide de la Frise »*. Son collègue, Jochen Lamp, également du WWF de Brême, s'en prend même à l'irruption des vaches dans les prés salés, de mai à octobre : *« En broutant*, dit-il, *elles empêchent les herbes de fleurir. Elles chassent donc les insectes et, partant, les oiseaux. »* Les associations s'efforcent donc de racheter le terrain pour qu'il échappe à l'emprise des promoteurs. Sur les 500 hectares privés, ils en ont déjà acquis 50. Les écolos de Basse-Saxe ne défilent pas avec des pancartes. Ils luttent pied à pied pour conserver la maîtrise de leur environnement.

Dans la Basse-Saxe de l'intérieur, les écolos ont affaire à forte partie : l'élevage industriel du porc et les usines agro-alimentaires. A Stöver, près de d'Osnabrück, se dressent les bâtiments d'Angrofrost, *« la plus grosse usine à frites du monde »*. Pour l'approvisionner, *« les cultivateurs d'ici inondent la pomme de terre de pesticides, jusqu'à huit passages par an*, précise Remmer Akkermann, biologiste de l'université d'Osnabrück. *Et ne parlons pas du lisier de porc, qui entraîne dans la nappe phréatique jusqu'à 1 000 mil ligrammes de nitrate par litre d'eau ! »*. Les écologistes dénoncent les mécanismes économiques qui font que l'éleveur de porcs allemand achète des aliments à base de manioc de Thaïlande et de soja américain (Brésil, Etats-Unis, Argentine), souvent obtenu grâce aux produits chimiques allemands ! Ils soutiennent donc à bout de bras un embryon d'agriculture biologique (300 exploitations en Basse-Saxe), qui ne représente encore que 0,2 % des exploitations d'Allemagne (presque 1 % en France). *« Les agriculteurs ouest-allemands sont conservateurs*, conclut Karl-Heinz Hanken, un jeune « agro-bio » qui élève cinquante porcs et une quinzaine de brebis sur 16 hectares « bio ». *Quand on les critique, ils disent que les Hollandais font pire ! »*

Devant la menace réelle des nitrates et des phosphates pour l'eau potable, les autorités de Basse-Saxe ont confié à un universitaire de Berlin le soin d'élaborer une « station expérimentale de lagunage » sur le cours – dévié – d'une rivière, la Hunte. On a creusé un bassin de 1 hectare, où l'eau chargée de nitrates et de phosphates peut s'étaler et séjourner à loisir, produisant une importante masse végétale. Ainsi sont résorbés naturellement les excédents dus à l'agriculture intensive. *« La protection de la mer du Nord commence ici »*, soulignent les promoteurs de la station, qui sera inaugurée au printemps prochain. Les naturalistes ont aussi obtenu la création d'un *« Naturkorridor »*, un couloir vierge de toute exploitation agricole, afin que reviennent les cigognes, qui ont déserté les lieux à 90 %.

Les feux de la Forêt-Noire

A l'autre bout de l'Allemagne, le tocsin a sonné en Forêt-Noire contre le *Waldsterben* (dépérissement des forêts). Non seulement les communes craignent un manque à gagner dans l'exploitation du bois, mais elles redoutent aussi la désaffection des touristes, effrayés par les pluies acides. On s'est donc employé partout à prendre des mesures antipollution.

La commune de Freudenstadt (20 000 habitants), à cet égard, est exemplaire. En 1984, elle a décidé de faire venir ses approvisionnements par voie ferrée et de limiter la vitesse sur son territoire à 80 km/h sur route et 100 km/h sur autoroute. Dans les bâtiments communaux, le fioul a été remplacé par du gaz naturel et la température baissée de 20 degrés à 18 degrés. Suprême raffinement : aux carrefours principaux, les feux rouges ont été dotés d'une aiguille mobile qui indique à quel moment précis les automobilistes doivent couper leur moteur lorsque le feu est rouge !

Une trentaine de communes ont imité Freudenstadt, sous la pression non pas des Verts – peu représentés dans cette région à majorité chrétienne-démocrate – mais simplement des écologistes, naturalistes et autres protecteurs de la nature, qui ont su convaincre les élus et les professionnels du tourisme. L'autocollant de limitation de vitesse s'est diffusé dans toute l'Allemagne du Sud.

Ainsi, *tandis que le parti des Grünen* accapare les médias et fait trembler de fragiles coalitions politiques, *les écolos de la DNR, eux*, se mobilisent sur le terrain, travaillent, proposent et tâchent de maintenir quelques enclaves vertes dans une Allemagne quadrillée d'autoroutes, de lignes à haute tension, d'usines et d'élevages industriels. C'est moins gratifiant que de battre l'estrade politique, mais c'est sans doute plus durable.

ROGER CANS.

(1) Gracieux échassier à bec recourbé vers le haut.

(2) *World Wildlife Fund*, ou Fonds mondial pour la nature, organisation internationale basée en Suisse.

La grève de la faim de Mère Myriam à Lyon

« Il arrive que la religion persécute... »

Installée dans une caravane sous les fenêtres du cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, la fondatrice de la communauté des Petites Sœurs d'Israël, Mère Myriam, observe une grève de la faim depuis le mercredi 30 décembre, afin d'avoir accès aux actes du procès engagé contre elle devant un tribunal ecclésiastique (*le Monde* du 2 janvier).

LYON
de notre bureau régional

Vendredi matin, avant de célébrer la messe de Nouvel An à la basilique Notre-Dame de Fourvière à Lyon, le cardinal Decourtray a évoqué cette initiative devant les fidèles, mais a rejeté catégoriquement la demande d'accès aux actes du procès. *« Le droit de l'Eglise*, a-t-il dit en précisant qu'il avait rencontre Mère Myriam pendant quarante-cinq minutes mercredi, *interdit absolument que ceux-ci soient communiqués »*, et *« personne ne peut croire qu'il y ait la moindre trace d'antisémitisme dans l'attitude de l'archevêque de Lyon et de ses collaborateurs »*.

La grève de la faim, ou plutôt le *« jeûne incessant dans la prière selon l'exemple du Mahatma Gandhi »*, de Mère Myriam suscite la compassion, comme en témoignent les nombreux curieux présents sur le parvis de la basilique. *« Ça ne donne pas une belle image de l'Eglise »*, soupire avec tristesse une vieille dame. *« Le cardinal Gerlier, lui, recevait tout le monde »*, grommelle un vieux Lyonnais. *« Dites, la Sainte Vierge, elle était bien israélite ? Alors, ça sera 500 francs »*, ajoute un autre en remplissant un chèque postal à l'ordre de la communauté des Petites Sœurs d'Israël.

A l'intérieur de la caravane, allongée sur son lit, à la fois frêle et fougueuse, et déjà épuisée par une nuit de veille et de prières, Mère Myriam raconte inlassablement son histoire. Née en Hongrie en 1949 d'une mère juive convertie au christianisme pendant la guerre et d'un père libre penseur, elle a été, dit-elle, *« rouée de coups dans la neige à cause de sa foi par les communistes à l'âge de sept ans »*. Réfugiée en Suisse, puis en France – à cause de la devise « Liberté, égalité, fraternité » – elle étudie plus tard le piano, la théologie et la philosophie, avant de consacrer une thèse à la pensée de Karl Marx.

Enfin, devenue Sœur Catherine, elle se sent soudain *« comme mystérieusement attirée »* par l'attitude des femmes juives à l'occasion d'un voyage en Terre sainte en 1982. C'est alors que la *« petite sœur servante »*, comme elle se nomme elle-même, apprend avec une douloureuse émotion de la bouche de sa mère qu'elle aussi est juive. A « Beth-Shalom » (le foyer paix), près de Roanne, dans la Loire, la petite communauté qu'elle a fondée en compagnie d'un vieux prêtre se met à manger kasher et à observer le sabbat. Sœur Catherine est devenue Mère Myriam. *« Notre maman est juive, comme Jésus »*, se réjouissent les petites sœurs d'Israël. *« Il ne peut y avoir de guerre qui soit sainte*, affirme Mère Myriam, *surtout pas de guerre de religion. Je ne cherche pas à réconcilier le judaïsme et le christianisme, mais l'homme juif et l'homme chrétien. »* Périlleuse alliance sans doute, car les familles de trois sœurs déposent bientôt plainte contre la fondatrice de la communauté pour violences physiques et manipulation psychologique.

Réélue chaque année

Bien que blanchie aujourd'hui par l'Eglise de ces accusations, Mère Myriam est accusée de conduire une secte, et la suspicion n'est pas encore morte. *« Le propre d'un gourou*, dit-elle, *c'est d'être riche. Or aucune d'entre nous n'est imposable. D'autre part, je démissionne chaque année et, chaque année, je suis réélue à la tête de la communauté. »* Des badauds frappent à la fenêtre de la caravane. Mère Myriam leur répond d'un large sourire, les mains jointes : *« Priez pour moi. »* Puis, aussitôt après, rejetée en arrière sur son oreiller : *« Je suis crevée. Dans quel état vais-je pouvoir recevoir l'équipe de télévision de la Cinq ? »* Tour à tour inquiète, charmeuse, suppliante ou coquette, Mère Myriam a toujours le souci de convaincre : *« On ne peut pas croire en Dieu si l'on ne croit pas en l'homme ; le grand Goliath, c'est cette société égoïste. » « La foi, c'est tout intérieur*, ajoute-t-elle. *La religion, elle, dogmatise et il arrive qu'elle persécute. »*

JEAN-LOUIS SAUX.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Les mots de la modernité et ceux de la mémoire

La modernité a un langage qui n'est pas celui de la mode, lequel s'use avant de servir. Elle a besoin d'un vocabulaire à la mesure de ce qu'elle promet d'innovation et de découverte, de changement et d'audace. Il lui faut des mots pour l'accompagner, ils existent : Alain Dupas, chargé d'études au CNRS, écrivain et journaliste spécialisé dans la vulgarisation scientifique, et José Frèches, énarque, auteur de plusieurs essais, qui s'est intéressé aux techniques de la communication, en recensent trois cent cinquante. Un langage de base qui permet de saisir la modernité dans ses principaux domaines d'application : les sciences et les techniques, l'économie et l'entreprise, les comportements et la société, les idées et les lettres, les goûts et les couleurs. *Modernissimots* est donc un dictionnaire qui, pour chaque mot retenu, propose une définition critique, l'avis d'un spécialiste et des références pour en savoir plus.

Il se consulte, comme tel, en cas de panne, dès lors que l'on s'interroge sur le langage Ada, le clonage, la galénique (art de bien utiliser les médicaments), le quark (le plus petit constituant de la matière connu), l'out-placement ou le MOMA. Et, comme tout dictionnaire digne de ce nom, c'est-à-dire plein de merveilles cachées, une fois que l'on y a pénétré à la faveur d'un mot clé, on n'en sort pas sans avoir erré d'une page à l'autre, de « ludopole » à « zapping », en découvrant que le Collège de France et l'Opéra restent au premier rang de la modernité.

« Quatre adjectifs – nous disent les auteurs – *résument largement ce nouvel univers du savoir et du savoir-faire : génétique, numérique, synthétique et spatial. En un cinquième peut s'appliquer à presque tous les domaines : artificiel. »*

A sa manière rapide mais sérieuse sans trop se prendre au sérieux, *Modernissimots* permet de parler le langage de son temps, au-delà de la mode du vocabulaire « branché ». Dans un monde qui bouge si vite, où la pression de la spécialisation est si forte, être un honnête homme, c'est aussi chercher à comprendre les mots des autres. A ce titre-là, qui n'est pas le plus vain, cet instrument de culture peut figurer dans une rubrique de livres politiques.

Autre ouvrage de référence, pour le coup vraiment politique, au sens le plus étroit du terme : une collection de deux mille cinq cents citations de quatre cent cinquante personnalités sur le thème « Qui a dit quoi ? ». Le travail de Serge-Allain Rozenblum sera abondamment utilisé en cette période préélectorale, pendant laquelle les acteurs du débat politique se plaisent à rafraîchir la mémoire de leurs adversaires.

Des index par thème et par nom permettent de repérer telle formule intempestive, ou simplement de se rappeler l'opinion d'une personnalité politique sur un sujet donné. Ainsi, à « cohabitation », on relève que Raymond Barre avait dit qu'il ne voterait jamais la confiance à un gouvernement de... cohabitation

Il serait facile d'en piéger bien d'autres à ce petit jeu de « Qui a dit quoi ? », mais l'intérêt de ce lexique est ailleurs. Il est sain que le débat politique ne reste pas sans mémoire. Or c'est ce qui le menace au fur et à mesure qu'il se développe par les canaux de l'audiovisuel, et sacrifié à ce dévoreur d'images et de paroles qui ne laissent presque pas de traces. On est engagé par ce que l'on dit et pas seulement pour la durée de l'émission ou l'impact de la polémique. La gestion de la communication, pour employer la terminologie à la mode, concerne aussi – faut-il le rappeler ? – le contenu du message. S'il y en a un.

★ *Modernissimots*, par Alain Dupas et José Frèches, J.-C. Lattès, 380 p., 155 F.

★ *Lexique politique. Qui a dit quoi ?* par Serge-Allain Rozenblum, RPP, PUF-Diffusion, 195 p., 96 F.

Evasion sans lendemain à la prison d'Arras

Trois détenus de la maison d'arrêt d'Arras ont réussi, vendredi 1er janvier, à *franchir le mur d'enceinte de* l'établissement en passant par les toits. Tous trois devaient être repris *quelques heures plus tard. Le premier*, Ben Ahmed Marzouqui Mekki, Tunisien de vingt-quatre ans, *inculpé de viol et de vol*, fut repéré alors qu'il faisait du « stop » sur une route à une quinzaine de *kilomètres d'Arras. Les deux autres*, Daniel Marinescu, trente-trois ans, de nationalité allemande, détenu *pour faux et usage de faux*, et Moshen Oueslati, vingt-sept ans, tunisien, inculpé d'usage de stupéfiants, ont été appréhendés ensemble par une patrouille de gendarmerie. La maison d'arrêt d'Arras avait été rouverte à la fin de 1986 après qu'y aient été effectués d'importants travaux de rénovation.

FAITS DIVERS

Drames et fantaisies d'une Saint-Sylvestre

Fantaisies de la fête et de la tradition mais aussi drames et tragédies, comme en appelle l'ordinaire des jours, ont marqué dans le monde l'avènement de la nouvelle année. Ainsi chiffre-t-on à cent morts et deux mille blessés les victimes dans le monde de cette Saint-Sylvestre.

Entre des jets de bouteilles et de pierres soldés à Berlin-Ouest entre policiers et squatters par sept arres*tations et vingt-deux blessés et des* bousculades à Londres – 117 blessés légers – des faits plus *graves se sont produits aux Philip*pines où l'on tire volontiers à balles réelles pour célébrer une année nou*velle : onze tués, vingt blessés. Il en* est de même à Rio-de-Janeiro : treize tués ; à Mexico : dix-sept *morts, vingt-six incendies. Paradoxa*lement, Beyrouth est demeurée calme et si l'on y a vidé quelques *chargeurs de mitraillette ce fut en* l'air et en manière de fête.

A Bangkok, l'incendie qui a ravagé un grand hôtel de la ville pendant le dîner du réveillon a causé la mort de treize personnes et six blessés sont toujours dans un état grave.

En Italie, les autorités tiennent pour exceptionnel par son bilan un *« bout de l'an » soldé par six morts* et plus de six cents blessés dont cent vingt-sept à Naples. Ainsi le veulent, dit-on, *les traditions du Sud*.

Passion et jalousie

La France a eu son lot de ces drames mais à son échelle. La cause en fut à Bollène (Vaucluse) le bruit. Un ancien patron de boîte de nuit, Jean-Marie Bougarou, soixante-cinq *ans, ne supportant pas* le bruit et les rires d'un permissionnaire de vingt et un ans qui chahutait avec des *amis à la sortie d'un café, a tiré* et mortellement blessé Claude Maurin, jeune appelé dans un bataillon de *chasseurs alpins. Ce serait le pre*mier meurtre de l'année 1988. Quelques heures plus tard, à Metz, la passion et la jalousie ont commandé. Un homme de trente-six ans a étranglé l'amie qui ne voulait plus de lui, dans le parc d'une maison de retraite.

Près de Saint-Lô, dans la salle des fêtes de Saint-Pierre-de-Semilly (Manche) les pompiers ont dû secourir d'urgence une trentaine de jeunes gens victimes d'émanations d'oxyde de carbone provenant d'une cuisinière à gaz défectueuse. Huit de ces personnes ont du être conduites à Cherbourg pour être placées quelques heures dans le caisson à oxygène des plongeurs démineurs de la marine nationale.

Pour le reste ce fut un réveillon ordinaire ou franchement ignoré comme à Sri Lanka, où le 1er janvier *les affrontements ont continué entre* Tamouls et Cingalais : *« Neuf morts au moins »*, disent les dépêches dans leur laconisme.

● **Le carambolage de l'autoroute A 10 : huit morts.** – Ce sont huit personnes et non neuf, qui ont été tuées jeudi 31 décembre dans le carambolage survenu sur l'autoroute A 10 Paris-Bordeaux dans le département du Loiret (*le Monde* du 2 janvier). Le nombre des blessés s'élève à dix-huit, dont treize sont encore hospitalisés.

SCIENCES

● **Un moteur avec des matériaux supraconducteurs.** – Des *chercheurs* américains du laboratoire national d'Argonne viennent d'annoncer qu'ils ont mis au point un *moteur électrique moins* gourmand en énergie, qui fait appel aux propriétés des matériaux supraconducteurs découverts il y a environ deux ans. Cette nouvelle utilisation de ces matériaux, qui laissent passer le courant sans pertes électriques lorsqu'ils sont refroidis à la température de l'azote *liquide, laisse espérer* des applications prometteuses.

هكذا من الأصل

Légion d'honneur

Nous achevons ci-dessous la publication des décrets portant promotions ou nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur et parus au *Journal officiel* du 1er janvier.

Industrie, P. et T., tourisme

Sont promus *officiers :*

MM. Paul Barrière, ancien directeur du casino de Biarritz ; Michel Collas, président de la chambre syndicale de la sidérurgie française ; Pierre Delaporte, président du conseil d'administration d'Electricité de France ; Joseph Erlich, ancien directeur de société ; Albert Moulin, président d'honneur de la chambre des ingénieurs-conseils de France ; Rolland Pozzo di Borgo, PDG d'un groupe de restauration.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Jean-Claude Asscher, PDG de société ; Olivier Bougeard, directeur dans une société de construction automobile ; Claude Chennevière, PDG de sociétés ; Alain Clarou, PDG de société ; Pierre Doulcet, directeur d'un hebdomadaire de tourisme et de loisirs ; Jean-René Fourtout, PDG de société ; Maurice Jouny, directeur dans une société de construction automobile ; Bernard Motte, PDG de société ; Ernest Seillière de Laborde, PDG de société ; Jérôme Seydoux, président de sociétés ; Gérard Tiébot, président de la chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing ; André-Jean Trichot, ancien directeur d'un guide touristique ; Jean Vermillard, attaché à la direction générale d'une société.

P et T

Est promu *officier :*

M. Jean Pichon, directeur à l'administration centrale.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Lucien Bardane, ancien PDG de société d'informatique ; Pierre Chomette, directeur d'une société de télécommunications ; François Le Gall, administrateur chargé de la direction régionale des télécommunications de Picardie ; François Léon, directeur général d'une société de télécommunications ; Francis Migone, inspecteur général à l'administration centrale ; Robert Petit, PDG d'une société de vente par correspondance ; Yves Tourel, directeur général adjoint d'une compagnie de télécommunications ; Guy Vedel, chef de service départemental des postes du Cantal.

Agriculture

Sont promus *officiers :*

MM. Marcel-Joseph Bruel, président du conseil de direction de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'agriculture ; Roger Dallemagne, vice-PDG de société agro-alimentaire ; Léon Foulhouze, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts au conseil général du génie rural, des eaux et forêts ; Elie de Ganay, président de l'union générale des coopératives agricoles françaises, président du syndicat départemental d'éleveurs ; Jean Peltre, exploitant agricole, président honoraire d'organismes agricoles.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Boucher, exploitant agricole, président de la chambre d'agriculture des Ardennes ; Claude Boutineau, vice-PDG de société agro-alimentaire ; Georges Brunet, propriétaire récoltant à Rians (Var) ; Georges Cachat, directeur général de sociétés laitières, vice-président de la fédération nationale de l'industrie laitière ; Fancis Camard, directeur du travail à l'administration centrale ; Pierre Creyssel, président de la commission de modernisation du droit de l'alimentation ; Gérard Descours, PDG de société d'aliments du bétail ; Pierre Fauconnet, agriculteur, président d'organismes agricoles ; Pierre Flandre, directeur de la fédération des syndicats d'exploitants agricoles de la Marne et d'un journal agricole ; Jean-François Lacaze, directeur de recherches, chef du département de recherches forestières de l'Institut national de la recherche agronomique ; Gilbert Louis, arboriculteur, président de la chambre d'agriculture de l'Ardèche ; Jean Madec, directeur de la confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles ; Paul Nungesser, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, délégué de bassin Loire-Bretagne ; Georges Perroud, secrétaire général honoraire de la confédération internationale des betteraviers européens ; Jean Philippe, PDG de société de produits agro-alimentaires ; Auguste Potie, agriculteur, président du conseil de surveillance d'un groupement de coopératives laitières ; Georges Vabre, directeur général de la confédération des associations viticoles de France ; Georges Vuebat, président honoraire de caisse régionale de crédit agricole et de syndicat d'élevage bovin de Meurthe-et-Moselle ; Louis Wanneroy, directeur du groupement national interprofessionnel des semences et plants.

Coopération

Sont promus *officiers*

MM. Gabriel Baron, chef de service à l'administration centrale ; Robert Thil, inspecteur des affaires étrangères.

Sont nommés *chevaliers*

M. Robert Bonnefonds, inspecteur général du corps autonome d'agriculture ; Mme Marie Burr, en religion sœur Marie Jacques, religieuse en Côte-d'Ivoire ; MM. Gérard Lemasson, directeur d'une société de transports ; Jean Lonsdorfer, professeur à la faculté de médecine en Côte-d'Ivoire ; Marcel Macone, contrôleur divisionnaire des impôts à l'administration centrale ; Jean Rémy, directeur de société au Cameroun.

Relations avec le Parlement

Est nommé *chevalier :*

M. Claude Mignot, directeur du service du personnel de l'Assemblée nationale.

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants

Est promu *officier :*

M. Michel Salvai, vice-président national de la confédération nationale des anciens combattants français évadés de France et des internés en Espagne.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Auguste Allexandre, membre du bureau d'une association d'anciens combattants ; Jacques Brossat, sous-directeur à l'administration centrale ; Christian Buot, secrétaire administratif, chef de section à la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre d'Ile-de-France ; Georges Chiche, vice-président d'un comité de liaison d'associations d'anciens combattants et résistants ; Raoul Coldefy, vice-président départemental d'une association d'anciens combattants ; Serge Combret, combattant volontaire de la Résistance ; Henri Deléage, ancien membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés ; Joseph Grima, vice-président départemental de l'association Rhin et Danube ; Henry Guyon, président régional de l'amicale du 7e régiment de tirailleurs algériens ; Claude Le Barillier, vice-président national de l'union nationale des combattants ; Flaminius Leca, vice-président de l'amicale des anciens parachutistes SAS et des anciens commandos de la France libre ; Camille Prevaux, membre de l'association des anciens de la 2e division blindée.

Déportés et internés de la Résistance

Est promu *officier :*

M Roger Barthelemy, interné-résistant.

Sont nommés *chevaliers :*

M. Antoine Botella, interné-résistant ; Mme Eléonore Brunschwik, épouse Duprat-Geneau, déportée-résistante ; MM. Charles Legeay, interné-résistant ; Hubert Leveille-Nizerolle, interné-résistant.

Secrétariat d'Etat à la mer

Est promu *officier :*

M. Jacques Le Gall, président-directeur général de société.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Bernard Chacun, président-directeur général de société ; Guillaume Colin, patron de pêche en retraite ; Lucien Lefebvre, ancien mécanicien d'armement à la société de remorquage et de sauvetage du Nord ; Alain Parres, directeur de l'Institut de développement des industries maritimes.

∴

Aux promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur publiées dans *le Monde* du 2 janvier, il convient d'ajouter :

Santé et famille

Est promu *commandeur :*

M. Jacques Ruffié, professeur au Collège de France.

Economie

Est nommé *chevalier :*

M. Louis Schweitzer, inspecteur des finances.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4649

HORIZONTALEMENT

I. Il est fréquent qu'on lui apporte tout sur un plateau. – II. Où il n'est pas rare que l'on encense. Etait en mesure de remuer ciel et terre. On ne se force pas quand il est bon. – III. Empêche de voir *tout* en noir. Pour celui qui a l'habitude de remettre les pendules à l'heure. Sécréter du venin. – IV. Pompées avant d'être complètement vidées. Avec eux, on a souvent l'occasion de prendre un verre. – V. Quelque chose de chouette. Les uns et les autres. Telles que l'on a peut être cherché à travailler pour des prunes. – VI. N'échappa pas au massacre. Où Waterloo ne fut pas le théâtre d'une défaite. Tête d'épingle. – VII. Le violon fut pour lui source d'inspiration. Gare à ses aiguillons ! – VIII. Donnent la rage. Pousse à abandonner la partie. Mange comme un cochon. – IX. Visible sur certaines chaînes. Faire en sorte qu'on ne manque pas de dignité. Partie d'un moulin. – X. Conjonction. Ne craignent pas les coups de lames. Rendit toute approche délicate. A dû faire jaser bien des pies. – XI. Conduit à ne plus vivre caché. Préposition. Eut affaire à une véritable peau de vache. Gars du bâtiment. – XII. Bon pour l'entraînement. Obtenu par impression. – XIII. Cours moyen. On y trouve des clous. Fut attirée par une certaine blancheur. – XIV. Pour certaines, c'est vraiment le pis. Les bâtards n'en manquent pas. Les uns servaient à régler un compte, les autres à ne pas se faire régler son compte. – XV. Pris par des nonnettes. On n'y fait souvent que passer. Est responsable d'un grand nombre de caprices.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I														■	
II							■					■			
III				■							■				
IV								■							■
V				■		■			■						
VI		■							■				■		
VII					■									■	
VIII					■				■						
IX			■						■						
X			■					■				■			
XI			■				■								■
XII													■		
XIII				■	■				■					■	
XIV							■				■				
XV						■						■			

VERTICALEMENT

1. Un qui est bien placé pour partir avec la caisse. – 2. Fut victime d'un coup de chaleur. Telles qu'il risque d'y avoir des réclamations. – 3. Dérangée par les potins. Rendent les chemins dangereux. – 4. A encore de beaux restes. C'est nous qui pouvons être abattus quand c'est elle qui est épuisée. Avait vraiment les pieds sur terre. – 5. Portent tous la barbe. Sont à l'origine de nombreux projets. Noircir sur les bords. – 6. Rend possible une circulation. Peut inciter à passer la main. – 7. On n'y va pas les mains vides. Qui a donc permis d'éviter la panne, grâce aux révisions. – 8. Intervient dans maintes préparations. Inspira un fils de général. Poussent à répondre. – 9. Fut la compagne de quelqu'un qui n'hésitait pas à employer la force. Conjonction. Un qui met en pratique un proverbe ayant trait à l'hérédité. Triste dans son cœur. – 10. A plus d'une bouche à nourrir. Qui a donc fait perdre contenance. Visible après coup. – 11. Pris en main pour mettre sur pied. Impossible à combler. – 12. Poule originaire de Grèce. Avait plus que son mot à dire. – 13. Justifie des recherches. Homme de sciences. Est idéal pour éviter d'essuyer des revers. – 14. Donne de l'air ou bien rend le « climat » insupportable. Menait une vie de chien et devait obéir à son maître. Note. – 15. Les bénitiers que l'on peut y trouver sont mouillés par de l'eau qui n'est point bénite. Donna du souffle à l'auteur des « Fleurs du mal ». Aime les bouquins.

Solution du problème n° 4648

Horizontalement

I. Golfeur. – II. Arias. Eon. – III. Rab. Stars. – IV. Age. Eole. – V. Gerçures. – VI. Télé. Té. – VII. Inertes. – VIII. Tond. Or. – IX. Epars. Air. – X. Egée. Ili. – XI. Anes. Anet.

Verticalement

1. Garagiste. – 2. Orage. Open. – 3. Libertinage. – 4. Fa. Cendres. – 5. Esseulé. Se. – 6. Torero. – 7. Réale. Train. – 8. Oreste. Ile. – 9. Ans. Esprit.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Décès

– M. Jacques Brunier,

président de la Fédération nationale du bâtiment;

a la douleur de faire part du décès de

Pierre BARAT,

chevalier de la Légion d'honneur,
ancien vice-président
de la Fédération nationale du bâtiment,
ancien président
du Conseil des professions,
ancien président de l'UCF,
ancien président du Comité national
de chauffage urbain,
ancien président de la BTP,
ancien président
de la Caisse de garantie immobilière,
ancien président de la SAFBTP,
ancien administrateur du CCMB,
membre du comité directeur
de la Fédération nationale du bâtiment,
membre du bureau
de la Fédération nationale du bâtiment,
membre du conseil d'administration
de la Fédération nationale du bâtiment,
administrateur de l'UCB,
administrateur
de la Caisse de garantie de la FNB,
administrateur de la CNS,
administrateur de la SAFBTP,
administrateur de Locabail immobilier,
trésorier de l'OPQCB,
trésorier de l'UTI-ITBTP,

survenu à Suresnes, le 29 décembre 1987, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 5 janvier 1988, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

– M. Louis Estrangin,
M. et Mme Bruno Estrangin,
M. et Mme Jean Estrangin,
M. et Mme Didier Cherpitel,
M. et Mme Denis Fagart,
M. et Mme Jean-François Derreumaux,
ses enfants,
et ses douze petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Louis ESTRANGIN,
née Ginette Roure,

endormie dans la paix du Seigneur, munie des sacrements de l'Eglise, le 31 décembre 1987, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale de Grasse, le lundi 4 janvier 1988, à 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Grasse.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

74, avenue de La Bourdonnais,
75007 Paris.

– M. et Mme François Walbaum,
M. et Mme Gérard Walbaum,
M. et Mme Gilbert Walbaum,
M. et Mme Antoine Walbaum,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Claude Monin-Morandat,
M. et Mme Georges Lanciano-Morandat
et leurs enfants,
font part du décès de

Mme Marc WALBAUM,
née Violette Guillerme,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère,

survenu à Reims, le 29 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation ayant eu lieu au cimetière, un service d'action de grâce sera célébré le lundi 4 janvier, à 15 heures, au temple protestant de Reims.

Ni fleurs ni couronnes, les dons peuvent être adressés au Village d'enfant SOS de France, 6, rue Monthiers, 75009 Paris.

Anniversaires

– Il y a un an, le 1er janvier 1987, mourait

Jean BARTOLI.

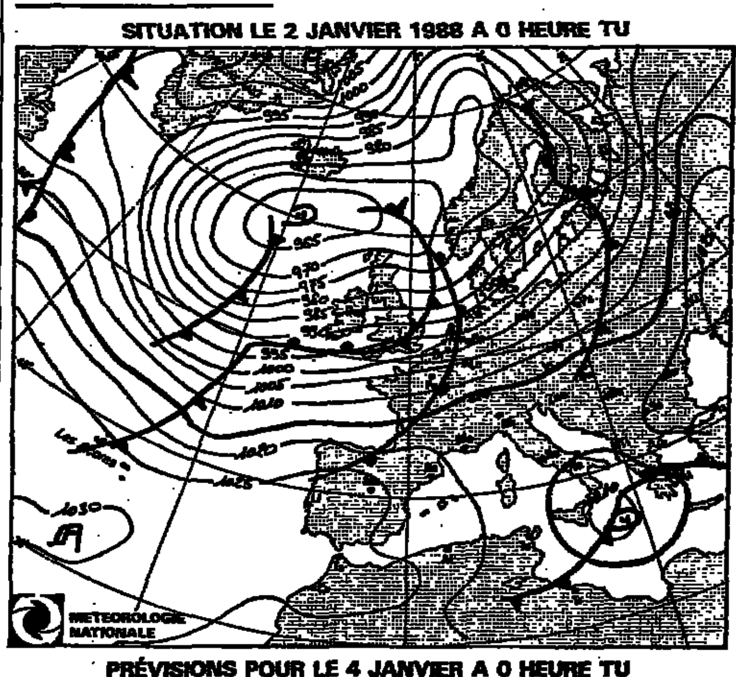
Nous n'oublierons jamais.

« Je veux vivre mon âme. »

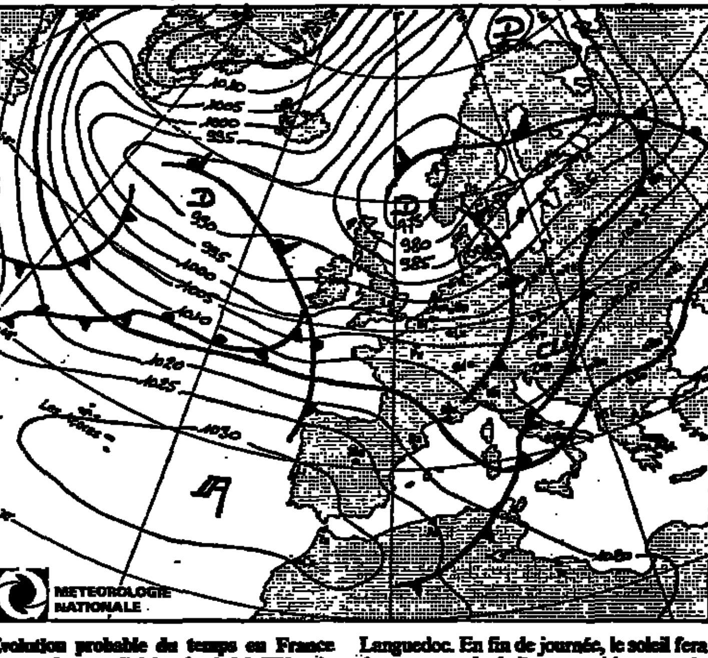
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 JANVIER 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 JANVIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 2 janvier à 0 h TU et le dimanche 3 janvier à 24 h TU.

L'Europe occidentale restera dans un rapide courant d'ouest où vont se succéder les perturbations. Cela maintiendra sur notre pays douceur et humidité.

Le vent de sud-ouest à ouest va souffler fort dès le début de journée. Dimanche sur la plupart des régions. Près du littoral de l'Atlantique et de la Manche, il atteindra 60 à 90 kilomètres/heure, avec des rafales qui dépasseront 100 kilomètres/heure. Plus dans l'intérieur, il sera fréquemment de l'ordre de 60 kilomètres/heure. Au fil de la journée, le vent va souvent faiblir. Mais sur les régions méditerranéennes, c'est, au contraire, l'après-midi que le Mistral et la Tramontane vont débuter.

Les nuages seront souvent nombreux. En début de journée, on aura quand même la chance de profiter de belles éclaircies sur le Sud-Ouest, le Massif Central et le Languedoc. En fin de journée, le soleil fera de nouveau de belles apparitions sur la Bretagne, les pays de Loire, les Charentes et l'Aquitaine.

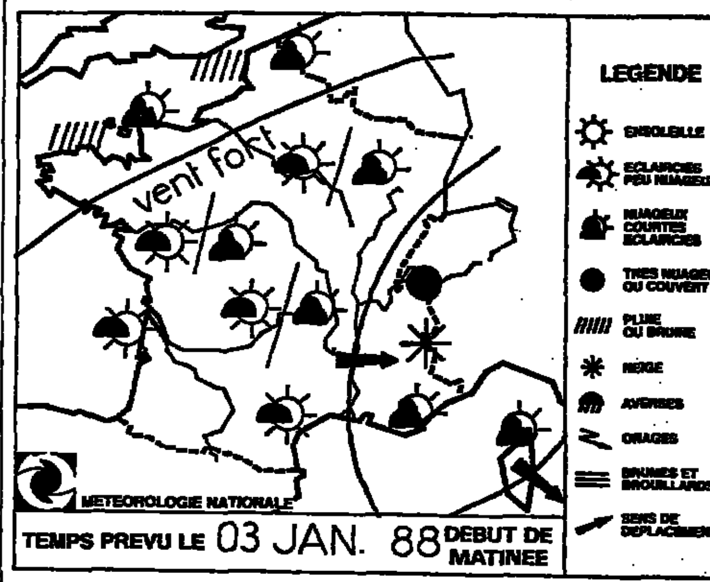
Il risque de tomber de courtes ondées au lever du jour près de la Manche. Avant la nuit, c'est sur l'ensemble du pays, sauf les régions atlantiques, que l'on pourra voir des pluies passagères.

Il neigera un peu sur les Alpes à haute altitude.

Les températures continueront à être très douces pour un début d'année (4 degrés à 7 degrés de plus que les normales).

En matinée il fera 4 degrés à 9 degrés, parfois seulement 2 degrés à 4 degrés sur les contreforts du relief.

L'après-midi on montera jusqu'à 7 degrés à 11 degrés sur la moitié nord, 8 degrés à 16 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 01-01 à 6 heures TU et le 02-01-1988 à 6 heures TU — le 02-01-1988

FRANCE			
AJACCIO	16	4	D
BIARRITZ	13	10	N
BORDEAUX	12	10	P
BOURGES	11	8	P
BREST	12	11	P
CAEN	12	12	P
CHERBOURG	12	11	P
CLERMONT-FERR.	10	7	C
DIJON	10	6	P
GRENOBLE St-M-H	6	4	C
LILLE	8	8	C
LIMOGES	7	6	P
LYON	6	6	N
MARSEILLE-MAR.	12	4	D
NANCY	9	7	P
NANTES	13	12	P
NICE	15	8	D
PARIS-MONTS.	12	9	C
PAU	11	9	C
PERPIGNAN	15	6	D
RENNES	13	12	P
ST-ÉTIENNE	11	6	C
STRASBOURG	10	7	C
TOURS	9	9	P
TOULOUSE	13	8	C
POINTE-A-PITRE	30	21	D
ÉTRANGER			
ALGER	16	10	P
AMSTERDAM	9	7	P
ATHÈNES	14	13	P
BANGKOK	34	21	D
BARCELONE	13	4	D
BELGRADE	4	0	B
BERLIN	9	5	P
BRUXELLES	8	8	P
LE CAIRE	17	10	D
COPENHAGUE	7	5	P
DAKAR	22	17	N
DELHI	24	10	D
DJERBA	15	11	C
GENÈVE	9	5	–
HONGKONG	22	20	P
ISTANBUL	14	6	N
JÉRUSALEM	12	5	D
LISBONNE	16	12	C
LONDRES	12	12	P
LOS ANGELES	20	5	D
LUXEMBOURG	6	5	P
MADRID	10	–2	N
MARRAKECH	15	6	D
MEXICO	19	10	B
MILAN	4	4	C
MONTRÉAL	1	–7	A
MOSCOU	–14	–16	*
NAIROBI	29	18	N
NEW-YORK	8	2	C
OSLO	7	1	P
PALMA-DE-MAJ.	15	1	D
PÉKIN	5	–5	D
RIO-DE-JANEIRO	32	25	P
ROME	15	2	D
SINGAPOUR	33	26	D
STOCKHOLM	5	4	P
SYDNEY	23	21	C
TOKYO	12	4	C
TUNIS	18	7	D
VARSOVIE	6	5	N
VENISE	8	2	B
VIENNE	6	0	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



1987 dans le monde

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

JANVIER

2. – TCHAD : Les forces gouvernementales reconquièrent Fada, principale ville du nord-est du Tchad, occupée par les Libyens depuis 1983.

12. – CEE : Un réajustement monétaire est décidé à Bruxelles en raison des pressions à la hausse sur le deutschemark dues à la baisse du dollar. Le deutschemark et le florin néerlandais sont réévalués de 3 % et le franc luxembourgeois de 2 %.

13-24. – LIBAN : Huit nouveaux otages occidentaux sont enlevés à Beyrouth-Ouest, ce qui porte leur nombre à vingt-deux : Roger Auque, un journaliste français, le 13, deux Allemands de l'Ouest, le 17 et le 21, M. Terry Waite, l'émissaire de l'Eglise anglicaine, le 20 et quatre enseignants américains, le 24.

15. – AFGHANISTAN : Un *« cessez-le-feu unilatéral »* est proclamé par le régime de Kaboul. La résistance afghane rejette, le 17, les propositions de *« réconciliation nationale »* et annonce la poursuite de la lutte armée : elle exige un *« retrait total, inconditionnel et immédiat »* des troupes soviétiques.

16. – CHINE : M. Hu Yaobang est *démis de son poste* de secrétaire général du PC chinois et remplacé, à titre intérimaire, par le premier ministre, M. Zhao Ziyang, tandis que sévit une vigoureuse campagne contre le *« libéralisme bourgeois »* après les manifestations d'étudiants, en décembre et, à Pékin, le 1er janvier.

20. – AUTRICHE : Entrée en fonction du gouvernement de coalition formé par le Parti socialiste et le Parti populiste, qui ont obtenu 80 et 77 des 183 sièges du Parlement aux élections du 23 novembre. M. Franz Vranitzky (socialiste) reste chancelier, et M. Alois Mock (populiste) devient vice-chancelier et ministre des affaires étrangères.

20. – CEE : Sir Henry Plumb, conservateur britannique, est élu président de l'Assemblée européenne.

25. – RFA : Aux élections législatives, la coalition dirigée par le chancelier Helmut Kohl conserve le pouvoir en dépit du net recul des chrétiens-démocrates et sociaux. Les libéraux et les Verts progressent.

27. – URSS : M. Mikhaïl Gorbatchev, se déclarant, devant le comité central du PC, partisan d'une *« démocratisation approfondie et sérieuse de la société soviétique »*, propose de faire élire à bulletin secret les dirigeants locaux et régionaux du parti.

FÉVRIER

2. – PHILIPPINES : En obtenant 76,29 % de « oui » au référendum constitutionnel, Mme Cory Aquino voit son mandat présidentiel confirmé jusqu'en 1992.

4. – AUSTRALIE : A Fremantle, l'Américain Dennis Conner, à la barre de son voilier *Stars-and-Stripes*, reconquiert la Coupe de l'América qu'il avait perdue en septembre 1983.

6. – ESPACE : Deux cosmonautes soviétiques quittent la Terre à bord du nouveau vaisseau spatial Soyouz TM-2. Ils rejoignent, le 8, la station Mir, en orbite depuis un an.

10. – URSS : La libération d'environ cent quarante dissidents est confirmée.

14-16. – URSS : Le Forum international pour un monde sans armes nucléaires rassemble à Moscou près d'un millier de scientifiques (dont M. Sakharov), d'artistes, d'intellectuels et d'hommes d'affaires, venant de quatre-vingts pays. Dans son discours de clôture, M. Gorbatchev souligne le caractère *« irréversible »* de la *« restructuration »* en URSS.

17. – RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : Aux élection législatives, victoire du Fianna Fail (nationaliste) de M. Charles Haughey, qui succède le 10 mars à M. Garret FitzGerald (Fine Gael, centriste), premier ministre depuis décembre 1982.

22. – FINANCES MONDIALES : Réunis à Paris, les ministres des finances des sept pays occidentaux les plus industrialisés signent les « accords du Louvre » pour stabiliser le dollar autour de 1,80 DM, 150 yens et 6 francs.

22. – LIBAN : L'armée syrienne (près de 10 000 hommes) revient à Beyrouth-Ouest, qu'elle avait dû évacuer en août 1982.

26. – ÉTATS-UNIS : La commission Tower, chargée fin novembre par M. Reagan d'enquêter sur le scandale des ventes d'armes à l'Iran, rend public son rapport. Elle ne porte pas d'accusations directes contre le président, mais souligne les sérieuses faiblesses de son style de gouvernement.

MARS

3. – ITALIE : La démission de M. Bettino Craxi, premier ministre depuis le 4 août 1983, ouvre une longue crise politique.

5. – ÉQUATEUR : Un tremblement de terre fait au moins mille morts et des dégâts considérables dans la province amazonienne de Napo.

6. – BELGIQUE : Le naufrage du car-ferry britannique *Herald-of-Free-Enterprise*, à moins de 1 kilomètre du port de Zeebrugge, fait au moins 188 morts.

11-12. – FRANCE-ESPAGNE : Le premier sommet « institutionnel » franco-espagnol scelle la spectaculaire amélioration des relations entre Paris et Madrid.

15-16. – FINLANDE : Aux élections législatives, les conservateurs progressent, avec 53 (+ 9) des 200 sièges. M. Harri Holkeri (conservateur) forme le 30 avril un cabinet de coalition, qui succède à celui de M. Kalevi Sorsa (social-démocrate), premier ministre depuis février 1982.

22. – TCHAD : L'armée tchadienne remporte une victoire décisive en reprenant aux Libyens la base de Ouadi-Doum, au nord du Tchad. Le 27, Faya-Largeau est conquise sans combats, les Libyens s'étant repliés plus au nord vers la bande d'Aozou.

26. – TUNISIE : Les relations diplomatiques sont rompues avec Téhéran en raison des *« activités subversives »* menées par l'ambassade iranienne à Tunis. Cette décision s'accompagne de nombreuses arrestations dans les milieux islamistes.

26. – MACAO : Le Portugal et la Chine signent l'accord prévoyant le retour de Macao sous souveraineté chinoise le 20 décembre 1999.

29. – FRANCE-ÉTATS-UNIS : M. Chirac se rend jusqu'au 1er avril à Washington, où il insiste sur l'unité de la diplomatie française.

31. – VATICAN : Jean-Paul II commence en Uruguay son huitième voyage en Amérique latine, qui le mène ensuite, jusqu'au 12 avril, au Chili et en Argentine. La visite au Chili est marquée à Santiago par des manifestations hostiles au régime du général Pinochet.

AVRIL

5. – SUISSE : 67,4 % des électeurs approuvent par référendum le renforcement des restrictions au droit d'asile.

6. – ÉGYPTE : Aux élections législatives, le Parti national démocrate (PND) du président Moubarak obtient 346 (– 44) des 448 sièges. 37 députés islamistes sont élus, contre 9 en mai 1984.

6-8. – FRANCE-PORTUGAL : M. Mitterrand se rend au Portugal pour une visite d'Etat.

14. – ARGENTINE : Buenos-Aires obtient de ses banques créancières le rééchelonnement de 30 des 51 milliards de dollars de sa dette extérieure.

17. – ÉTATS-UNIS - JAPON : M. Reagan annonce l'entrée en vigueur des sanctions commerciales contre le Japon, décidées le 27 mars. Elles concernent 0,3 % des exportations japonaises vers les Etats-Unis. Cette tension américano-japonaise provoque un nouveau recul du dollar qui cote, le 27, 138 yens, 1,77 DM et 5,94 F.

17. – SRI-LANKA : Cent vingt-sept passagers de trois autocars sont massacrés dans la région de Trincomalee, au nord-est de l'île. Le 21, l'explosion d'une bombe à la gare routière de Colombo, la capitale, fait cent six morts. En représailles contre ces attentats, imputés aux séparatistes tamouls, l'armée lance, du 22 au 26, des raids aériens contre les bases de la guérilla tamoule dans la péninsule de Jaffna, puis une offensive terrestre à partir du 26 mai. L'Inde condamne cet *« assaut massif »*.

20-26. – PROCHE-ORIENT : La réunion à Alger du dix-huitième Conseil national palestinien (Parlement en exil) scelle la réunification des principales composantes de l'OLP autour de M. Yasser Arafat, après quatre ans de divisions et de rivalités entretenues par la Syrie.

23. – INDONÉSIE : Le Golkar, parti qui soutient le président Suharto, obtient plus de 70 % des voix aux élections législatives, contre 64 % en mai 1982.

25. – ISLANDE : Les élections législatives marquent un recul des partis traditionnels. M. Thorsteinn Palsson, chef du Parti de l'indépendance (conservateur), qui reste, avec 18 (– 5) des 63 sièges, le premier parti, forme le 8 juillet un gouvernement de coalition.

27. – AUTRICHE : M. Kurt Waldheim, chef de l'Etat, se voit interdire, en tant que personne privée, l'entrée aux Etats-Unis en raison de son passé dans l'armée hitlérienne. Sa première visite officielle à l'étranger, effectuée au Vatican le 25 juin, suscite de nombreuses protestations.

MAI

4. – *ALGÉRIE-MAROC* : Le roi Hassan II et le président Chadli se rencontrent sur la frontière *algéro-marocaine en présence du roi* Fahd d'Arabie saoudite.

6. – AFRIQUE DU SUD : Aux élections réservées aux Blancs, 82 % des voix vont à la droite : le Parti national, au pouvoir depuis 1948, progresse avec 123 des 166 sièges, et le Parti conservateur (extrême droite) obtient 22 sièges (+ 5).

8. – MALTE : Aux élections législatives, le Parti nationaliste (démocrate-chrétien) obtient 50,92 % des voix contre 48,87 % au Parti travailliste (socialiste) au pouvoir depuis 1971. Le 12, M. Eddy Fenech Adami succède à M. Carmelo Mifsud Bonnici, premier ministre depuis 1984.

11. – INDE : *M. Rajiv Gandhi* dissout le gouvernement sikh modéré du Pendjab et confie au gouvernement central l'administration de cet Etat, où le terrorisme des séparatistes sikhs a fait près de trois cents victimes depuis le début de l'année.

11. – PHILIPPINES : Aux élections législatives, victoire des partisans de la présidente Cory Aquino, avec plus des deux tiers des 200 sièges.

14. – FIDJI : Le colonel Rabuka renverse le gouvernement, à dominante indienne, issu des élections du début avril. Il se pose en défenseur des intérêts de la communauté mélanésienne, devenue très légèrement minoritaire. La République sera proclamée le 6 octobre.

14-16. – FRANCE-URSS : M. Chirac se rend en visite officielle à Moscou.

21-22. – FRANCE-RFA : Les problèmes du désarmement sont au centre du 49e sommet franco-allemand réuni à Paris.

25. – COTE-D'IVOIRE : Abidjan annonce à ses créanciers internationaux que les échéances de sa dette ne pourront être payées en 1987 en raison de la chute des cours du cacao et du café.

***25-29. – FRANCE-CANADA* :** M. Mitterrand effectue une visite d'Etat au Canada.

28. – URSS : Un jeune pilote ouest-allemand, Mathias Rust, pose son avion de tourisme à Moscou sur la place Rouge. Le 30, le ministre de la défense et le commandant en chef *de la défense antiaérienne sont* relevés de leurs fonctions.

JUIN

1er. – LA BARBADE : Après la mort d'Errol Barrow, premier ministre de 1961 à 1976, et depuis juin 1986, M. Erskine Sandiford, vice-premier ministre, lui succède.

1er. – LIBAN : Rachid Karamé, premier ministre, est tué par l'explosion d'une bombe dans l'hélicoptère qui le transportait. M. Selim Hoss, ministre sunnite de l'éducation, nommé premier ministre per intérim, précise que le boycottage du président Gemayel par l'aile musulmane du gouvernement est maintenu.

8-10. – SOMMET DE VENISE : Le treizième sommet des sept principales démocraties industrielles adopte, le 9, trois déclarations assez générales sur le Golfe, le désarmement et le terrorisme. La déclaration économique finale exprime la volonté des Sept de mieux coordonner leurs politiques économiques et d'accroître l'aide qu'ils apportent aux pays les plus pauvres.

8-14. – VATICAN : Voyage de Jean-Paul II en Pologne.

11. – GRANDE-BRETAGNE : Aux élections législatives, le Parti conservateur remporte 376 (– 16) des *650 sièges, ce qui permet* à Mme Thatcher, au pouvoir depuis 1979, d'obtenir son troisième mandat consécutif.

12. – CENTRAFRIQUE : L'ex-empereur Jean-Bedel Bokassa est condamné à mort par la Cour criminelle de Bangui.

14-15. – ITALIE : Aux élections législatives, le principal vainqueur est le Parti socialiste de M. Craxi, qui remporte 94 sièges (+ 21), mais la Démocratie chrétienne demeure le parti le plus important avec 234 (+ 9) des 630 sièges.

18. – GRANDE-BRETAGNE-IRAN : Les gouvernements britannique et iranien réduisent à un seul diplomate leur représentation à Téhéran et à Londres après trois semaines de crise.

19. – ESPAGNE : L'explosion d'une voiture piégée dans le sous-sol d'un supermarché de Barcelone fait dix-huit morts. Face à l'indignation générale, l'organisation séparatiste *basque ETA-militaire assume sa « responsabilité »*, tout en reconnaissant avoir commis une *« grave erreur »*.

19. – FRANCE-RFA : La proposition du chancelier Kohl de créer une brigade franco-allemande est accueillie favorablement par Paris.

25-26. – URSS : Une réunion plénière du comité central du parti est consacrée à *« la restructuration radicale de la conduite de l'économie »*, prônée par M. Gorbatchev.

28. – ALGÉRIE-LIBYE : Le colonel Kadhafi se rend à Alger pour une visite officielle de quatre jours qui consacre une nette amélio*ration des relations algéro-libyennes* depuis dix-sept mois.

29. – CORÉE DU SUD : M. Roh Tae Woo, dauphin désigné du président Chun Doo Hwan, formule des propositions pour démocratiser le régime, qui sont ensuite entérinées par M. Chun. Ce revirement du pouvoir avait été précédé par trois semaines de violentes manifestations contre le régime.

29-30. – CEE : Au conseil européen de Bruxelles, seule la Grande-Bretagne refuse d'approuver les propositions faites par la Commission pour envisager le financement futur de la Communauté et prévoyant un relèvement substantiel des ressources mises à sa disposition.

JUILLET

7. – HAITI : Au dernier jour de la grève générale déclenchée le 29 juin par l'opposition contre le Conseil national de gouvernement (CNG) et son chef, le général Henri Namphy, le bilan de la répression des manifestations par l'armée s'élève à vingt-trois morts. Les troubles et les affrontements se poursuivent ensuite.

7-14. – ÉTATS-UNIS : Le lieutenant-colonel Oliver North, en justifiant politiquement, devant la commission parlementaire sur l'« Irangate », les financements illégaux qu'il avait organisés au profit de la guérilla antisandiniste, s'attire la sympathie d'une majorité d'Américains. Entendu du 15 au 20, son ancien chef direct, le vice-amiral John Poindexter, revendique la responsabilité du détournement de fonds iraniens vers les « contras » nicaraguayens, et les auditions publiques et télévisées s'achèvent le 3 août sans que soit apportée la preuve que M. Reagan était au courant de ce détournement.

11. – AUSTRALIE : Le Parti travailliste de M. Bob Hawke, au pouvoir depuis mars 1983, remporte les élections législatives pour la troisième fois consécutive.

11. – MONDE : La population de la Terre, qui a doublé par rapport à 1950, franchit, selon les démographes, le cap des cinq milliards d'hommes.

13. – CEE-SYRIE : Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à Copenhague, acceptent la reprise des contacts à haut niveau avec Damas, où M. Raimond se rend les 10 et 11 octobre.

17. – RDA : Le Conseil d'Etat décide une large amnistie et l'abolition de la peine de mort pour célébrer le trente-huitième anniversaire du pays, le 7 octobre.

19. – PORTUGAL : Aux élections législatives anticipées, le Parti social-démocrate (centre droit), de M. Anibal Cavaco Silva, premier ministre depuis octobre 1985, est la première formation depuis la révolution d'avril 1974 à obtenir la majorité absolue, avec 148 (+ 60) des 250 sièges.

24. – SUISSE : *Un DC-10* d'Air Afrique, venant de Brazzaville et de Bangui, est détourné sur Genève. Le pirate de l'air, un chiite libanais, tue un passager français avant d'être maîtrisé et arrêté.

27-29. – OUA : Au sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine, surtout consacré à la dette africaine, à l'apartheid et au conflit tchado-libyen, M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien, est élu président de l'OUA.

29. – ITALIE : M. Giovanni Goria (démocrate-chrétien) forme un gouvernement qui reconduit la coalition entre la DC, le PS et les trois petits partis « laïques ».

29. – SRI-LANKA : M. Rajiv Gandhi vient à Colombo signer avec M. Junius Jayewardene un accord destiné à mettre fin au conflit tamoul, qui a fait plus de six mille morts en quatre ans. Cet accord suscite de violentes protestations cinghalaises, qui font des dizaines de morts à *Colombo* et dans le sud, tandis que, dans le nord et l'est, l'Inde envoie à partir du 30 une « force de paix » pour recevoir la reddition et les armes des rebelles tamouls.

31. – ARABIE SAOUDITE-IRAN : La mort, à La Mecque, selon un bilan officiel saoudien, de quatre cent deux personnes, dont deux cent soixante-quinze Iraniens, après des affrontements entre des pèlerins intégristes et la police saoudienne, provoque en août une très vive tension entre Téhéran et Ryad.

AOUT

7. – AMÉRIQUE CENTRALE : Les cinq chefs d'Etat de l'isthme (Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua), réunis à Guatemala, adoptent un plan de paix pour l'Amérique centrale qui suscite le scepticisme de Washington.

(Lire la suite page 8.)

Est-Ouest : désarmement

FÉVRIER

26. – Un essai nucléaire soviétique met fin au moratoire unilatéral respecté par l'URSS depuis août 1985.

28. – M. Gorbatchev, abandonnant le lien établi entre tous les dossiers du désarmement, propose aux Américains une négociation séparée sur les euromissiles afin d'aboutir à leur démantèlement complet en cinq ans.

MARS

28/III-1er/IV. – Mme Thatcher, reçue en Union soviétique avec des égards exceptionnels, *exprime son refus d'une « dénucléarisation de l'Europe »*.

AVRIL

14. – M. Gorbatchev, recevant M. Shultz à Moscou, lui propose que la liquidation complète des missiles à courte portée en Europe soit prévue dès l'accord sur les forces nucléaires intermédiaires à moyenne portée.

JUIN

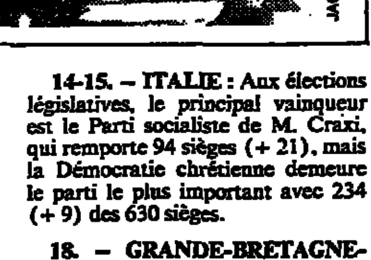
11-12. – Après l'acceptation, le 1er, de la RFA, qui s'était montrée le plus réticente, les ministres des affaires étrangères des pays *de l'OTAN, réunis à Reykjavik, se* rallient à l'« option double zéro ».

JUILLET

22. – M. Gorbatchev accepte l'option « double zéro globale » qui suppose l'élimination de tous les missiles de portée intermédiaire (de 500 à 5 500 kilomètres) en Europe, mais aussi en Asie, où Moscou voulait conserver 33 de ses SS-20. Plusieurs rencontres entre MM. Chevardnadze et Shultz, de la mi-septembre à la fin novembre, contribuent à l'élaboration rapide d'un traité.

DÉCEMBRE

7-10. – Sommet Reagan-Gorbatchev à Washington : ils signent le 8 le traité sur l'élimination des missiles intermédiaires, qui est le premier accord de véritable désarmement de l'ère nucléaire. Pour sa vérification, des inspections sur place sont prévues pendant treize ans.



JACQUES TORREGANO/SIPA-PRESS

1987 dans le monde

La guerre Iran-Irak et la tension dans le Golfe

JANVIER

8. – Les troupes iraniennes lancent une nouvelle offensive dans la région de Bassorah. Après de très violents combats, elles réussissent à s'emparer de plusieurs positions fortifiées irakiennes. Washington estime à la fin du mois que près de 20 000 Irakiens et 40 000 Iraniens ont été tués ou blessés depuis le 24 décembre.

10. – Reprise de la « guerre des villes » (raids aériens irakiens, bombardements et tirs de missiles sol-sol iraniens), qui fait plus de 3 000 morts jusqu'au 19 février.

26-29. – Au cinquième sommet islamique, réuni à Koweït, les débats sont surtout consacrés à la guerre du Golfe : la résolution finale ménage l'Iran, qui a refusé de participer au sommet.

MAI

17. – Trente-sept marins américains sont tués à bord de la frégate *Stark* attaquée par erreur par un avion irakien dans le Golfe. Malgré les réticences du Congrès, le président Reagan maintient son projet de défendre la liberté de navigation dans le Golfe et d'assurer la protection de pétroliers koweïtiens, conformément à une demande de l'émirat aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité, acceptée par l'URSS et les Etats-Unis, mais repoussée par la France, la Grande-Bretagne et la Chine.

JUILLET

20. – Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité une résolution préparée par les cinq membres permanents, laquelle *« exige »* un cessez-le-feu immédiat entre l'Iran et l'Irak. Bagdad se déclare prêt à l'accepter, mais Téhéran la qualifie d'*« injuste »*, sans la rejeter officiellement.

22. – Le *Bridgeton* et le *Gas-Prince* sont les premiers des onze pétroliers koweïtiens placés sous pavillon américain à pénétrer dans le Golfe escortés par trois navires de guerre américains, mais *le Bridgeton* est endommagé le 24 par une mine, à proximité de l'île iranienne de Farsi. Téhéran, qui a multiplié les protestations et les menaces contre l'intervention de la flotte américaine dans le Golfe, se réjouit de l'incident, tandis que Washington exclut *« pour l'heure »* des représailles.

29. – Après la rupture, le 17, des relations entre Paris et Téhéran, le porte-avions *Clemenceau* reçoit l'ordre d'appareiller pour la mer d'Oman, afin de *« protéger les intérêts français »*.

AOUT

10. – Un pétrolier heurte une mine dans la mer d'Oman, à la sortie du détroit d'Ormuz. Paris et Londres annoncent, le 11, l'envoi de chasseurs de mines pour protéger leurs navires.

29. – Les attaques contre le trafic maritime dans le Golfe, après une pause de six semaines, reprennent sur l'initiative de l'Irak, qui proteste contre le refus de Téhéran d'apporter une réponse claire à la résolution 598 de l'ONU du 20 juillet.

SEPTEMBRE

10. – La Libye, qui était avec la Syrie l'un des seuls pays arabes à soutenir l'Iran, s'entend avec l'Irak pour *« établir des relations fraternelles »*.

21. – Un navire iranien, surpris en train de mouiller des mines au large de Bahrein, est attaqué par deux hélicoptères américains : cinq Iraniens sont tués.

23. – Mme Thatcher décide la fermeture du bureau iranien de Londres, véritable plaque tournante des achats d'armes de Téhéran, après l'attaque, le 21, d'un pétrolier britannique par des vedettes rapides iraniennes.

OCTOBRE

13. – Un missile sol-sol iranien est tiré sur Bagdad pour la quatrième fois en huit jours. Il atteint une école et fait 32 morts, dont 29 enfants. Les raids de l'aviation irakienne en territoire iranien et dans le Golfe se multiplient, ainsi que les attaques de pétroliers par des vedettes iraniennes, à peu près sans interruption jusqu'à la fin de l'année.

19. – Dans le Golfe, la marine américaine attaque deux plates-formes iraniennes transformées en bases militaires flottantes, après le tir d'un missile iranien, le 16, contre un des onze pétroliers koweïtiens passés sous pavillon américain dans les eaux du Koweït. Le 22, un missile iranien est tiré contre un terminal pétrolier off-shore koweïtien. Washington ne riposte pas mais annonce, le 26, un embargo sur les importations de pétrole d'Iran.

NOVEMBRE

11. – L'Iran est *« condamné »* par le sommet extraordinaire de la Ligue arabe, réuni à Amman (Jordanie), depuis le 8, et principalement consacré au conflit irano-irakien. Après une spectaculaire *« réconciliation »* syro-irakienne, Damas affirme, le 12, que son entente avec Téhéran reste *« inchangée »*.

DÉCEMBRE

24. – Le Conseil de sécurité déplore *« la lenteur des consultations »* sur l'application de sa résolution 598, alors que, entre le 6 et le 25, une vingtaine de pétroliers ont été victimes d'attaques iraniennes ou irakiennes et que, du 20 au 22, des combats au sud du front auraient fait 5 000 morts.



SYGMA

21 septembre : des marins américains investissent un bâtiment iranien surpris en train de mouiller des mines.

ÉTRANGER

(Suite de la page 7.)

8. – **TCHAD** : L'armée tchadienne s'empare de la localité d'Aozou, située au nord du Tchad, dans une bande de territoire revendiquée par la Libye et annexée par Tripoli en 1973. Paris, favorable à un arbitrage international pour régler ce litige frontalier, se désolidarise de l'offensive tchadienne. Les troupes libyennes parviennent à reconquérir Aozou le 28.

10. – **SUÈDE-SUISSE** : Les groupes suisse Brown Boveri et suédois ASEA, spécialisés dans la construction électrique, annoncent leur fusion.

14. – **ÉTATS-UNIS** : L'annonce d'un important déficit de la balance commerciale en juin (15,7 milliards de dollars) est suivie d'une baisse du dollar, qui passe de 6,33 F le 12 à moins de 6 F début septembre, jusqu'à ce que l'annonce, le 4 septembre, du relèvement du taux d'escompte fédéral de 5,5 % à 6 % le stabilise au-dessus de 6 F.

15. – **NOUVELLE-ZÉLANDE** : Aux élections législatives, victoire du Parti travailliste de M. David Lange, premier ministre depuis 1984.

18. – **LIBAN** : Le journaliste américain Charles Glass, enlevé à Beyrouth le 17 juin, recouvre la liberté. Washington remercie Damas où revient début septembre l'ambassadeur des Etats-Unis, rappelé en octobre 1986.

28. – **PHILIPPINES** : Echec d'une tentative de putsch militaire, la cinquième en treize mois, contre le régime de Mme Aquino.

29. – **FRANCE-CANADA** : M. Chirac effectue une visite officielle au Canada jusqu'au 2 septembre.

30. – **AFRIQUE DU SUD** : Fin de la grève des mineurs noirs, largement suivie depuis le 9. Après des affrontements, qui ont fait dix morts, et des licenciements massifs, les grévistes n'ont obtenu que très partiellement satisfaction.

30. – **ITALIE** : Le Canadien Ben Johnson bat en 9 s 83 le record du monde du 100 mètres, à Rome, où ont lieu les championnats du monde d'athlétisme.

30. – **MAURICE** : Aux élections législatives, victoire de l'Alliance, conduite par M. Aneerood Jugnauth, premier ministre depuis juin 1982.

SEPTEMBRE

2-4. – **CANADA** : Deuxième sommet francophone à Québec. Seize chefs d'Etat, dont M. Mitterrand, et douze chefs de gouvernement, dont M. Chirac le 2, y participent.

3. – **BURUNDI** : Le colonel Jean-Baptiste Bagaza est renversé par le major Pierre Buyoya.

4. – **URSS** : Le jeune pilote ouest-allemand Mathias Rust est condamné à quatre ans de camp de travail pour avoir atterri le 28 mai sur la place Rouge à Moscou.

6. – **ARGENTINE** : Aux élections législatives, l'Union civique radicale du président Raul Alfonsin, avec 117 sièges sur 254, perd la majorité absolue.

7. – **FRANCE-AFRIQUE DU SUD** : Pierre-André Albertini, coopérant français détenu depuis octobre 1986 dans le bantoustan du Ciskei, est libéré à la faveur d'un échange de prisonniers sud-africain et angolais.

7. – **LIBAN** : Un des deux otages ouest-allemands enlevés en janvier est libéré à Beyrouth.

7-11. – **RDA-RFA** : M. Erich Honecker effectue en Allemagne fédérale la première visite d'un chef de l'Etat est-allemand.

8. – **DANEMARK** : Aux élections législatives, la coalition quadripartite de centre-droit, au pouvoir depuis septembre 1982, n'obtient que 70 (– 9) des 179 sièges. M. Poul Schlüter forme, le 10, un nouveau gouvernement minoritaire.

10-20. – **VATICAN** : Voyage de Jean-Paul II aux Etats-Unis.

11. – **TCHAD** : N'Djamena et Tripoli acceptent un cessez-le-feu demandé par l'OUA.

15. – **ESPACE** : Les tirs de la fusée européenne Ariane, interrompus depuis le 30 mai 1986, reprennent avec le dix-neuvième qui est un succès complet.

24. – **FRANCE-RFA** : M. Mitterrand, assistant en Bavière, en compagnie du chancelier Kohl, aux manœuvres franco-allemandes « Moineau hardi », lance le projet d'un conseil de défense commun.

OCTOBRE

1er. – **TIBET** : A Lhassa, une manifestation antichinoise, sévèrement réprimée par la police chinoise, tourne à l'émeute : treize personnes sont tuées.

3. – **FRANCE-ESPAGNE** : Plus de cent personnes sont interpellées au cours d'une vaste opération de la police française dans les milieux nationalistes basques. Cinquante-cinq d'entre elles sont ensuite expulsées vers l'Espagne.

6-11. – **FRANCE-AMÉRIQUE LATINE** : M. Mitterrand se rend en Argentine, en Uruguay et au Pérou.

9. – **SRI-LANKA** : Après le massacre de cent cinquante-sept civils cinghalais, les 6 et 7, par des séparatistes tamouls dans l'est de l'île, les troupes indiennes de « maintien de la paix » attaquent les Tigres tamouls dans leur bastion de Jaffna. Les combats sont très violents jusqu'au 25 et font de nombreuses victimes civiles. Les Tigres sont vaincus, mais la plupart réussissent à s'enfuir dans la jungle pour poursuivre la guérilla.

15. – **BURKINA-FASO** : Le capitaine Blaise Compaoré, numéro deux du régime, renverse le capitaine Thomas Sankara, qui est tué.

18. – **SUISSE** : Aux élections législatives, la coalition gouvernementale de quatre partis obtient 159 (– 7) des 200 sièges.

18. – **UNESCO** : Federico Mayor est désigné pour succéder au Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow, directeur général depuis 1974, après que ce dernier eut retiré sa candidature avant le cinquième tour de scrutin.

19. – **FINANCES MONDIALES** : « Lundi noir » sur les marchés boursiers : à New-York, l'indice Dow Jones perd 22,6 % en une séance, alors que, comme à Londres et à Tokyo, une hausse d'environ 40 % en neuf mois était encore enregistrée début octobre. Cet effondrement des cours, qui s'étend à toutes les places boursières, est suivi d'une chute du dollar, jusqu'à 5,84 F, 1,73 DM et 137,55 yens le 29.

19. – **JAPON** : M. Yasuhiro Nakasone, arbitrant la lutte entre les clans au sein du parti au pouvoir, choisit M. Noboru Takeshita pour lui succéder le 6 novembre au poste de premier ministre.

19-22. – **FRANCE-RFA** : Première visite d'Etat de M. Mitterrand en RFA.

29. – **LIBAN** : Deux gendarmes français sont tués et un autre est grièvement blessé par deux tireurs non identifiés dans la banlieue chrétienne de Beyrouth.

Les prix Nobel

12. – MÉDECINE : M. Susumu Tonegawa (Japon).

13. – PAIX : M. Oscar Arias, président du Costa-Rica, pour ses efforts en faveur de la paix et de la réconciliation en Amérique centrale.

14. – PHYSIQUE : MM. Georg Bednorz (RFA) et Alex Muller (Suisse).

14. – CHIMIE : MM. Charles Pedersen et Donald Cram (Etats-Unis), M. Jean-Marie Lehn (France).

21. – ÉCONOMIE : M. Robert Solow (Etats-Unis).

22. – LITTÉRATURE : Joseph Brodsky, poète d'origine soviétique, naturalisé américain après avoir été contraint d'émigrer en 1972.

NOVEMBRE

2. – **CHINE** : A l'issue du treizième congrès du PC, qui s'est tenu du 25 octobre au 1er novembre, les organes dirigeants du parti sont profondément renouvelés au profit d'une nouvelle génération, plus favorable aux réformes prônées par M. Deng Xiaoping. Ce dernier, qui a entraîné dans sa « *retraite* » la plupart des vétérans du régime, garde la haute main sur les affaires. Son dauphin, M. Zhao Ziyang, reste secrétaire général, mais cède, le 24, ses fonctions de premier ministre à M. Li Peng, un réformateur plus modéré.

2. – **URSS** : M. Gorbatchev, dans son discours pour le soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, lance une nouvelle mise en garde contre les « *forces conservatrices* » qui font obstacles à sa politique de « restructuration ».

3. – **NICARAGUA** : Le président Ortega accepte le principe de négociation indirecte avec la Contra, par l'intermédiaire du cardinal Obando, archevêque de Managua. Elles s'ouvrent le 3 décembre à Saint-Domingue, mais n'aboutissent à aucun accord.

7. – **TUNISIE** : M. Habib Bourguiba, président depuis 1957, est destitué pour « *incapacité* » par le général Ben Ali, premier ministre depuis le 2 octobre, qui lui succède à la tête de l'Etat.

8. – **IRLANDE DU NORD** : Un attentat de l'IRA fait onze morts à Enniskillen.

8-9. – **ITALIE** : Les « oui » l'emportent largement aux cinq référendums qui remettent en cause le programme électronucléaire et instaurent la responsabilité civile des juges.

8-11. – **PROCHE-ORIENT** : Le sommet arabe d'Amman (Jordanie), surtout consacré au conflit irano-irakien, autorise chaque Etat à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Egypte : tous les pays arabes du Golfe, le Maroc, la Mauritanie et le Yémen du Nord renouent ensuite avec le Caire.

10. – **EUROPE** : Les treize pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), sauf la Grande-Bretagne, confirment qu'ils construiront le lanceur lourd Ariane-5, l'avion spatial Hermès et les modules habitables du projet Colombus.

10. – **NIGER** : Après la mort à Paris du général Kountché, chef de l'État depuis 1974, le colonel Ali Seibou lui succède.

11. – **ARTS** : Les *Iris* de Van Gogh sont vendus aux enchères à New-York 320 millions de francs : le record de 240 millions, établi à Londres, le 30 mars, par les *Tournesols* du même Van Gogh, est ainsi battu.

11. – **URSS** : M. Boris Eltsine est remplacé à la tête du parti pour la ville de Moscou par M. Lev Zaïkov. M. Eltsine, un proche de M. Gorbatchev, avait violemment critiqué, le 21 octobre, devant le comité central, les lenteurs et les échecs de la « restructuration ».

12. – **ETHIOPIE** : Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) lance un pressant appel en faveur des cinq millions d'Ethiopiens menacés par la famine dans les régions de l'Erythrée et du Tigré.

12-13. – **FRANCE-RFA** : Le 50e sommet franco-allemand, réuni à Karlsruhe, confirme la volonté de Paris et de Bonn d'élargir leur coopération en matière économique et de défense.

15. – **ROUMANIE** : Emeutes contre le régime à Brasov.

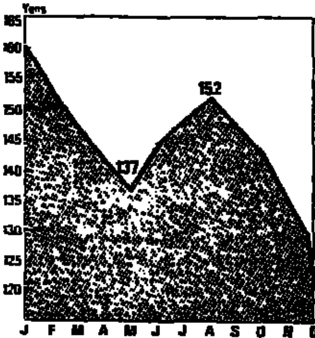
20. – **ÉTATS-UNIS** : La Maison Blanche et le Congrès parviennent à un accord de principe sur le montant de la réduction du déficit budgétaire : 30 milliards de dollars pour 1988 et 46 milliards pour 1989. Les marchés financiers, qui attendaient cet accord avec impatience, le jugent insuffisant : le dollar baisse jusqu'à 5,56 F, 1,63 DM et 132,45 yens le 30, entraînant dans sa chute les marchés boursiers.

25. – **SURINAME** : L'opposition au lieutenant-colonel Désiré Bouterse, auteur du coup d'Etat de 1980, remporte les premières élections organisées depuis sept ans.

27. – **BANGLADESH** : Le général Ershad décrète l'état d'urgence afin de faire face à l'agitation déclenchée le 10 par l'opposition pour obtenir sa démission et le retour à la démocratie.

29. – **HAITI** : Les élections présidentielle et législatives, les premières élections libres depuis 1957, sont annulées le jour même du scrutin en raison des massacres et des exactions commis par les macoutes, sans que l'armée intervienne. De nouvelles élections, qui seront organisées par la junte militaire au pouvoir, sont fixées au 17 janvier.

LA CHUTE DU DOLLAR, A TOKYO



29. – **POLOGNE** : Echec du pouvoir au référendum sur les réformes économiques et la démocratisation de la vie politique.

29. – **TURQUIE** : Aux élections législatives, le Parti de la Mère Patrie (ANAP) de M. Turgut Ozal, premier ministre depuis décembre 1983, remporte 292 des 450 sièges.

DÉCEMBRE

2-4. – **CAMBODGE** : Première rencontre entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, chef du gouvernement provietnamien, à Fère-en-Tardenois, près de Paris.

4-5. – **CEE** : Le conseil européen de Copenhague s'achève sur un échec, les Douze n'ayant pu s'entendre sur la maîtrise des dépenses agricoles.

10-12. – **FRANCE-AFRIQUE** : La dette, la chute des matières premières et le Tchad sont au centre des débats du quatorzième sommet franco-africain, réuni à Antibes.

11. – **ESPAGNE** : Un attentat, revendiqué par l'ETA, fait onze morts, dont cinq enfants, dans une caserne de la garde civile à Saragosse.

12. – **FRANCE-RFA** : M. Chirac affirme que « *l'engagement de la France serait immédiat et sans réserve* » en cas d'attaque contre l'Allemagne fédérale.

13. – **BELGIQUE** : Aux élections législatives, le Parti social-chrétien flamand (CVP) de M. Wilfried Martens, premier ministre depuis décembre 1981, avec 43 (– 6) des 212 sièges, recule au profit du Parti socialiste francophone (PS) et du Parti libéral flamand (PVV), qui remportent 40 (+ 5) et 25 (+ 3) sièges.

14. – **PÉTROLE** : Les pays de l'OPEP, réunis à Vienne depuis le 9, finissent par s'entendre pour défendre le prix officiel moyen de 18 dollars par baril. Mais les mésententes apparues au sein de l'OPEP font baisser les prix du brut jusqu'aux environs de 15 dollars.

16. – **CORÉE DU SUD** : M. Roh Tae Woo, candidat du pouvoir, remporte l'élection présidentielle, avec 35,9 % des voix. L'opposition dénonce des fraudes.

17. – **TCHÉCOSLOVAQUIE** : M. Gustav Husak est remplacé à la tête du PC par M. Milos Jakes, qui n'envisage pas d'appliquer des réformes.

20. – **PHILIPPINES** : Au moins mille cinq cents personnes périssent noyées dans le naufrage du ferry *Dona-Paz*, après une collision en pleine nuit avec le pétrolier *Victor*.

22. – **ISRAËL** : Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, par 14 voix et 1 abstention (Etats-Unis), une résolution « *déplorant les pratiques* » de l'armée israélienne dans les territoires occupés, où plus de vingt jeunes Palestiniens ont été tués en deux semaines lors de la répression de manifestations. Les 23 et 24, près d'un millier de Palestiniens sont arrêtés.

22-23. – **FRANCE-DJIBOUTI** : M. Mitterrand, en visite officielle à Djibouti, se rend à bord du porte-avions *Clemenceau*.

23. – **FINANCES MONDIALES** : Après l'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain, voté le 22 par le Congrès, les sept principaux pays industrialisés publient une déclaration affirmant qu' « *une baisse supplémentaire du dollar* » serait « *contreproductive* » pour la croissance mondiale. Mais le dollar poursuit sa chute, atteignant le 31, 5,34 F à Paris et ses plus bas niveaux historiques à Tokyo (122 yens) et à Bonn (1,58 DM), tandis que les marchés boursiers terminent l'année très affectés : Paris affiche 27 % de baisse, Francfort, 34 %, mais New-York, Tokyo et Londres réussissent à préserver 4 %, 9 % et 11 % de hausse.

28. – **LIBYE-TUNISIE** : Les relations diplomatiques entre Tunis et Tripoli, rompues en septembre 1985, sont rétablies.

29. – **ESPACE** : Le cosmonaute soviétique Youri Romanenko regagne la Terre après avoir établi avec 326 jours, un nouveau record de durée dans l'espace.

30. – **AFGHANISTAN** : Une colonne de secours soviéto-afghane parvient, après trois semaines de violents combats, à atteindre la ville de Khost, assiégée depuis août 1979 par la résistance.



1987 dans le monde


JEAN GAUMY/MAGNUM

19 octobre : « Lundi noir » à la Bourse de Paris comme sur les autres marchés boursiers.

FRANCE

JANVIER

6. – Des grèves très suivies commencent à EDF et à la RATP, après la SNCF, où elles durent depuis le 18 décembre. Ces conflits sociaux provoquent des manifestations d'usagers, dont le 12, à Paris, à l'appel des élus RPR et UDF. Entre le 9 et le 15, le travail reprend partout après de légères concessions des directions.

10-19. – Une importante vague de froid provoque la mort d'une centaine de personnes ainsi que des pannes d'électricité et des perturbations dans les transports. Dans le reste de l'Europe, près de trois cents personnes meurent du fait des intempéries.

20. – M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, estimant que *« des présomptions graves et concordantes »* pèsent sur M. Christian Nucci, transmet son dossier au parquet, ce qui pourrait amener l'ancien ministre de la coopération devant la Haute Cour de justice. Quant à la délivrance d'un « vrai-faux » passeport à Yves Chalier, M. Charles Pasqua oppose le secret-défense pour refuser de s'expliquer.

21. – Le conseil des ministres décide la dissolution du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA), considéré comme la « vitrine légale » de l'ex-FLNC, qui a revendiqué 522 attentats en 1986.

23. – Le Conseil constitutionnel, estimant *« irrégulière »* la procédure utilisée par le gouvernement, annule l'amendement sur l'aménagement du temps de travail voté par le Parlement le 20 décembre, trois jours après le refus de M. Mitterrand de signer le projet d'ordonnance. Un projet de loi, reprenant mot pour mot le texte annulé, sera définitivement voté par le Parlement le 11 juin.

31. – La privatisation de Paribas obtient un grand succès : 3,8 millions de particuliers deviennent actionnaires.

FÉVRIER

3. – Quatre décrets instituant la fonction de maître-directeur dans les écoles primaires sont publiés au *Journal officiel* malgré l'hostilité des instituteurs.

11. – M. Marceau Long est nommé vice-président du Conseil d'Etat.

11. – Les banques renoncent à la tarification des chèques, prévue pour le 1er avril.

21. – Les quatre principaux responsables d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, sont arrêtés dans une ferme isolée, à Vitry-aux-Loges (Loiret).

23. – La CNCL attribue la 5 à la société formée par MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi et TV 6, qui devient M 6 dès le 1er mars, à la société Métropole TV, constituée par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et la Lyonnaise des eaux.

24. – Mme Michèle Barzach présente un programme de lutte contre le SIDA, qui a été déclaré *« grande cause nationale »* pour 1987.

28. – La cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats professionnels, condamne Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), à la réclusion criminelle à perpétuité.

MARS

4. – M. Mitterrand, au cours du conseil des ministres, juge d'un *« réel intérêt »* les propositions de M. Gorbatchev sur le retrait des euromissiles, affirmant qu'elles sont *« conformes à l'intérêt de la France et de la paix »*. M. Chirac exprime son accord avec cette déclaration, alors que M. Giraud, ministre de la défense, comme M. Raymond Barre et une partie de l'UDF, aurait souhaité que la France adopte une position plus critique.

9. – Renault annonce son repli du continent nord-américain : Chrysler va racheter AMC, filiale américaine à 46 % de Renault.

15. – Trente mille personnes manifestent à Paris contre le projet de réforme du code de la nationalité. M. Chalandon a annoncé, le 12, qu'une réflexion sur ce thème allait être menée par une « commission de sages ». Composée de seize membres et présidée par M. Marceau Long, elle entrera en fonction le 22 juin.

21. – Un *« réseau terroriste »*, lié à l'Iran, est démantelé par la DST. Huit personnes sont arrêtées et huit autres le seront en avril. Elles sont soupçonnées d'avoir constitué un réseau logistique qui aurait été utilisé par des poseurs de bombes venus du Liban pour les attentats parisiens de septembre 1986.

22. – Les élections régionales, organisées en Haute-Corse après l'annulation par le Conseil d'Etat, le 16 janvier, du scrutin du 16 mars 1986, permettent aux partis de droite de devenir majoritaires (31 sièges sur 61) à l'Assemblée de Corse.

22. – La manifestation organisée par la CGT pour la défense de la Sécurité sociale rassemble près de deux cent mille personnes à Paris.

24. – Signature du contrat prévoyant la création à Marne-la-Vallée d'Eurodisneyland, le plus grand parc de loisirs européen.

25. – Pour le trentième anniversaire du traité de Rome, M. Mitterrand, qui a participé le matin, avec M. Chirac et les membres du gouvernement, à une cérémonie à l'Arc de triomphe, intervient à 20 heures sur les chaînes publiques de télévision : il souhaite *« une Europe dotée d'un pouvoir politique central »* et qui décide *« des moyens de sa sécurité »*.

25. – M. Chirac déclare sur A 2 qu'il *« souhaite poorsuivre »* la politique de redressement qu'il a engagée et *« qui a son point d'aboutissement en 1992-1993 »*. Il refuse d'envisager une *« relance »*, mais annonce qu'une partie des fonds des privatisations sera utilisée pour les autoroutes, le TGV, la recherche et les industries de pointe.

29. – M. Mitterrand, invité de « 7 sur 7 », sur TF 1, commente un an d'actualité. Sur l'élection présidentielle, il déclare : *« Je n'ai pas l'intention de me présenter... J'aviserai. »*

AVRIL

3. – Une fuite de sodium non radioactif est détectée dans le « barillet » du réacteur surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère).

3-5. – Congrès du PS à Lille sous le signe de l'unité et de l'ancrage à gauche du parti.

4. – La CNCL choisit le groupe mené par M. Francis Bouygues plutôt que celui mené par Hachette afin d'acquérir 50 % du capital de TF 1 pour 3 milliards de francs.

7. – M. Chirac obtient la confiance des députés par 294 voix contre 282. Dans sa déclaration de politique générale, il a lancé un ferme appel à la solidarité de la majorité.

7. – M. Chalandon annonce, devant le Sénat, que la construction d'ici à 1989 de quinze mille places supplémentaires de prison sera financée par l'Etat et non par le secteur privé, comme il l'avait recommandé. La loi sur les prisons sera définitivement votée le 11 juin.

7. – M. Giscard d'Estaing est élu président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

7. – Ali Mecili, avocat proche de l'opposition algérienne, est assassiné à Paris.

13. – M. Chirac annonce la construction en dix ans de 2 730 kilomètres d'autoroutes.

26. – M. Le Pen annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Il a achevé une campagne anti-immigrés par un rassemblement à Paris, le 2, qui a réuni dix mille personnes au Zénith, et un défilé dans les rues de Marseille, le 4, auquel près de vingt mille personnes ont participé.

28. – M. Jean Mattéoli est élu président du Conseil économique et social.

MAI

7. – La loi de programmation militaire 1987-1991 est votée sans modification par le Sénat. Comme à l'Assemblée nationale, le 10 avril, seul le PC a refusé de s'associer au consensus sur la défense.

7. – Succès de la privatisation du Crédit commercial de France (CCF), avec 1,65 million de souscripteurs.

19. – M. Chirac demande aux membres de son gouvernement réunis à Matignon de s'en tenir à *« la solidarité de la majorité et du gouvernement »* ou, sinon, de renoncer à leurs fonctions. Une polémique au sein de la majorité avait suivi la publication, dans *le Monde* du 15, d'un article de M. Michel Noir, ministre (RPR) du commerce extérieur, affirmant qu'il fallait *« s'opposer à la propagation des idées »* de l'extrême droite, même au risque de perdre les élections.

20. – Le comité central du PCF approuve la désignation de M. André Lajoinie comme candidat du parti à l'élection présidentielle.

23. – Succès de la privatisation de la CGE, avec 2,24 millions de souscripteurs.

23-24. – Assises nationales du RPR à Paris : M. Chirac condamne, à propos de l'extrême droite, les *« exclusions fondées sur le rejet de l'autre »*.

29. – Des *« mesures d'urgence »* sont annoncées en faveur de la Sécurité sociale.

JUIN

2. – La loi sur l'épargne-retraite est définitivement votée.

3. – La demande de comparution de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, devant la Haute Cour pour l'affaire du Carrefour du développement est jugée recevable par le bureau de l'Assemblée nationale. En revanche, la demande concernant M. Charles Pasqua à propos du « vrai-faux » passeport délivré par la DST à Yves Chalier, déposée le 2 par les socialistes, est repoussée le 10.

3. – Moët-Hennessy et Louis Vuitton annoncent leur fusion.

7. – M. Chirac considère comme close une polémique publique qui l'a opposé à M. Léotard. Celui-ci avait refusé le 6 de choisir entre *« ses fonctions ministérielles »* et son *« rôle militant »*, comme le lui avait demandé le 2 M. Chirac.

13. – Les frères Jacques et Pierre Chaumet, propriétaires de la joaillerie Chaumet qui a déposé son bilan le 10, sont écroués après la découverte d'un « trou » de 2 milliards de francs. Ils seront remis en liberté le 11 décembre, après avoir été inculpés d'« exercice illégal de la profession de banquier ».

17. – L'assassinat à Ajaccio de *Jean-Paul Lafay, vétérinaire anti-*indépendantiste de Corte, est attribué à l'ex-FLNC.

18. – Georges Duby et André Frossard sont élus à l'Académie française.

27. – La loi sur la prévention et la lutte contre le chômage de longue durée est définitivement votée.

27. – La privatisation de la Société générale, la première d'une entreprise nationalisée en 1945 par de Gaulle, est un succès, avec 2,3 millions de souscripteurs.

30. – La loi renforçant la lutte contre l'alcool au volant est définitivement votée.

JUILLET

2. – Hachette prend le contrôle du *Provençal* de Marseille.

4. – La cour d'assises du Rhône, qui jugeait depuis le 11 mai Klaus Barbie, condamne l'ancien officier SS à la réclusion criminelle à perpétuité pour des crimes contre l'humanité commis à Lyon en 1943 et 1944.

7. – La loi sur l'indemnisation des rapatriés est définitivement votée par le Parlement.

10. – 415 741 personnes acquièrent 40 % du capital de TF1.

12. – La victoire, au second tour de l'élection municipale de Grasse, de M. Hervé de Fontmichel, maire sortant UDF, à la tête d'une liste comprenant six membres du Front national, relance la polémique au sein de la majorité sur les accords électoraux avec l'extrême droite.

12-19. – Des détenus protestent contre leurs mauvaises conditions de détention, en particulier à Fleury-Mérogis, le 14, et à Marseille, le 16.

14. – M. Mitterrand, interrogé sur TF1 en direct de l'Elysée, déclare vouloir *« préserver l'esprit public de l'intolérance »*, affirmant à propos de l'extrême droite qu' *« un certain nombre de pensées politiques sont menaçantes pour la République »*.

14. – Un camping est ravagé par un torrent de boue au Grand-Bornand (Haute-Savoie) : 23 personnes sont tuées.

15. – Dissolution du groupe indépendantiste basque Iparretarrak, responsable depuis 1973 d'une soixantaine d'attentats au Pays basque français.

21. – Arrestation de quatre militants indépendantistes guadeloupéens, dont Luc Reinette, chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC).

22. – Le groupe nationalisé Thomson conclut avec le groupe américain General Electric un accord qui prévoit le rachat par Thomson de la division d'électronique grand public de General Electric et la cession à ce dernier, en échange, de la Compagne générale de radiologie (CGR), spécialisée dans l'électronique médicale.

27. – Sir James Goldsmith vend à la Compagnie générale d'électricité l'essentiel de ses parts dans la Générale occidentale, qui contrôle *l'Express*.

28. – Le Conseil constitutionnel, saisi par des députés socialistes de la loi portant diverses mesures d'ordre social, votée le 30 juin, déclare non conforme à la Constitution l'extension à tous les agents des services publics de la retenue minimale d'un « trentième indivisible » du salaire en cas de grève courte. La loi, publiée au *Journal officiel* du 31, ne s'applique plus qu'aux fonctionnaires de l'Etat. Restent donc concernés les contrôleurs aériens, en grève depuis quinze semaines, mais ils concluent le 31 avec le ministre des transports un accord qui leur donne en partie satisfaction.

AOUT

4. – Un gendarme est tué et trois autres blessés en Corse dans un attentat revendiqué le 5 par l'ex-FLNC.

19. – M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, atteint le niveau record de 70 % d'opinions favorables à l'issue de son « Heure de vérité », sur Antenne 2.

25. – Un gendarme est tué et un autre blessé lors d'un contrôle routier à Port-Maguide (Landes). Le meurtrier, qui serait Philippe Bidart, chef présumé du mouvement autonomiste basque Iparretarrak, réussit à prendre la fuite.

26. – La liste définitive des quarante-cinq radios privées autorisées à émettre à Paris sur la bande FM est rendue publique par la CNCL.

29. – Cent vingt mille personnes assistent au concert de Madonna au parc de Sceaux.

SEPTEMBRE

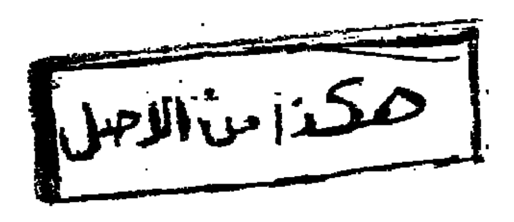
4. – M. Barre affirme, devant les jeunes centristes réunis à Hourtin (Gironde) *« J'aurai besoin de vous dans les mois à venir. »* Sans citer le RPR, il dénonce *« les appareils, les quadrillages, les verrouillages, l'argent »* et avertit que, dans la majorité, *« la loyauté sera réciproque ou ne sera pas »*.

13. – En Nouvelle-Calédonie, les « loyalistes » remportent un net succès au référendum d'autodétermination. Malgré les consignes de boycottage des indépendantistes, 59,10 % des électeurs participent au scrutin et votent à 98,30 % pour le maintien du territoire dans la République. Le 17, M. Chirac se rend à Nouméa, où il lance un appel au dialogue et présente un nouveau projet de statut d'autonomie interne, tandis que M. Mitterrand affirme sur TF 1 que *« cela risque d'être dramatique »* si le nouveau statut *« perpétue les inégalités de type colonial »*.

(Lire la suite page 10.)


SIPA-PRESS

11 mai : début du procès de Klaus Barbie à Lyon.



1987 dans le monde

La crise franco-iranienne et les otages du Liban

Le 17 juillet, les relations diplomatiques entre la France et l'Iran sont rompues, après la tension créée par l'affaire Gordji. M. Wahid Gordji, qui faisait fonction de numéro deux à l'ambassade d'Iran à Paris sans avoir le statut de diplomate, et dont le juge Boulouque, chargé de plusieurs dossiers de terrorisme, avait demandé, le 3 juin, l'audition, reste enfermé dans l'ambassade d'Iran à Paris, cernée par la police depuis la fin juin. Une quarantaine d'autres Iraniens s'y trouvent bloqués, de même qu'une dizaine de Français à l'ambassade de France à Téhéran.

A la fin de novembre, cette « guerre des ambassades » se dénoue : le 27, deux des cinq otages français détenus au Liban, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque, enlevés en mars 1986 et janvier 1987, sont libérés à Beyrouth-Ouest. Ils arrivent le 28 à Paris, où ils sont accueillis par M. Chirac, qui lie la normalisation complète des relations franco-iraniennes à une libération de tous les otages. Le 29, M. Gordji se rend au Palais de justice de Paris : il y est entendu par le juge Boulouque, qui estime qu'il n'y a *« pas de charges devant entraîner son inculpation »*. Aussitôt conduit au Bourget, il s'envole pour Karachi, où il est échangé, le 30, contre M. Paul Torri, consul de France à Téhéran, accusé d'espionnage, qui a été entendu par la justice islamique avant de quitter la capitale iranienne. Les tractations menées par le gouvernement français pour obtenir la libération des otages sont critiquées à Londres et à Washington.

Le 8 décembre, l'expulsion de France d'une vingtaine d'opposants iraniens, dont plusieurs ont le statut de réfugié, suscite de vives protestations.



28 novembre : Charles Pasqua accueille à Orly Jean-Louis Normandin et Roger Auque (absent sur la photo).

FRANCE

(Suite de la page 9.)

13. – M. Le Pen déclare sur RTL que l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis *« est un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale »*. Ces propos suscitent une indignation générale et relancent la polémique autour des accords régionaux ou locaux conclus par la majorité avec le Front national.

16. – Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1988, qui prévoit 31,8 milliards de francs de réductions d'impôts : 10,3 milliards pour les particuliers, 6,9 milliards de baisse de TVA (auto, moto, disque, attractions foraines) et 14,5 milliards pour les entreprises. M. Mitterrand prend la parole pour s'inquiéter *« du taux d'inflation prévisible pour 1987* (3,4 % au lieu de 2,1 % en 1986) *et du grave déficit du commerce extérieur »*, qui pourrait s'élever à 35 milliards de francs contre 500 millions en 1986.

21. – M. Mitterrand critique, dans *le Point*, la CNCL, affirmant qu'elle n'a *« rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer (...) le respect »*.

24. – M. Balladur annonce l'accélération du rythme des privatisations et réplique aux critiques, émises par les socialistes mais aussi par certains proches de M. Barre sur la composition des « noyaux durs » d'actionnaires stables, jugés proches du RPR.

OCTOBRE

5. – Les cendres de René Cassin sont transférées au Panthéon.

8. – L'Assemblée nationale vote le renvoi de M. Nucci devant la Haute Cour de justice, par 340 voix (RPR, UDF, FN, PC) contre 211 (PS). Le Sénat ayant fait de même le 10 décembre, la commission d'instruction de la Cour de cassation est ensuite saisie.

9-10. – De vifs incidents ont lieu à l'Assemblée nationale au cours de l'examen du projet de loi contre le trafic des stupéfiants, en raison de l'obstruction et des violences verbales des députés FN pour dénoncer l'absentéisme des élus de la majorité.

12. – *Le Monde* révèle que M. Chalandon possédait un compte courant rémunéré à la joaillerie Chaumet. Bien qu'il confirme cette information dans plusieurs entretiens à la presse, M. Chalandon porte plainte en diffamation, le 28, contre *le Monde*.

12. – M. Pierre Juquin, chef de file des rénovateurs communistes, annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Son exclusion du PC, le 14, est suivie d'autres exclusions de rénovateurs.

15-16. – La Bretagne et la Normandie sont frappées par une très violente tempête qui provoque des dégâts évalués à plus de 10 milliards de francs.

17. – Succès de la privatisation de Suez, avec 1,6 million de souscripteurs. Mais la première cotation de l'action, reportée du 29 octobre au 9 novembre en raison de la chute de la Bourse, s'établira 17,6 % au-dessous du prix de l'offre de vente.

20. – Les six « sages » nommés le 14 avril remettent à M. Chirac leur rapport sur la Sécurité sociale. Il sert de base aux débats des Journées nationales des « états généraux » de la Sécurité sociale réunis à Paris les 12 et 13 novembre.

21. – M. Balladur annonce le report de la privatisation de Matra. De même, le 12 novembre, l'indice CAC de la Bourse de Paris ayant perdu plus de 30 % en cinq semaines, il renverra à 1988 la privatisation de l'UAP.

23. – Le centre de Papeete (Polynésie française) est ravagé par une émeute après des affrontements entre dockers en grève et forces de l'ordre. L'état d'urgence décrété le 24 sera levé le 5 novembre.

27. – M. Chirac se déclare *« raisonnablement optimiste »* face à la crise boursière, qualifiée de *« conjoncturelle et accidentelle »*, alors que M. Mitterrand et M. Barre évoquent le risque d'une *« récession »*.

27. – M. Michel Droit, membre de la CNCL, est inculpé de forfaiture par le juge Grellier, chargé de l'enquête sur les conditions d'autorisation des radios privées parisiennes, après la plainte d'une radio évincée.

NOVEMBRE

4. – A propos du nouveau projet de statut de la Nouvelle-Calédonie adopté en conseil des ministres, M. Mitterrand s'inquiète de *« mesures discutables »* qui pourraient *« devenir vite intolérables pour une large fraction de la population »*.

4. – Le général Maurice Schmitt est nommé chef d'état-major des armées. Il succède, le 16, au général Jean Saulnier.

4. – Cinq Irlandais sont inculpés à Paris par le juge Bruguière, spécialisé dans la lutte antiterroriste, après la saisie, le 30 octobre, au large de l'île de Batz, à bord de *Eksund II*, un cargo panaméen, de près de 200 tonnes d'armes et de munitions qui proviendraient de Libye et seraient destinées à l'IRA.

12-13. – Les détenus de la centrale de Saint-Maur (Indre) se révoltent et mettent à sac la prison.

16. – M. Mitterrand s'explique longuement sur RTL sur l'affaire Luchaire, qui suscite depuis deux semaines une vaste polémique politique, après des révélations dans la presse affirmant que le PS aurait touché des commissions sur les ventes illicites de munitions à l'Iran par la société Luchaire entre 1983 et 1985. Après avoir plaidé l'ignorance à propos de ce trafic et dénoncé les *« exploiteurs de scandales »*, il presse le gouvernement de présenter un projet de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales qui pourrait être examiné par le Parlement lors d'une session extraordinaire en janvier. M. Chirac accepte et réunit à Matignon, les 26 novembre et 9 décembre, les chefs des cinq grands partis afin d'établir *« les points de convergence »* sur ce sujet.

27. – Max Frérot, dernier responsable d'Action directe encore en fuite, est arrêté à Lyon.

30. – M. Mitterrand inaugure l'Institut du monde arabe à Paris.

DÉCEMBRE

2-3. – Deux dirigeants du PS du Rhône sont inculpés à Lyon après la découverte de fausses factures pour financer partiellement la campagne du PS dans le département lors des législatives de mars 1986.

2-4. – Unanimité autour de M. Marchais au vingt-sixième congrès du PCF à Saint-Ouen.

4. – M. Chirac obtient la confiance des députés par 295 voix contre 282. Dans sa déclaration de politique générale, il a annoncé, le 3, des mesures limitées en faveur de la Sécurité sociale.

6. – M. Le Pen, empêché d'atterrir à la Martinique par des manifestants hostiles, regagne Paris après avoir refusé de débarquer en Guadeloupe.

8. – La loi prévoyant la mutualisation du Crédit agricole est définitivement votée. Les socialistes saisissent le Conseil constitutionnel.

9. – Les élections prud'homales sont marquées par une forte abstention (54 % des salariés), une stabilité de la CGT, de la CFDT et de la CFTC, un progrès de FO et un recul de la CGC.

10. – La Cour de cassation dessaisit le juge Grellier du dossier concernant M. Michel Droit, qui, après avoir été inculpé le 27 octobre de forfaiture, avait déposé contre M. Grellier une requête en suspicion légitime.

12. – La discussion du projet de transformation du statut de Renault en société anonyme est ralentie par l'obstruction des députés communistes. Après le refus de M. Mitterrand de l'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire de janvier, M. Chirac se résout à reporter *« au printemps »* l'examen de ce texte.

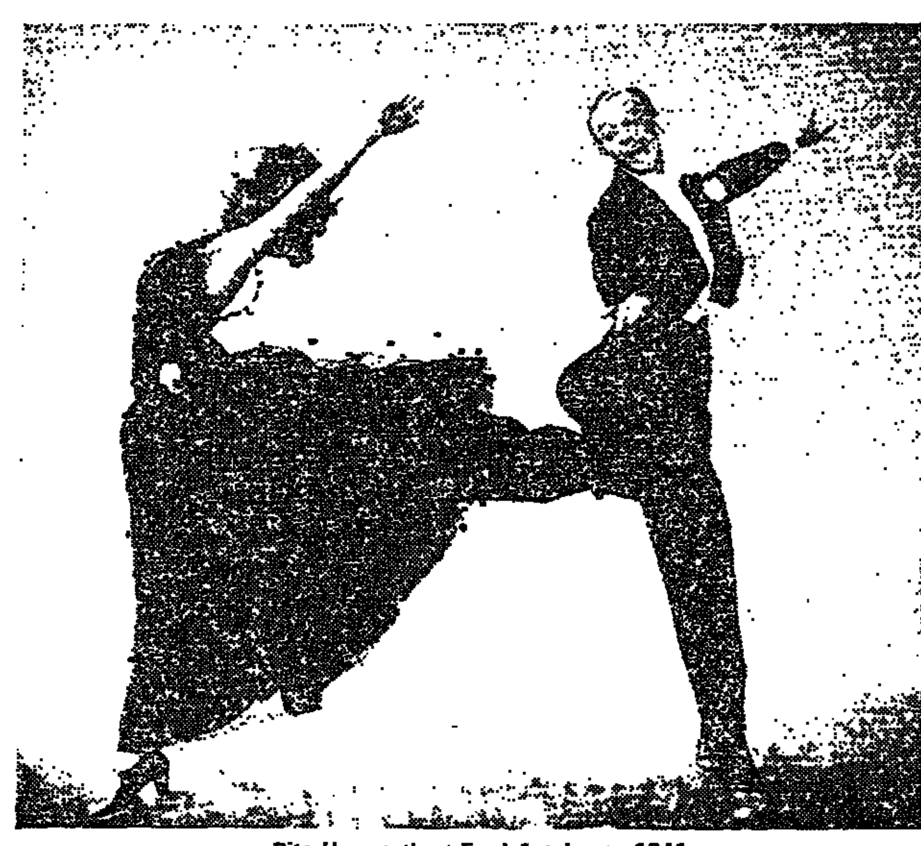
19-20. – Seize lois sont définitivement votées, dont les textes concernant le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie, la réforme de l'instruction judiciaire et celle de la Bourse. Une session extraordinaire permet l'adoption, les 22 et 23, de onze autres textes de loi.

22. – Des informations sur des détournements d'armes françaises vers l'Iran après mars 1986 sont publiées par *le Monde*, puis, le 23, par *le Matin*, alors que, dans l'affaire Luchaire, sont inculpés deux dirigeants de la société et un ancien chargé de mission de M. Hernu.

30. – Le patronat et les syndicats, sauf la CGT, concluent un accord sur la nouvelle convention d'assurance-chômage. Le gouvernement, qui s'est engagé à soutenir les efforts financiers des partenaires sociaux, obtient que l'UNEDIC participe à l'effort pour le reclassement et la formation des demandeurs d'emploi.

31. – M. Mitterrand déclare compter *« pendant les mois qui viennent »* sur la *« confiance »* des Français, à qui il présente ses vœux.

Les personnalités disparues



Rita Hayworth et Fred Astaire en 1941 dans *L'amour vient en dansant*, de Sidney Lanfield.

JANVIER

14. – Douglas Sirk, cinéaste américain.
31. – Yves Allégret, cinéaste.

FÉVRIER

4. – Carl Rogers, psychologue américain.
5. – Michel Baroin, PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires et de la FNAC.
22. – Andy Warhol, artiste américain.

MARS

1er. – Bertrand de Jouvenel, économiste et homme de lettres.
3. – Danny Kaye, acteur américain.
19. – Louis de Broglie, de l'Académie française.
27. – Eugen Jochum, chef d'orchestre allemand.

AVRIL

2. – Henri Cochet, ancien champion de tennis.
6. – Jean-Baptiste Doumeng, fondateur d'Interagra, spécialisé dans le commerce agro-alimentaire avec les pays de l'Est.
11. – Erskine Caldwell, écrivain américain.
11. – Primo Levi, écrivain italien.
28. – Robert Favre Le Bret, qui avait dirigé le Festival de Cannes de 1947 à 1984.

MAI

3. – Dalida, chanteuse.
15. – Rita Hayworth, actrice américaine.
17. – Gunnar Myrdal, Prix Nobel d'économie 1974.
29. – Jean Delay, de l'Académie française.

JUIN

2. – François Perroux, économiste.
3. – Andrès Segovia, guitariste espagnol.
19. – Michel de Saint-Pierre, écrivain.
22. – Fred Astaire, acteur et danseur américain.

JUILLET

3. – Hubert Juin, écrivain et critique.
5. – Pierre Marcilhacy, membre du Conseil constitutionnel.
17. – Gabriel Ventejol, président du Conseil économique et social de 1974 à avril 1987.
18. – Gilberto Freyre, écrivain et sociologue brésilien.
26. – Toufik El Hakim, écrivain égyptien.

AOUT

6. – Léon Noël, premier président du Conseil constitutionnel de 1959 à 1965.
7. – Camille Chamoun, président de la République du Liban de 1952 à 1958.
17. – Rudolph Hess, ancien dauphin de Hitler. Il se suicide à la prison de Spandau, à Berlin-Ouest, où il était enfermé depuis 1946.
23. – Didier Pironi, ancien champion de formule 1, tué ainsi que deux de ses coéquipiers dans un accident de bateau lors d'une course de vitesse au large de l'île de Wight.
28. – John Huston, cinéaste américain.
29. – Lee Marvin, acteur américain.

SEPTEMBRE

13. – Mervyn Le Roy, cinéaste américain.
19. – Einar Gerhardsen, premier ministre norvégien de 1945 à 1951 et de 1955 à 1965.
23. – Bob Fosse, chorégraphe, metteur en scène et cinéaste américain.

OCTOBRE

3. – Jean Anouilh, écrivain et dramaturge.
22. – Lino Ventura, acteur.
27. – Jean Hélion, peintre.
27. – André Masson, peintre.

NOVEMBRE

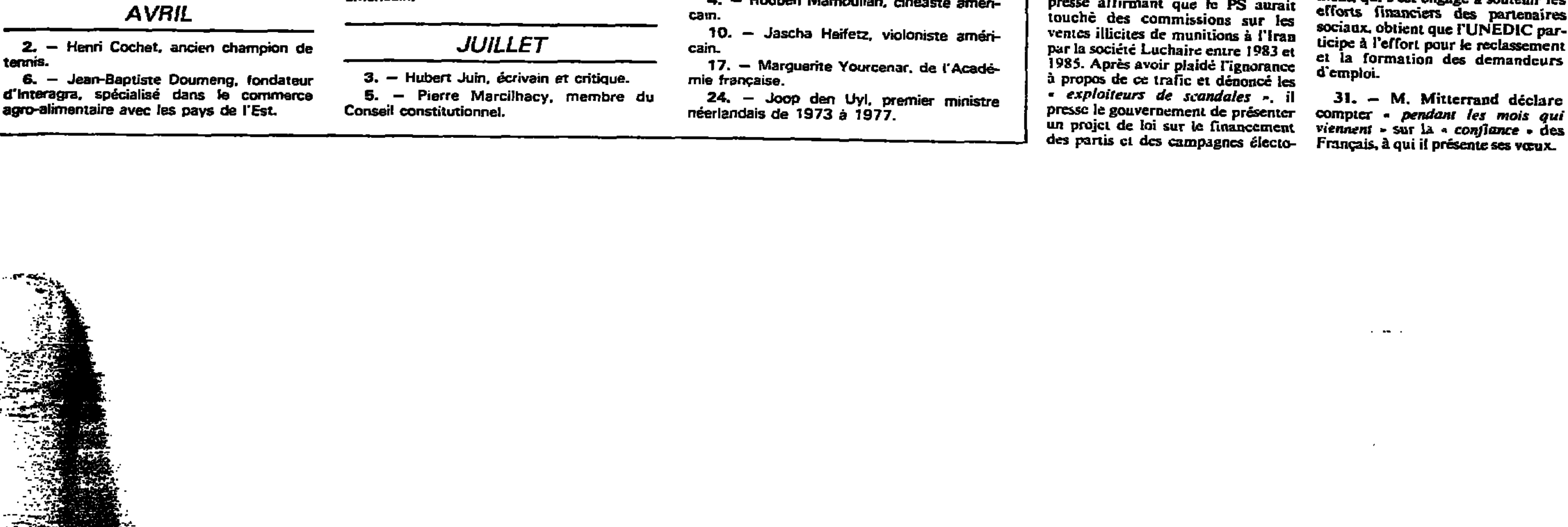
1er. – René Lévesque, premier ministre du Québec de 1976 à 1985.
3. – André Roussin, de l'Académie française.
4. – Pierre Seghers, poète et éditeur.
5. – Georges Franju, cinéaste.
18. – Jacques Anquetil, ancien champion cycliste.
30. – James Baldwin, écrivain américain.

DÉCEMBRE

4. – Rouben Mamoulian, cinéaste américain.
10. – Jascha Haifetz, violoniste américain.
17. – Marguerite Yourcenar, de l'Académie française.
24. – Joop den Uyl, premier ministre néerlandais de 1973 à 1977.







« Cry Freedom » et « Sarafina »

Folies sud-africaines à New-York

Télévision, cinéma, disques, théâtres, l'Afrique du Sud a frappé fort cette année à New-York. Pas forcément dans le même ordre, mais avec la même intensité.

L'affaire commence avec Paul Simon. En 1984, un ami lui fait écouter une cassette de « Mbaqanga » dit également « township jive », la musique des rues de Soweto. Il décide d'aller sur place, d'enregistrer avec les mêmes musiciens auxquels se joindra Joseph Shabalala, leader du groupe Ladysmith Black Mombazo. A la fin de 1986, sort l'album : *Graceland*. Fin 1987, une vidéo *Graceland Concert*, avec Paul Simon, Miriam Makeba et le trompettiste Hugh Masekela passe à la télévision.

Pendant ce temps – début 1986 – on annonçait trois projets sur le leader noir Nelson Mandela et sa femme Winnie. HBO prend tout le monde de vitesse et diffuse l'été dernier *Mandela*, avec Danny Glover – partenaire de Mel Gibson dans *l'Arme fatale*, comédien shakespearien et animal politique. Nelson Mandela est son héros depuis vingt ans, et il milite dans le comité de libération de l'Afrique. En dehors de cette fiction, plusieurs documentaires ont été réalisés. Il y a eu les *Enfants de l'apartheid*, tourné par Walter Cronkite sans autorisation du gouvernement sud-africain. Une intrigante enquête à laquelle participent la fille de Nelson Mandela et celle du président Botha, toutes deux âgées de vingt-sept ans. « *C'est peut-être un cliché,* déclare Walter Cronkite, *mais les enfants représentent l'avenir. Même si, à notre consternation, ils reproduisent le plus souvent l'attitude de leurs parents, des signes de changement sont déjà perceptibles.* »


BRIGITTE LACOMBE

Autre documentaire : *Classified People*. Toutes les classifications raciales réunies dans une même famille. Couple central : Robert (quatre-vingt-onze ans) et Doris (soixante et onze ans). Le père de Robert était noir, sa mère allemande. Il est donc classé « couleur », dénomination réservée aux métis. Il a fait la première guerre mondiale en Europe et épousé une Française, dont il a eu cinq enfants, tous classés « blancs ». Sa seconde femme, Doris est noire. Les enfants rendent souvent visite à leurs parents, qui ne peuvent pas aller les voir, car ils vivent dans un quartier blanc, et ça les gênerait vis-à-vis des voisins.

De son côté, la PBS vient d'entreprendre la diffusion de treize émissions sur l'histoire de l'apartheid. *Mais les deux gros morceaux restent* au cinéma *Cry Freedom*, de Richard Attenborough, et au théâtre un spectacle musical *Sarafina*.

Cry Freedom raconte l'amitié du leader noir Steve Biko (interprété par Denzel Washington), mort il y a dix ans, pour le journaliste blanc Donald Woods, ancien rédacteur en chef du *Daily Dispatch*, quotidien libéral de Johannesburg. Woods s'est opposé à Biko jusqu'à ce qu'il le rencontre, devienne peu à peu son ami, et entre dans l'activisme anti-apartheid. Après avoir révélé dans son journal comment était mort Steve Biko, il a été banni : mis en résidence surveillée, avec interdiction de rencontrer, même chez lui, plus d'une personne.

Sir Richard Attenborough fait de Biko un saint – comme il l'avait fait pour Ghandi. Il accorde moins de place à la protestation des Noirs, qu'au libéralisme des Blancs. Il s'est justifié en disant qu'un film entièrement consacré à un activiste politique noir n'intéresserait que les convaincus. Son but est plus ambitieux : de même que Biko a changé la vie de Donald Woods, il souhaite que *Cry Freedom* change la mentalité du public le plus large. Quant à Donald Woods, il espère que le message du film contribuera à renverser le régime de l'apartheid !

Cry Freedom doit être présenté *en Afrique du Sud en version intégrale*. Déjà les chansonniers locaux viennent de créer au Market Theater – spécialisé dans la critique de l'apartheid – une revue : *Cry Freemandela, the Movie* dont les têtes de Turc sont Sir Richard Attenborough et David Woods.

Mais l'événement le plus important est sans doute le spectacle musical – donné au Lincoln Center – *Sarafina*, créé au Market Theatre de Johannesburg en juin dernier, qui restitue avec exubérance et une vulnérable innocence les manifestations au cours desquelles des centaines d'enfants ont été pourchassés et abattus par les militaires et policiers blancs.

L'orchestre est sur scène. Les musiciens, en uniforme, sont *installés sur un tank, derrière un grillage* et des barbelés. De temps en temps, ils abandonnent leurs instruments, sortent de leur cage, incarnent les policiers, les officiels, les soldats, blancs comme noirs. L'apartheid dresse aussi Noirs contre Noirs.

Le cadre du spectacle est la Morris Isaacson High School, d'où est partie la contestation estudiantine de Soweto. *Sarafina* suit un groupe d'élèves au long d'une année scolaire – les cours, les jeux, mais aussi les emprisonnements arbitraires, les manifestations, les intrusions des militaires dans les salles de classe... Le fil de l'intrigue est juste un prétexte : les étudiants veulent préparer leur spectacle de fin d'année sur la tragédie de Soweto.

La troupe se compose de trente-quatre personnes. Onze filles d'environ quinze ans, neuf garçons plus près de vingt ans, choisis parmi sept cent cinquante candidats, plus quelques adultes et un orchestre de sept musiciens.

Les comédiens-chanteurs-danseurs sont des écoliers des townships aux environs de Durban, ville natale de Mbongeni Ngema, coauteur avec Hugh Masekela de *Sarafina*. Il est également coauteur de *Wosa Albert* et *Asinamalo*, spectacle venu il y a deux ans au Lincoln Center et programmé à la télévision. Hugh Masekela, ex-mari de Miriam Makeba, vit aujourd'hui à Londres mais n'a pas perdu ses liens avec la musique africaine. Sa chanson *Bring Him Back Home* – qui figure dans son dernier album – monte rapidement au hit-parade. Quant au spectacle lui-même, le succès est tel qu'il quitte le Lincoln Center le 4 janvier pour reprendre le 19 sur Broadway, au Cort Theatre. La troupe partira ensuite pour Londres, première étape d'une tournée européenne.

HENRI BÉHAR.

ARTS

Au Musée des beaux-arts de Dijon

Alphonse Legros, peintre anglais

Quelques demi-succès à Paris, vers 1860, un triomphe de trente ans à Londres ensuite : Legros fut un émigré heureux.

« *MM. Manet et Legros unissent à un goût décidé pour la réalité, la réalité moderne – ce qui est déjà un bon symptôme, – cette imagination vive et ample, sensible, audacieuse, sans laquelle, il faut bien le dire, toutes les meilleurs facultés ne sont que des serviteurs sans maîtres, des agents sans gouvernement.* » La phrase est de Baudelaire, en 1862, et de ces éloges qui nuisent à ceux qu'ils célèbrent, l'histoire n'ayant retenu que l'ordre des préférences – Manet, puis Legros – et l'emploi d'un mot, réalité moderne. Donc, Alphonse Legros, né en 1837 à Dijon, auteur de l'*Ex-voto* de Dijon, serait un réaliste dans la manière d'Edouard Manet, dont il fit de surcroît un bon portait. Autant dire un intéressant suiveur.

Et l'on cite encore Baudelaire, comparant les Legros « *aux plus solides compositions espagnoles* », de manière à inclure le Bourguignon dans l'espagnolisme français. Le cas serait d'une rassurante clarté : l'un des inventeurs du réalisme Second Empire, inspiré par Courbet, Legros *aurait une décennie* héroïque avant de s'expatrier à Londres en 1863 et d'y mener une vie paisible de professeur et d'artiste officiel, touchant enfin les bénéfices de ses combats de jeune peintre de la bohème parisienne. On ajouterait pour l'anecdote qu'il épousa sa voisine, une miss Hodgson, et fut *naturalisé* anglais en 1880, et ce serait tout.

Par malheur, cette narration n'explique pas grand-chose : ni le triomphe de Legros à Londres, ni son départ de *Paris, ni les équivoques* de sa peinture. Ni pourquoi, alors que Baudelaire voyait de l'Espagne dans ses tableaux religieux, Huysmans, qui n'était pas aveugle cependant, y voyait lui une « *œuvre forte et sobre, (paraissant) exécutée par un peintre graveur de l'école d'Albert Dürer ?* ». Ribera ou Dürer ? Ou les deux ensemble ? Et tout cela pour un peintre de la « réalité moderne » ? Il fallait assurément une rétrospective, la première depuis trente ans, et aussi exhaustive que possible, pour mettre un peu d'ordre dans ces incertitudes. C'est le grand mérite de l'exposition de Dijon, aussi sobre qu'un Legros, aussi sévère et aussi surprenante.

Elle rappelle quelques vérités précieuses. La première est banale, et souvent négligée. C'est que le réalisme, naturellement, n'existe pas. Legros, tout comme Courbet ou Manet, n'atteint le quotidien qu'à travers réminiscences et réemplois. Son célèbre *Ex-voto*, où un groupe de femmes se recueille devant un crucifix au coin d'un bois (à l'origine, *il y avait un cercueil au lieu du* crucifix, mais Legros l'ôta pour ne pas effaroucher au Salon), est d'un admirateur de Franz Hals. Il y a de l'Espagne dans la *Vocation de saint François*, dans ses bistres et ses bruns. Que Legros figure des dévotes ou le clergé de son temps, du Second Empire, peut-être. Mais il semble moins sensible à leurs particularités qu'aux ressemblances qui les lient aux régentes de Haarlem ou aux saints de Zurbaran. Plus que de naturalisme, il s'agit d'un effet de réalisme, fondé sur la reprise d'une esthétique hispano-hollandaise du clair-obscur et du pittoresque qui envahit jusqu'aux portraits, dont ceux de Manet et de Zacharie Astruc et annonce l'aquafortiste ultra-rembranesque que devint Legros dans les années 1870.


Legros : « la Leçon de géographie », peinture à l'huile

Or cet effet de réalisme, s'il se nourrit de dix-septième siècle – et nombre d'œuvres de la période anglaise le rappellent fortement dans les années 1870-1880 – se nourrit aussi volontiers de primitifs allemands. *Revoici Dürer, cher* à Huysmans, et Holbein, et même Cranach : les favoris de Degas et de Bracquemond plus que de Manet. Le premier tableau de Legros *exposé à un Salon, en 1857*, effigie du père de l'artiste, se veut un pur pastiche de Holbein, traits fins et durs, peinture maigre et précise, modelé un peu écrasé. Or ce style, loin de disparaître sous la manière rembranesque, la pervertit progressivement. Les contours percent les ombres, les volumes se détachent et Legros, adepte de cet étrange éclectisme mi-primitivisant mi-« réaliste », invente une peinture roide et sèche, celle de *la Leçon de géographie* de Cologne ou de *la Bénédiction de la mer* du musée de Sheffield. Les couleurs que n'atténue plus le demi-jour s'aigrissent et virent à l'acidulé.

Résultat : Legros se rapproche des préraphaélistes – et donc de Londres. Son succès, il le doit bien plus à ses souvenirs de Holbein – Londonien d'adoption comme lui – qu'à sa réputation parisienne. Il peut ainsi rivaliser de netteté avec Millais ou Hugues, tout en demeurant, en gravure, le disciple de Rembrandt. Cette incohérence ne le gêne pas, il passe d'une inspiration à l'autre avec *une déconcertante souplesse*, alternant les dessins à la pointe de métal du meilleur primitivisme et les lavis vigoureusement hachurés façon Amsterdam années 1650. Du réel, là-dedans, il demeure à peine le goût du paysage et quelques thèmes, bûcherons ou pauvres dans la campagne. *Bûcherons et miséreux* de quel siècle ? Peu importe à Legros, dont l'originalité est d'employer à la fois deux manières hostiles, et de se risquer à les combiner, quoique avec des bonheurs changeants. Mi-français mi-anglais, frotté d'espagnolisme, d'art rhénan et de préraphaélisme, *réaliste dit-on*, illustrateur de Poe à l'occasion, auteur de médailles aussi bien, Legros valait bien une résurrection : peu d'artistes ont cultivé plus que lui les charmes de la diversité et du cosmopolitisme esthétique.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée des beaux-arts de Dijon, place de la Sainte-Chapelle, jusqu'au 15 février.

LIVRES

Bertolucci par Bertolucci

La voie royale

Sorti le 25 novembre en France, le Dernier Empereur va atteindre le million d'entrées. Un triomphe pour Bernardo Bertolucci qui semblait en panne d'inspiration. Mais il travaillait, ce qu'il raconte dans un livre d'entretiens.

Bertolucci par Bertolucci, recueil d'entretiens avec Enzo Ungari et Donald Ranvaud, vient d'être publié dans une traduction de Philippe-André Olivier (1). Rien de mieux pour connaître le cinéaste ou refaire connaissance avec lui.

Il évoque ses souvenirs d'enfance, parle – admirablement – de sa conception du cinéma, des influences qu'il a reçues, de ses films, de son évolution, de son univers. Rien que d'habituel, de classique pour des entretiens, direz-vous. Non, il y a un plus. Ungari et Ranvaud savent poser les bonnes questions, mais ces questions, Bertolucci les appelle, les devance parfois. Comme si les entretiens lui servaient de psychanalyse.

Il y avait de cela dans certains films : *Prima della rivoluzione, la Stratégie de l'araignée, Le Conformiste, 1900*, et *la Luna*, miroir à secrets intimes. Cela passait par des fictions. Mais on n'a jamais aussi bien senti, dans un ouvrage de ce genre, le rapport intérieur, exigeant, douloureux même, entre la vie personnelle, les pulsions et la création cinématographique. Il faut *lire lentement, peser certains mots*, certaines confidences. Il n'y a aucun risque de s'ennuyer, et les déclarations de Bertolucci ne suscitent pas une curiosité indécente. Ce ne sont pas non plus les confessions d'un esthète. Simplement, après des années d'expérience du *cinéma, il livre sa vérité à ceux qui* aiment ses films, ou qui pourraient les aimer s'ils ne les ont pas tous vus.

La recherche du père

Ainsi, « Voyage dans la Rome de Pasolini comme si c'était Paris dans un film de Godard » raconte *plus que la genèse du premier* film de Bertolucci (presque inconnu en France) *La commare secca*, que Pasolini devait tourner lui-même après *Accatone*. De scénariste, Bertolucci, a vingt neuf ans, devient réalisateur. Pasolini, à cette époque, n'aimait pas Godard. Il aller changer d'avis. *Pourquoi tout* cela ? Pour Bertolucci, Godard était un modèle et Pasolini un maître affectif auquel, dans *la Luna* de 1979, il rendra un hommage fervent.

La Stratégie de l'araignée, film sur un thème plusieurs fois traité : la recherche du père, fut produit par la RAI. Le chapitre « *Un écran de télé, ce n'est pas le cinéma* », est passionnant comme analyse des rapports cinéma-télé, comme réflexion sur la lumière et les couleurs. « Les longues semailles d'une moisson rouge » est le chapitre des projets impossibles et de *1900*. Comment Bertolucci ne réussit pas à tourner *la Moisson rouge* d'après Dashiell Hammett, comment la carrière de *1900* aux Etats-Unis fut marquée par « une série de refus », comment l'aventure de la production de *1900* ressemble à un roman policier... de Dashiell Hammett.

On n'ira pas jusqu'à dire qu'à la faveur de ce récit, le film prend un autre sens, mais, tout de même, il *rend compte d'une volonté* de Bertolucci – une ambition ? – de devenir un cinéaste international. On apprend également des tas de choses sur *le Dernier Tango à Paris*, sur *la Luna* et, forcément, en suivant le « voyage » de Bertolucci, on se retrouve avec lui dans cette autre aventure extraordinaire : *le Dernier Empereur*.

Pour cette dernière partie, les photos en couleurs sont les plus belles mais, au fil d'une mise en pages originale, l'illustration de l'album (noir et blanc, couleur) fait surgir le portrait du cinéaste depuis ses débuts.

On est fasciné par ce visage, ce caractère en surimpression des images et des mots. C'est que Bertolucci a toujours fait bouger ses fantasmes à travers des alibis sociaux, politiques, voire culturels, au reste admirablement traités. *Avec la Luna, il parla, pour la* première fois, de la mise en scène comme un appel au désir du spectateur. Que tout son cinéma soit, en fait, un art de la séduction, ce recueil d'entretiens le fait apparaître.

Pour en revenir au *Dernier Empereur* on peut être d'autant plus séduit que certaines salles le projettent d'une façon qui amplifie à la fois son aspect de chronique intimiste et sa magnificence spectaculaire ; le Kinopanorama sur écran gigantesque avec relief sonore, le Max Linder, cinéma des grands boulevards rénové (par l'équipe de l'Escurial Panorama, qui a investi dix millions de francs dans sa transformation) sur un écran occupant de mur à mur et du sol *au plafond tout le fond* d'une salle de sept cents places, avec équipement sonore THX (le système inventé par George Lucas).

Au *Max Linder*, le film sollicite les impressions, la sensibilité à l'ambiance des spectateurs, de façons différentes selon qu'ils se trouvent à l'orchestre, à la mezzanine ou au balcon. De toute façon, *le Dernier Empereur* est un film qui, par sa nature même, ne convient pas, ne conviendra pas à une diffusion à la télévision.

Qui pourrait avoir envie de l'attendre, là ?

JACQUES SICLIER.

(1) Editions Calmann-Levy, 304 p. ill., 220 F.

Le « Guide de la musique de piano »

Toute la lyre...

Cent quatre-vingt-cinq compositeurs, plus de deux mille analyses, c'est un vrai trésor qu'ouvre le nouveau Guide de la musique de piano et de clavecin.

Comme celui de la musique symphonique, qui a remporté l'an passé *un succès immédiat, ce livre* s'adresse avant tout au grand public, même aux auditeurs qui ne savent pas lire la musique, en leur permettant de suivre, simplement par l'écoute, le déroulement des partitions, ou en leur donnant au moins, pour les pages de moindre envergure, *l'idée du style et de la signification* des œuvres.

Mais le *Guide du piano* sera aussi pour les pianistes, professionnels et amateurs, un manuel pratique, plein de renseignements et d'incitations. Que de découvertes à faire, non seulement chez Jean-Sébastien Bach, mais aussi chez ses fils Wilhelm-Friedemann, Carl-Philipp et Johann-Christian ; non seulement chez Bartok, mais aussi chez d'Agincourt, d'Anglebert, Chausson, Chostakovitch, Dallapiccola, Enesco et, pourquoi pas ? Alkan, Boëly, Bridge, Carter, Cowell, Cramer, Dussek...

Rien dans cet immense répertoire n'est oublié, et les plus grands sont largement et sérieusement traités, avec toutes les œuvres de Chopin, celles de Liszt ou de Couperin (mais tout de même pas les cinq cent cinquante-cinq *Sonates* de Scarlatti !).

L'équipe des rédacteurs est plus nombreuse que dans l'ouvrage précédent : Adélaïde de Place, Harry Halbreich, Jean-Alexandre Ménétrier et Alain Poirier sont venus rejoindre André Lischke, Marc Vignal et François-René Tranchefort, cheville ouvrière de l'entreprise.

Le langage n'est pas toujours aussi « *simple et concis* » que le souhaitent les auteurs ; comment parler, il est vrai, des œuvres de Boulez, Messiaen ou Stockhausen sans utiliser quelques-uns des termes techniques des compositeurs ? Le lecteur sera amplement dédommagé par le style imagé et enthousiaste de la plupart des commentaires, où vibre le même amour de la musique qui l'a mené vers ce livre. Toute la lyre et ses délires !

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Guide de la musique de piano et de clavecin*, édit. Fayard, coll. « Les indispensables de la musique », 870 pages, 120 F.

● **Le quotidien belge *La Cité* arrête sa parution.** – Organe du mouvement ouvrier chrétien, le quotidien belge francophone d'Anvers *la Cité* a publié le jeudi 31 décembre son dernier numéro. Le président du conseil d'administration, M. Robert d'Hondt, y signait un éditorial reprochant notamment aux « *gouvernements néo-libéraux* » successifs de Belgique de « *n'avoir rien fait pour empêcher les concentrations et d'avoir réduit l'aide à la presse* ». *C'est cette réduction qui constitue*, selon lui, l'une des causes essentielles de la disparition du journal. Ce dernier pourrait cependant réapparaître le 21 janvier avec un rythme hebdomadaire.

Spectacles

théâtre

Les salles à Paris

▷ : Ne sont pas jouées le mercredi.
◇ : Horaires irréguliers.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). Ne reste que l'amour : *20 h 30.*

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Daphnis et Chloé + l'Ile de Tulipatan : 20 h 30, dim. 15 h.

BATACLAN (47-00-30-12). Zouc : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). L'Excès contraire : 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. La Vénus à la fourrure : 20 h 30, dim. 16 h. Les Pragmatistes : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-96-12-27). La Revue Paris-Gipsy (Festival d'automne à Paris) : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Les Dindons de la farce tranquille : 19 h 30 et 21 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Mon Faust : 20 h 45, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation : 20 h 30, *dim. 15 h 30.*

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). *Salle Richelieu. La Comédie des musiciens* : 20 h 30. ▷ Dim. Monsieur *chasse : 14 h.*

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : *21 h. dim. 15 h 30.*

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : *20 h 30. Nous on fait où on nous* dit de faire : 23 h.

ELDORADO (42-49-60-27). L'Auberge du cheval blanc : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h.

ELYSÉE-MONTMARTRE (42-52-25-15). Fandango : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. La nuit remue : 21 h, dim. (dernière) 17 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Au secours, tout va bien ! : 18 h et 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). L'Eloignement : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

GAVEAU-THÉATRE (SALLE GAVEAU) (45-63-20-30). La petite chatte est morte : 15 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Madame Sans-Gêne : 15 h 30 et *20 h 30, dim. 15 h 30.*

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : *19 h 30. La Leçon :* 20 h 30. Lettre d'une inconnue : 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Première Jeunesse : 21 h, dim. (dernière) 15 h.

LE BEAUBOURGEOIS (42-72-68-51). Claude Véga : 22 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! : 20 h 15. Carmen Cru : 22 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Fous-moi la paix avec Gainsbarre : 19 h. L'Etonnante Famille Brontë : 21 h, dim. 16 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Parlons-en comme d'un créateur à un autre : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 21 h 15.

MADELEINE (42-65-07-09). Les Pieds dans l'eau : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Haute Autriche : 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Kean : 20 h, *dim. (dernière) 15 h.*

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La *Menteuse : 18 h et 21 h, dim. 15 h.*

MATHURINS (42-65-90-00). L'Idiot *(Théâtre, Musique, Danse dans la ville)* : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

MICHEL (42-65-35-02). La Chambre d'ami : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Double Mixte : 18 h 30 et 21 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). Cabaret : 20 h 30, dim. 15 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Lavoir : 20 h 45, dim. (dernière) 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Mais qui est qui ? : 18 h 30, 15 h 30 et 21 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

ODÉON (COMÉDIE-FRANCAISE) (43-25-70-32). Le Marchand de Venise (Festival d'automne à Paris) : 19 h 30, dim. 14 h.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). L'Ange de l'information : 18 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Léopold le bien-aimé : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h, dim. 15 h.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). L'Affaire du courrier de Lyon : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et 18 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Y'a bon Bamboula : 21 h, dim. 16 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Reine mère : 20 h 45, dim. 15 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Crimes du cœur : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Un jardin en désordre : 18 h 30 et 21 h 30, dim. (dernière) 16 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Le Puceau d'Orléans : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h 30.

SALLE CHOPIN-PLEYEL (45-61-06-30). Notes en duo, d'après Notes sur Chopin : 21 h, dim. 17 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). *Jango Edwards : 20 h 30.*

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Comme on *regarde tomber les feuilles* : 20 h 45.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Macha... et compagnie : 20 h 15.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11). La Légende dorée : 21 h, dim. 17 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Cochon qui s'en dédit : 18 h 30, dim. (dernière) 18 h 30. Salle I. L'Etranger : 20 h 30, dim. 15 h. L'Ecume des jours : 22 h, dim. 17 h.

THÉATRE DE LA PLAINE (42-50-15-65). La Chasse au corbeau : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). Le Pont des soupirs : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉATRE DES CHAMPS ELYSÉES (47-20-36-37). Marcel Marceau : Pantomimes de style : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-88). Les Evadés : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Arthur (Les 3 Jeanne) : 21 h.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-33-00-00). A Chorus Line : 16 h et *20 h 30, dim. 14 h 30.*

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. Le Trio en mi bémol : 21 h, dim. 15 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Arrivez les filles : 18 h 30. Le Détournement d'avion le plus fou de l'année : 22 h 15.

TOURTOUR (48-87-82-48). Peinture sur soi : 19 h. Profession imitateur ! Et en plus... : 20 h 30. J'aime Brecht : 22 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Sylvie Joly : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

ZÈBRE (43-57-51-55). La maison accepte l'échec : 20 h 30. Hors de chez soi : 22 h 30.

Le music-hall

ALPHA DU LION (42-39-22-38) : Haydée Alba, 23 h sam. De Borges à Piazzola. Haydée Alba (chant), Dominique Lelièvre (comédien mime), Marcos Malavia (comédien mime), Adriano Politi (guit.). Spectacle visuel de tango argentin.

CASINO DE PARIS (42-85-30-31). Serge Lama : jusqu'au 3 janvier : 20 h 30 sam., 14 h dim., 17 h 30 dim. (dernière).

OLYMPIA (42-61-82-25). La Compagnie créole, jusqu'au 3 janvier, 20 h 30 sam., 17 h dim.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Alice Donna : 22 h sam., 16 h dim.

Les ballets

PALAIS DES CONGRÈS (47-58-14-04). Ballet du Théâtre Kirov de Leningrad, *20 h 30 sam., 15 h sam., dim. Le lac des* cygnes, chor. de L. Ivanov et M. Petipa *(mer., jeu., ven., sam., dim.). Le chevalier à la peau de tigre*, chor. de O. Vinogradov *(mar.). 300 F, 220 F, 160 F et* 100 F. FNAC et agences.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Compagnie ballet d'enfants Janine Stanlowa, *jusqu'au 3 janvier.* 15 h 30, sam., dim. (dernière). Casse-noisette de Tchaïkowski.

Comédie musicale

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). A chorus line : 20 h 30 sam., 16 h sam., 14 h 30 dim., 18 h 30 dim. Comédie musicale créée à Broadway, *mise en scène, chor. originale de M. Bennett*, livret de J. Kirkwood et N. Dante, mus. *de M. Hamlish*, paroles des chansons de E. Kleban, dir. chor. (à Paris) de B. Lee. Avec D. McKechnie, M. Hamilton, D. Drake, P. Geraci, B. Bejan, C. Shaur, P. Barry. 265 F, 217 F, 187 F, 64 F et 44 F.

Les opéras

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). Le Pont des soupirs : 15 h 30 dim., 20 h 30 sam. Opéra-bouffe en quatre actes de J. Offenbach, livret de H. Cremieux et L. Halevy, mise en scène de J.-M. Ribes, chor. de P.-G. Lambert, avec l'Ensemble orchestral d'Antenne 2, dir. J. Burdekim ou A. du Closel, chef des chœurs P. Marco. 225 F, 175 F, 100 F, 165 F (mer., jeu., mar.), 245 F, 195 F, 120 F (ven., sam., dim.).

Les concerts

ÉGLISE DES BILLETTES (entrée *libre*). *Michèle Leclerc, 10 h dim.* (Orgue). Œuvres de Corette, Dandrieu.

ÉGLISE SAINT-MERRI Jacqueline Kalfa, 16 h dim. (piano). Œuvres de Chopin et Albeniz. Libre participation aux frais.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Les *Plaisirs du palais, 21 h sam., 17 h dim.* Ou « *Oh ! Ils chantent la bouche pleine* », opéra de bouche qui tente d'associer le plaisir de chanter au plaisir de la bouche. Chansons du XVIe siècle. Mise en scène de M. Larroche, avec l'Ensemble Janequin, D. Visse (haute-contre), B. Boterf (ténor), Ph. Cantor (baryton), A. Sicot (basse) et Cl. Deboves (luth), B. Massin (danseuse) et F. Zipperlin (jongleur). 120 F, 100 F (250 F, 350 F : jeu). FNAC.

Région parisienne

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Grande salle. Maison de poupée : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h 30.

NEUILLY (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Jonatan le mat : 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD PHILIPE) (42-43-17-17). Salle J.-M. Serreau. Eloge de la pornographie : 20 h 30, dim. 16 h.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL SORANO) (48-08-60-83). ▷ *Dim. Le Faiseur* : 18 h.

Samedi 2 - Dimanche 3 janvier

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Le Dernier Round (1926), de Buster Keaton, 15 h ; Dillinger est mort, (v.f.), de Marco Ferreri, 17 h ; la Dernière Fanfare (1958, v.o.s.t.f.), de John Ford, 19 h 15 ; le Bal des adieux (1960, v.o.s.t.f.), de Charles Vidor et George Cukor, 21 h 15.

DIMANCHE

Les Damnés de l'océan (1928), de Joseph von Sternberg, 15 h ; le Dieu noir et le Diable blond (1963, v.o.s.t.f.), de Glauber Rocha, 17 h ; The Last Sunset (1961, v.o.s.t.f.), de Robert Aldrich, 19 h ; la Nef des fous (1965, v.o.s.t.f.), de Stanley Kramer, 21 h 15.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

SAMEDI

Octobre (1928), *de S.M. Eisenstein*, 15 h ; Comme tu me veux (1932, v.o.), de George *FitzMaurice, 17 h 15 : Bof...* (1971), de Claude Faraldo, 19 h ; Comment voler un million de dollars (1966, v.o.s.t.f.), de William Wyler, 21 h.

DIMANCHE

Le Rite (1968, v.o.s.t.f.), de Ingmar Bergman, 15 h ; l'Amour en première page (1937, v.o.), de Tay Garnett, 17 h ; le Cirque du Diable (1925), de Benjamin Christensen, 19 h ; Capitaine de Castille (1947), de Henry King, 21 h.

SALLE GARANCE. CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à Pierre Braunberger : le *Coup du berger (1956), de Jacques* Rivette, 14 h 30 : Rose-France (1918), de *Marcel L'Herbier, 14 h 30 ; Une partie de* campagne (1936-1946), de Jean Renoir, *17 h 30 : Paris 1900 (1946), de Nicole* Védrès et Pierre Braunberger, 17 h 30 : O *saisons ô châteaux* (1957), d'Agnès Varda, 20 h 30 ; le Couteau dans l'eau (1962), de Roman Polanski, 20 h 30.

DIMANCHE

Hommage à Pierre Braunberger : la P'tite Lili (1928), d'Alberto Cavalcanti, 14 h 30 ; Fantômas (1932), de Paul Fejos, 14 h 30 ; Toute la mémoire du monde (1956), d'Alain Resnais, 17 h 30 : Jaguar (1967), de Jean Rouch, 17 h 30 : Records 37 (1937), de Jean Tarride et Jacques Brunius, 20 h 30 ; Fantômas : le mort qui tue (1913), de Louis Feuillade, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : *Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12)* ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA BAMBA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

BIGFOOT ET LES HENDERSON (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

CAYENNE PALACE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LA CONFÉRENCE DE WANNSEE (All., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e *(46-33-97-77).*

CREEPSHOW 2 (*) (A., v.o.) : Forum *Orient Express, 1er (42-33-42-26)* ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) : *v.f. : George V, 8e (45-62-41-46)* ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxevilles, 9e *(47-70-72-86) ; Le Galaxie, 13e* (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : *Pathé Français, 9e (47-70-33-88).*

DE GUERRE LASSE (Fr.) : Gaumont *Les Halles, 1er (40-26-12-12)* ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e *(45-62-41-46)* ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; *Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74)* ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-*84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e* (43-20-12-06) : Gaumont Convention, *15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-*48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp., *v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).*

LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Maxe*villes, 9e (47-70-72-86)* ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e *(43-43-01-59)* ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Le Galaxie, 13e *(45-80-18-03) ; Miramar, 14e* (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ENNEMIS INTIMES (*) (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

FULL METAL JACKET *(*) (A., v.o.)* : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, *8e (45-62-41-46).*

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

IL EST GÉNIAL PAPY ! (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : *Forum Orient Express, 1er* (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES INNOCENTS (Fr.) *: UGC Champs-*Elysées, 8e (45-62-20-40).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'IRLANDAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, *3e (42-71-52-36) ; UGC Danton*, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Normandie, 8e* (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

ISHTAR (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : *Rex*, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) : Le Galaxie, 13e *(45-80-18-03)* ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES KEUFS (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES LUNETTES D'OR *(It.-Fr., v.o.)* : Latina, 4e (42-78-47-86) ; v.f. : UGC *Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Sept Par*nassiens, 14e (43-20-32-20).

LES MAITRES DE L'UNIVERS (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MAURICE (Brit., v.o.) : Gaumont Les *Halles, 1er (40-26-12-12)* ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, *6e (43-25-59-83) ; Les Trois Luxem*bourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont *Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67)* ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escu*rial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beau*grenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e *(45-44-25-02)* ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES NOCES BARBARES (*) (Bel.-Fr.) *: Sept Parnassiens, 14e* (43-20-32-20).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE NOM DE LA ROSE *(Fr.-It.-All.,* v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

NOYADE INTERDITE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ŒIL AU BEURRE NOIR (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

Les grandes reprises

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

L'ARME FATALE (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

BLADE RUNNER (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

CENDRILLON (A.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CHAINES CONJUGALES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

CONFIDENCES SUR L'OREILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

FANTASIA (A.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

FANTOME A VENDRE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE GRAND EMBOUTEILLAGE (Fr., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

IF (*) (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LE KNACK... OU COMMENT L'AVOIR (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LISZTOMANIA (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MACBETH (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

MIDNIGHT (A., v.o.) : Action Christine, *6e (43-29-11-30).*

MISFITS (A., v.o.) : Reflet Médicis *Logos*, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Par*nasse*, 14e (43-35-30-40).

MON PETIT POUSSIN CHÉRI (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

NINJA III (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

PANDORA (Brit.-A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).

PEAU D'ANE (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

SCARFACE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

SUPERMAN I (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

AENIGMA. (*) Film italien de Lucio Fulci, v.o. : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

L'AGE DE MONSIEUR EST AVANCÉ. Film français de Pierre Etaix : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

SEPTIÈME CIEL. Film français de Jean-Louis Daniel : Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

SOIGNE TA DROITE. Film français de Jean-Luc Godard : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46).

PARIS EN VISITES

LUNDI 4 JANVIER

«L'hôtel de Beauharnais», 10 heures, 78, rue de Lille. Carte d'identité (La France et son passé).

«Une heure au Père-Lachaise», 11 heures ; «Le Père-Lachaise inconnu», 14 h 30, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

«Picasso dans l'hôtel Salé», 14 heures, 5, rue de Thorigny (Mathilde Hager).

«Le Musée Picasso», 14 h 15, 5, rue de Thorigny (Pierre-Yves Jaslet).

«L'hôtel de Bourrienne», 14 h 30, 58, rue d'Hauteville (Monuments historiques).

«Versailles, la Grande et la Petite Ecurie. Les collections de moulages antiques grecs et romains», 14 h 30, grilles de la Petite Ecurie (Monuments historiques).

«Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Hôtels du Marais nord, place des Vosges», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau).

«Les dernières acquisitions nationales de peintures», 14 h 30, Louvre, pavillon de Flore, quai des Tuileries (Arts et curiosités).

«La crypte du parvis de Notre-Dame et les origines de Lutèce», 15 heures, entrée de la crypte, parvis de Notre-Dame (Monuments historiques).

«L'hôtel Cail et l'église Saint-Augustin», 15 heures, devant la mairie, 3, rue de Lisbonne (Monuments historiques).

«L'architecture métallique révolutionnaire de Saint-Eugène», 15 heures, entrée de l'église, rue Sainte-Cécile (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

LUNDI 4 JANVIER

3, rue Rousselet, 14 h 30 : «Le monde des morts en Egypte pharaonique. Les mastabas de l'ancienne Egypte» ; 19 h 30 : «Les maîtres du surréalisme» (Arcus).

Un groupe pharmaceutique français rachète Robins

L'aventure américaine de Sanofi

(Suite de la première page.)

Le conseil d'administration de Sanofi doit se réunir le 5 janvier pour approuver la transaction.

La conclusion de la bataille représente non seulement une franche victoire pour la firme française, mais également le règlement d'un cas unique dans les annales de la *justice* américaine, cas qui a fait – et fera encore – couler beaucoup d'encre. A.H. Robins, *appartenant* depuis sa fondation, en 1867, à la famille Robins, fier exemple du puritanisme nationaliste américain, solidement installée sur le très lucratif créneau des médicaments délivrés sans ordonnance (antitussifs, décongestionnants), met au point un stérilet, vendu à partir de 1971 sous le nom de Dalkon Shield.

En raison d'une composition et d'un dessin défectueux, le produit est retiré de la vente trois ans plus tard, après la mort de quatre femmes et au moins trente-six avortements pathologiques dus à l'usage, avant la conception, du Dalkon Shield. Comme il est d'usage aux Etats-Unis, les femmes ayant utilisé le produit se regroupent et entament, grâce à plusieurs cabinets d'avocats, une action en justice contre la firme. Le nombre de plaintes ne cesse de croître lorsque les dirigeants de Robins – qui avaient déjà dépensé 530 millions de dollars pour régler neuf mille cinq cents cas – perdent l'été *1985, le soutien de leur assureur*, Aetna Casualty Co, qui, effrayé par les deux cent mille plaintes déjà déposées, préfère un règlement judiciaire.

Aussitôt, Robins se réfugié sous la loi du « Chapter 11 », qui régit les faillites, et s'engage à présenter *un plan de restructuration qui tien*drait compte des versements judiciaires à effectuer. Cependant, il apparaît rapidement qu'aucune restructuration sérieuse ne saurait être envisagée sans que la firme puisse prévoir le montant total des indemnités qui pourraient lui être réclamées. Aussi, le juge des faillites de Richmond (Virginie), M. Robert Merhige – qui avait déjà lui-même traité quatre cents plaintes contre Robins – prend, le 11 décembre dernier, une décision inédite : il fixe le plafond des indemnités à 2,48 milliards de dollars et exige que Robins présente un plan définitif avant le 6 janvier *1988, délai de rigueur, sous peine* de liquidation immédiate.

Vente aux enchères

La décision du juge Merhige soulève *non seulement un énorme* intérêt à travers le pays, mais déclenche immédiatement une *course effrénée pour le rachat* de Robins, finalement délivré de toutes les incertitudes. La firme *American Home Products*, concurrent direct de Robins, remet sur la table une offre de rachat qu'elle avait retirée en février dernier, alors qu'un autre concurrent américain, Rorer Group, améliore aussitôt les termes de sa propre proposition, déposée en juillet 1987. A la surprise générale, une troisième offre est faite le 20 décembre, dans une ambiance de vente aux enchères.

Elle émane du groupe français Sanofi, largement inconnu aux Etats-Unis, malgré son excellente position en France. Ayant étudié en détail les propositions des *groupes américains, Sanofi propose* mieux, grâce, sans doute, à la baisse du dollar, mais aussi à l'habileté psychologique de ses responsables. Alors qu'American Home s'engageait à verser les indemnités en sept ans, Sanofi propose un délai légèrement inférieur, gagnant ainsi le soutien, théorique certes, mais réel pour le moment, des plaignants.

De plus, sensible au sens de la dignité de la famille Robins, Sanofi ajoute à cela une clause qui a sans doute aidé à *faire* « la décision » : la nouvelle firme continuerait à être dirigée par la même équipe, c'est-à-dire par la même famille, étant donné que MM. Clairborne Robins, père et fils, occupent actuellement les fonctions de président et de directeur général...

S'il est difficile, pour le moment, de déterminer avec précision les avantages de l'offre de Sanofi, notons que l'offre de Rorer Group contenait une clause de sauvegarde qui autorisait Robins à accepter toute offre supérieure de 10 % à la sienne. Or, le prix proposé par American Home était, effectivement, supérieur de 10 % à celui fixé par Rorer. Tout en proposant le même montant que Rorer, Sanofi l'emporte néanmoins, sans doute grâce au délai de versement *des indemnités* et à *son alliance* avec la famille Robins.

Certains analystes s'interrogent, toutefois, sur les capacités de Sanofi à s'implanter réellement aux Etats-Unis. On rappelle que le montant des indemnités à verser aux plaignants représente le double de la valeur boursière de Sanofi, alors qu'il est trente fois supérieur aux revenus annuels de Robins.

N'ayant *jamais caché ses ambi*tions américaines, le président de la firme française, M. René Sautier, admet que sa société est effectivement de taille trop modeste pour s'attaquer directement au gigantesque marché des médicaments outre-Atlantique, mais soutient qu'elle possède plusieurs bre*vets qu'elle* pourrait rapidement introduire aux Etats-Unis, à condition d'y disposer d'une structure de distribution de premier ordre. Sanofi attend également la décision des autorités pharmaceutiques américaines pour la mise en vente de l'un de ses produits-vedettes, le Ticlid, déjà réputé en Europe pour son action contre le vieillissement des artères.

Si la vente de A. H. Robins semble définitivement conclue, l'« *affaire Robins* » est loin d'être *close. La décision du juge Merhige* de fixer un plafond aux indemnités constitue, en effet, une jurisprudence aux conséquences incalculables dans un pays où l'industrie souffre de plus en plus lourdement de procès en responsabilité civile. Elle remet en lumière les avantages de la banqueroute administrative, dont les règles empêchent les plaignants de porter leurs demandes devant un jury populaire. Connaissant le penchant des jurys américains à avantager – *souvent à un degré parfaitement* déraisonnable – les plaignants, les firmes américaines pourraient trouver *dans l'affaire Robins un précé*dent qui, selon un avocat, « *changerait la face du monde* ».

CHARLES LESCAUT.

Les cartes de visite de Sanofi et Robins

Sanofi est l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques français, employant dix-huit mille personnes pour un chiffre d'affaires de 12,7 milliards de francs en 1987. Son bénéfice attendu (hors cessions et acquisitions) pour l'an passé est de 450 à 500 millions de francs. *Son effort de recherche-développement aura été de 1,2 milliard de francs.*

Sanofi *est filiale du groupe* Elf, qui possède 51,6 % des parts (au 31 décembre 1986). Ses actions sont cotées à la Bourse de Paris (elles valaient 486 F le 31 décembre 1987).

Né en 1973, le groupe a crû par acquisitions. Il est organisé en trois divisions :

● la santé humaine, qui regroupe les laboratoires et la société diagnostics Pasteur. L'essentiel des ventes (7 milliards de francs) provient de la pharmacie humaine (hémobiologie ; thérapeutique cardiovasculaire,avec le Tielid ; neurologie et *psychiatrie*, avec le Tranxène) ;

● la bio-industrie (4,4 milliards de chiffre d'affaires), avec *des gélatines, des additifs* alimentaires, des arômes, et un secteur agro-vétérinaire ;

● des produits de *beauté* – avec les marques de parfums Yves Rocher, Van Cleef, Stendhal, – qui ont *réalisé 780* millions de francs de vente en 1986.

Basé à Richmond, en Virginie, le groupe Robins a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 790 millions de dollars et un bénéfice net de 81,8 millions de dollars. Son activité *principale* est *la* fabrication des médicaments vendus sur ordonnance, en particulier ceux destinés aux troubles gastro-intestinaux, des antispasmodiques, des suppléments potassiques et antitussifs. Robins est aussi présent dans le domaine vétérinaire et l'instrumentation médicale.

Ses effectifs sont de 6 400 salariés et ses dépenses de recherche ont été en 1986 de 52 millions de dollars.

Robins, dont les ventes ont progressé de 12 % par an depuis cinq ans et dont on vante le *dynamisme commercial*, se situe aux vingt-troisième rang des laboratoires américains avec 1,5 % du marché *américain de la* pharmacie.

Du stérilet américain à la privatisation d'Elf

Filiale à 51,6 % du groupe Elf, lui-même groupe public, Sanofi a donc comme actionnaire principal l'Etat. Le rachat de Robins posait deux problèmes aux autorités gouvernementales françaises. Tous les deux semblent résolus, et la prise de contrôle devrait donc recevoir l'aval de l'Etat.

● Le premier était de s'assu*rer auprès des autorités* judiciaires américaines du bon règlement des procès intenté à Robins *par de nombreuses femmes utili*satrices de ses stérilets. *« Nous devions en tant qu'actionnaire vérifier qu'Elf et Sanofi n'avaient rien laissé au hasard »*, indique un conseiller gouvernemental. Des assurances ont été obtenues de ce côté.

● Le second, plus important, était de vérifier que Sanofi n'allait pas devoir, pour payer son achat, devoir en appeler à Elf. En effet, la lourdeur des sommes en cause risquait de dégrader la situation du groupe pétrolier... qui aurait alors lui-même besoin de nouveaux fonds propres. Or depuis la cession au public de 11 % des actions Elf en novembre 1986, l'Etat ne possède plus qu'un peu plus de 50 % des parts, soit juste la limite du contrôle majoritaire. Par appel à de nouveaux capitaux, Elf risquait de faire basculer cette part sous la barre des 50 %.

Le gouvernement ne refuse pas une telle privatisation d'Elf, elle fait partie de son programme pour la législature. Mais il entend la réaliser à sa mesure, lorsqu'il le décidera de son propre chef, et non lorsque Elf le désire. *« Notre règle a toujours été que c'est le gouvernement actionnaire qui privatise et non les groupes qui en décident eux-mêmes à leur convenance »*, rappelle le même conseiller.

Une discussion générale a donc eu lieu avec les responsables d'Elf et de Sanofi pour s'assurer que le financement du rachat de Robins ne relèverait *que du seul Sanofi*.

E.L.B.

Un projet nippo-américain pour produire des automobiles en Chine

Tokyo. – Trois constructeurs automobiles japonais, américain *et chinois se sont entendus pour* étudier la possibilité de produire ensemble des voitures particulières en Chine, a rapporté vendredi 1er janvier le journal japonais *Yomiuri Shimbun*.

Il s'agit, selon le journal, de la société japonaise Fuji Heavy Industries, de l'américaine General Motors et de la chinoise Qiche Zizhao nº 2. Le montant de ce projet a été évalué à 500 milliards de yens (4,1 milliards de dollars).

Cette *joint venture* (société commune) produirait chaque année trois cent mille voitures particulières équipées de moteurs de 1 500 centimètres cubes. Fuji *Heavy Industries serait chargée* de la technologie et General Motors fournirait l'assistance financière et assurerait la promotion. – *(AFP.)*

Santa Fe vend une compagnie de chemin de fer

La compagnie Santa Fe Southern Pacific vient d'annoncer qu'elle allait céder sa filiale, Southern Pacific Transportation, à Rio Grande Industries pour 1,02 milliard de dollars, *plus* une reprise de dette de 780 millions de dollars. Southern Pacific possède un *réseau* de voies ferrées de 20 000 kilomètres entre le Missouri, le Colorado et l'Utah. Santa Fe devait se séparer d'une des deux compagnies de chemin de *fer, suivant une décision* antitrust de la Commission du commerce inter-Etat (ICC). Mais son choix de Rio Grande est contesté par tous les autres candidats, dont le *premier*, Hensey, qui contrôle 14,7 % de Santa Fe, et qui juge l'accord insatisfaisant. La décision finale de l'ICC pourrait prendre un an.

Le groupe Ferruzzi restructure ses participations

Le groupe italien Ferruzzi a entrepris de restructurer ses participations afin de concentrer tout le secteur agro-industriel dans les mains de sa filiale Eridania et de regrouper dans Silos ses actions Montedison, a-t-on appris de bonne source à Milan.

Ainsi Silos a porté de 22,7 % à 30 % sa participation dans Montedison en reprenant les 7 % détenus par la filiale française Beghin Say. Cette dernière a également cédé à la filiale américaine James River 50 % de Kaysersberg (papier à usage domestique) et lui a attribué une option sur les 50 % restants à réaliser avant 1989.

Cette transaction a apporté 325 milliards de lires (environ 1,5 milliard de francs) à Beghin Say, soit une importante plus-value qui a compensé les pertes enregistrées *lors de la vente des actions* Montedison. Silos a payé la société française en lui cédant 48,2 % de la filiale britannique Agricola UK, dont Beghin Say détenait déjà 50 %.

La quasi-totalité du secteur agro-alimentaire de Ferruzzi est désormais sous le contrôle d'Eridania, lea*der de la production de sucre* en Italie : Beghin Say (et à travers cette filiale, Central Soya) et Euro*pean Sugar France (qui détient* 100 % de Cerestar). Seule filiale encore manquante : Italiana Olii et Risi (huiles et farine de soja), *mais* celle-ci devrait également quitter Ferruzzi Agricola pour rejoindre Eridania. – *(AFP.)*

L'allemand PHB-Weserhütte menacé de faillite

Le groupe ouest-allemand de construction mécanique *PHB*-Weserhütte (PHW), abandonné à la fin octobre 1987 par son principal actionnaire, Otto Wolf, est menacé de faillite faute d'avoir trouvé un accord avec ses créanciers.

La compagnie, qui a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 3,3 mil*liards de francs, devrait* perdre en 1987 plus de 400 millions de francs. Ses dettes totales s'élèveraient à près de *1,2 milliard de francs*. Ses difficultés ont été aggravées par les problèmes qu'elle a rencontrés en France après le rachat d'une filiale de Creusot-Loire.

Le géant ouest-allemand de l'acier Hoesch, qui avait envisagé à l'automne de voler au secours du groupe, disposait jusqu'au 28 décembre d'une option sur 50 % du capital.

Les discussions avec une des filiales du groupe sidérurgique, Orenstein et Koppel, se poursuivent. Cette société, spécialisée dans les équipements de construction, serait prête à payer 265 millions de francs pour reprendre le carnet de commandes et certaines activités de PHW, *principalement* une usine dans la Sarre.

Elle ne garderait que huit cent *cinquante salariés sur* les *deux mille* employés par PHW en RFA, un chiffre auquel doivent être ajoutés *les deux mille salariés de PHW hors* de RFA.

● **La vente du téléphone de Jeumont-Schneider à Bosch : « Un acte de trahison nationale », selon la CGT.** – La CGT proteste vigoureusment contre la cession à l'industriel allemand Bosch des intérêts de Jeumont-Schneider dans la téléphonie. Pour elle, il s'agit d'un *« véritable acte de trahison nationale ». « Nous assistons à une vaste entreprise de démolition de Jeumont-Schneider qui peut conduire, si ces projets se réalisaient, à la disparition pure et simple de ce fleuron industriel et technologique de réputation mondiale »*, affirme la CGT. *« Le bradage pur et simple des télécommunications de Jeumont-Schneider (...) rejoint l'histoire récente de ce secteur. Successivement les opérations de CGE avec ATT puis ITT, de CGCT avec Ericsson, de SAT avec TRT, placent une industrie stratégique pour notre pays sous le contrôle de capitaux étrangers (...) c'est la voie du déclin et de la vassalisation »*, ajoute le syndicat.

REPÈRES

Budget

Tentative de relance au Nigéria

Le président nigérian a dévoilé les grandes lignes d'un budget de relance accompagné d'un plan de conversion d'une part de la dette du *Nigéria en prises de participations*. Dans une allocation radio-télévisée, le jeudi 31 décembre, le général Ibrahim *Babangida a annoncé la levée* du blocage des salaires, une nouvelle baisse des subventions gouvernementales, mais aussi un *« fonds spécial de relance »* de 2,5 milliards de naira (600 millions de dollars), destiné à passer d'une rude austérité à une période de croissance non inflationniste. Cet objectif s'accompagne d'un plan de conversion partielle de la dette nigériane dont le détail n'a *pas encore été dévoilé mais qui* est destiné à transformer en investissements productifs près d'un cinquième de *l'endettement du pays* le plus peuplé d'Afrique.

Conjoncture

Morosité en URSS

Les premiers bilans de l'économie soviétique apparus dans la presse ces derniers jours ne sont guère encourageants. Alors que la réforme de l'entreprise visant à une plus large autonomie entrait officiellement en vigueur le 1er janvier dans une atmosphère de scepticisme, les *Izvestia* faisaient état de difficultés persistantes d'approvisionnement pour la population. Le plan de production de viande et de produits laitiers ont été respectés au 1er décembre, mais, *« compte tenu de l'accroissement naturel de la population »*, la situation ne s'est guère améliorée. Elle a *« même empiré pour les pommes de terre, les légumes et les fruits »*. Mêmes conclusions désabusées pour la *production industrielle* qui n'*« a pas pu compenser la diminution des importations de 5 milliards de roubles durant les onze premiers mois de l'année »*. Les Soviétiques ne pouvant dépenser leur argent, ils ont accumulé l'épargne : les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 14,6 milliards de roubles pour totaliser au 1er décembre 257,4 milliards de roubles (395 milliards de dollars) reconnait les *Izvestia*.

Monnaie

Un « panier de devises » de référence pour les pays du Golfe ?

Les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) envisagent de rattacher leurs monnaies à un « panier de devises » pour limiter les conséquences de la baisse du dol*lar*. A l'exception du dinar koweïtien, déjà rattaché à un tel panier où la part de la devise américaine est majoritaire, les monnaies des cinq autres pays – Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Bahreïn, Qatar et Oman – sont pratiquement liées au billet vert. La chute de ce dernier, conjuguée à celle des prix du pétrole, a durement affecté leurs revenus. Le « panier de devises », auquel le CCG s'est déclaré favorable lors de son sommet du 26 au 29 décembre à Ryad, serait composé de dollars à 60 %, de yens à 13 % et des devises de quatre pays européens (Grande-Bretagne, RFA, France, Italie) à raison de 27 %.

ÉTRANGER

Baisse du dollar et augmentation des coûts salariaux

L'économie italienne perd de sa compétitivité

ROME
de notre correspondant

L'euphorie de 1986 est déjà loin, tout comme la réévaluation en hausse du revenu national qui devait donner à l'Italie la cinquième place – restée hypothétique – parmi les puissances industrielles. Mais, n'était l'ancien boulet de l'énorme déficit public et celui, plus récent, du renchérissement du coût du travail, l'économie italienne aurait pu commencer la nouvelle année avec une bonne conscience.

Les derniers chiffres officiels incitent à la prudence. La hausse du coût de la vie en 1987 a été de 4,6 % entre décembre 1986 et décembre 1987. Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé en novembre de 850 milliards de lires (3,9 *milliards* de francs), ce qui a porté le déficit sur onze mois à 10 120 milliards (46 milliards de francs). contre 4,1 milliards en 1986. La valeur globale des titres cotés à la Bourse de Milan a chuté d'environ 30 % par rapport à janvier 1987.

La croissance du PIB aura avoisiné cette année 2,6 % selon les prévisions du gouvernement, une performance moyenne si on la compare avec celles des autres grands pays occidentaux (1).

Lutter contre l'évasion fiscale

Les dimensions de la dette publique et surtout l'incapacité du gouvernement à la réduire, illustrée par *la loi* de finances 1988, ne laissent pas d'inquiéter les économistes. Le déficit de l'Etat italien a atteint 12,3 % du PIB en 1987 et devrait descendre à 11,5 % cette année, si l'objectif officiel – 103 500 milliards de lires, soit 475 milliards de francs – est *réalisé*. Or, aux Etats-Unis, le déficit public est d'environ 3,4 % et il ne s'élève qu'à 2,4 % en France.

Les taux d'intérêt restent donc élevés en Italie, ce qui freine les investissements des entreprises. Une réforme du marché des titres d'Etat, qui devrait introduire une plus grande transparence et permettre de jouer les taux à la baisse, a été préparée par le ministre du Trésor, M. Giuliano Amato. Elle doit entrer en vigueur dans quelques semaines, mais il est trop tôt pour en prévoir la portée. Le service de la dette publique représente actuellement deux tiers du déficit de l'Etat.

Ainsi, la seule voie ouverte pour combattre *le déficit* reste *la* lutte très aléatoire contre une évasion fiscale importante. Les contributions des salariés, 56 % de la population, représentent *encore quelque* 75 % de l'impôt sur le revenu effectivement perçu.

Un autre obstacle est la perte de compétitivité provoquée par l'augmentation du coût du travail, déjà relativement élevé, si l'on ne compte pas l'effet « correcteur » du travail au noir. L'apparition, *au cours de 1987*, des « *comités* de base » (COBAS), contestant la représentativité des grandes centrales et présentant d'importantes revendications salariales, n'augure pas bien de l'avenir. Après la série des longues grèves qui ont paralysé les transports *l'automne dernier, le phénomène* ne saurait être pris à la légère.

« Recentrage européen »

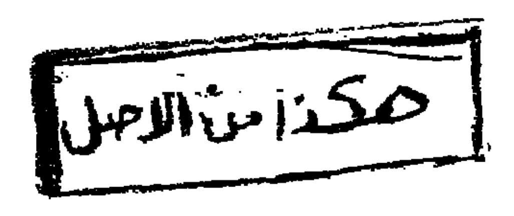
Cette perte de compétitivité est ressentie plus particulièrement *dans le commerce extérieur, déjà* éprouvé par la chute du dollar. Alors que les produits italiens, devenus plus chers, se vendent moins bien aux Etats-Unis, la demande intérieure de produits de consommation ne cesse de progresser, la hausse provisoire de la TVA *en septembre n'ayant* pas réussi à l'enrayer durablement. Les importations de produits américains et asiatiques se multiplient donc.

Certains milieux industriels ne voient qu'un moyen de rétablir la situation : une légère dévaluation *de la lire. Mais le patronat et le* gouvernement sont plutôt favorables à un aménagement de l'aide à l'exportation, préparé par le ministre du commerce extérieur, M. Renato Ruggieri.

Par ailleurs, avec la souplesse qui les caractérise, les petites et *moyennes entreprises italiennes* poursuivent leur « recentrage européen » : en 1987, plusieurs centaines de PME se sont retirées du marché américain pour concentrer leurs efforts sur le marché allemand. Et plusieurs joint-ventures italo-soviétiques ont *été conclues*.

(Intérim.)

(1) Selon l'OCDE, le PIB des sept plus grands pays industrialisés à économie de marché a augmenté de 2,7 % en 1987.



Économie

Les marchés attendent avec inquiétude la réouverture de la Bourse de Tokyo

(Suite de la première page.)

La performance de la Bourse de Londres est meilleure que celle enregistrée à Wall Street (+2 %) mais tout de même inférieure aux 14,6 % réalisés par le Kabuto-Cho. Or, paradoxalement, c'est le Japon qui est à l'origine du malaise diffus perçu ces dernier, jours sur l'ensemble des marchés.

La Bourse de Tokyo a fermé ses portes le 28 décembre pour ne les rouvrir que le lundi 4 janvier. Entre-temps, le dollar a poursuivi sa chute, tombant même à ses plus bas niveaux historiques. Chaque recul du billet vert a entraîné celui des places boursières.

Comment réagiront les opérateurs nippons à l'ouverture de leur marché ? Personne n'est en mesure de le dire. Les plus pessimistes parlaient d'un krach qui se propagerait à l'ensemble des places et qui affecterait les plus fragiles. D'autres préféraient tempérer leur jugement en rappelant que le marché est bien tenu et largement contrôlé par les institutionnels.

La baisse du dollar avait entraîné le samedi 26 décembre, une chute de 587,5 points de l'indice Nikkeï, chute qui s'est poursuivie en partie le lundi 28 décembre avec un plongeon momentané de 590 points. Toutefois, avant le fin de cette séance, les principaux établissements financiers achetaient des titres et permettaient à la Bourse de clôturer à la hausse. Il est vrai que les Japonais, traditionnellement, font tout pour que l'année se termine bien. Pourront-ils étendre cette habitude aux premiers jours de janvier ?

DOMINIQUE GALLOIS.

SOCIAL

Création d'une entreprise pour la mobilité

Le pari d'un syndicaliste devenu PDG

Syndicaliste, il savait batailler dur avec le patronat mais aussi négocier avec la volonté de parvenir à un compromis. M. Georges Granger, qui a démissionné le 17 juin du secrétariat général de la Fédération de la métallurgie et des mines CFDT, est aujourd'hui de l'autre côté du contrat de travail. Depuis début décembre, M. Granger est PDG d'une société anonyme Mobilité et Développement (M & D) dont l'ambition est de « *contribuer à mieux réaliser la mobilité géographique et professionnelle des personnels* ». Son capital est de 1,2 million de francs (1).

Plus intéressante encore est la composition de la société, qui n'a créé pour l'heure que quatre postes de travail. Parmi les actionnaires et membres du conseil d'administration, on trouve tant M. Claude Dollé, ex-PDG de Sacilor (2), que M. Thierry d'Argenlieu, administrateur du CREFAC, organisme proche de l'UCC-CFDT, et M. Bernard Weiss, un des responsables de l'Association pour la mobilité, proche de la fédération de la métallurgie CGC. L'Association de formation professionnelle des industries des métaux (AFPIM), proche du patronat de la métallurgie (UIMM), participe également au capital. Quant au directeur général de cet étonnant regroupement CFDT-CGC-UIMM, il s'agit de M. Bernard Poirier, qui fut, de 1976 à 1983, secrétaire national de la Fédération de la métallurgie CFDT. Ainsi M & D est « *le résultat d'une volonté de coopération* » entre responsables « *provenant du milieu syndical et de la gestion d'entreprise* ».

Pour les promoteurs de M & D, la mobilité a souvent été vécue négativement. « *Pendant des décennies*, assure M. Granger, *la mobilité géographique était réservée à des fonctionnaires qui obtenaient ainsi des promotions.* » La plupart des mutations géographiques observées actuellement proviennent de grandes sociétés qui se restructurent. Les salariés apparaissent alors comme des victimes de changements qui leur sont imposés. M&D veut favoriser la mobilité géographique ou professionnelle sans se substituer à l'employeur pour le choix du nouveau poste de travail. Elle ne propose pas elle-même d'emplois et n'entend pas davantage se spécialiser dans les entreprises en difficulté.

Accueil personnalisé

Sollicitant le concours du mouvement associatif local, M&D souhaite étendre le champ de son action à tous les secteurs professionnels et à toutes les catégories d'emplois. Sa prise en charge de la mobilité comporte plusieurs volets. Le premier est celui de l'accueil des salariés mutés. « *Nous essayons de monter une sorte de tutorat* », explique M. Granger.

En utilisant le canal des associations, M&D met en contact le salarié muté avec des employés de son nouveau lieu de travail. L'accueil est personnalisé au point de faire recevoir le salarié transplanté, son conjoint et ses enfants par des familles. Une formation courte sera assurée « *sur les réalités sociales, économiques et culturelles des zones d'accueil* ». Enfin, le salarié qui aura bougé se trouvera également aidé dans ses démarches administratives (déménagement, inscriptions scolaires, transferts de dossiers et de contrats, comme par exemple EDF).

Ces prestations sont prévues par le contrat qui est passé entre M&D et l'entreprise cliente. Mais il y a aussi un volet formation. La société intervient, avec l'appui de ses organismes de formation, en conseil de l'entreprise qui se livre à une opération de mobilité. Elle peut ainsi faire un diagnostic sur le niveau professionnel de l'employé à muter, suggérer une orientation, proposer un stage de mise à niveau ou d'initiation aux technologies nouvelles.

Jeune débutante, M&D a conscience de ne pas répondre à toutes les conditions permettant d'assurer la réussite d'une opération de mobilité. « *Il y a deux problèmes lourds*, affirme M. Bernard Poirier, *le logement et l'installation.* » Là aussi M & D joue un rôle en liaison avec des organismes collecteurs du 1 % logement, pour conseiller le salarié qui déménage sur les logements à louer ou à acheter et sur les moyens de financement qui lui sont accessibles. Mais demeure le problème du logement que l'on quitte, difficulté qu'il est objectivement délicat de balayer d'un revers de la main. M&D devrait s'atteler à ce problème après l'élection présidentielle, une fois achevée sa période de rodage... Reste aussi le problème de l'emploi du conjoint obligé de suivre : « *C'est impossible à traiter.* »

Dans l'immédiat, M&D assure avoir un carnet de commandes bien rempli pour 1988 — « *nous n'en accepterons pas plus de quatre cents pour avoir le temps de bien réaliser les prestations* », — quelques grandes entreprises (3) ayant déjà manifesté leur intérêt. M. Granger ne passe pas sous la table le but lucratif de son entreprise : « *Nous avons bien l'intention de gagner de l'argent.* »

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le capital est réparti entre l'Association pour la mobilité proche de la fédération de la métallurgie CGC (34 %), l'AFPIM (10 %), le CREFAC (10 %), M. Dollé 5 %). Les 41 % restants sont répartis entre M. Granger et plusieurs de ses amis.

(2) M. Dollé devrait prendre prochainement la direction générale d'un groupe industriel privé.

(3) Parmi les grandes entreprises qui sont intéressées par des contrats avec M&D se trouvent Usinor-Sacilor, Charbonnages de France, Renault, Thomson, Pechiney, la SNIAS...

● **PRÉCISION : les tarifs d la vignette automobile.** — Après notre article sur l'évolution des tarifs de la vignette automobile (*le Monde du 18 novembre*), M. Pierre Bernard-Reymond, vice-président du conseil général des Hautes-Alpes, nous précise que, dans son département, « *le prix de la vignette est le même que celui de l'année dernière et ne variera pas non plus l'année prochaine* ».

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre du Tribunal de grande instance de PARIS, par jugement du 19 mars 1986, a condamné M. André FONTAINE, directeur de la publication, la SARL *Le Monde* et M. PLENEL à verser la somme de 60 000 F de dommages-intérêts au docteur Xavier MANIGUET pour avoir publié des allégations diffamatoires à son égard dans le numéro 12 605 du journal *Le Monde*, du 9 août 1985. »

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 28 au 31 décembre

Malade de la baisse

LE miracle n'aura pas eu lieu. La semaine écoulée, dernière de l'année, dix-septième aussi après le krach d'octobre, s'est achevée sur un résultat négatif. Très négatif même, puisque d'un vendredi à l'autre les divers indices ont plongé de 5 % environ pour se retrouver à 2 % seulement au-dessus de leur plus bas niveau de l'année, atteint le 11 décembre dernier par le CAC, tombé, ce jour-là, à la cote 270,3. Pour les trois quarts, cette baisse était déjà bien acquise lundi (— 3,4 %). Elle devait se poursuivre à petite allure les jours suivants (— 0,76 % mardi ; — 0,41 % mercredi) pour s'accélérer jeudi, à la veille du long week-end du Nouvel An (— 1,5 %). Le bilan boursier de 1987 n'était déjà pas brillant. Il s'est encore sérieusement alourdi. En douze mois, les valeurs françaises se sont dépréciées de près de 30 %.

La Bourse est malade. Le contraire aurait été surprenant. La chute du dollar (3 % en quatre jours) n'est pas faite pour la revigorer. Et les interrogations formulées à haute voix par le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, sur le bien-fondé des interventions illimitées des banques centrales ne sont certes pas allées dans le sens de la détente. S'il pouvait encore y avoir un doute sur l'identité de la principale victime de la baisse du dollar, il est maintenant levé. L'Europe est désignée (*le Monde* du 1er janvier) pour payer les pots cassés. Le choc risque d'être d'autant plus rude qu'une récession aux États-Unis aggraverait la situation des entreprises implantées outre-Atlantique ou commerçant seulement avec ce grand pays. Signe précurseur inquiétant : le principal indicateur instantané de l'activité économique américain pour novembre, c'est-à-dire pour le mois qui a suivi la première grande secousse financière, a régressé de 1,7 %. Ce n'est pas encourageant. Ces messages ont été captés cinq sur cinq rue Vivienne.

Après cela, la Maison Blanche peut toujours, par la bouche de son porte-parole, souhaiter une stabilisation du dollar et qualifier de « *contre-productive* » toute nouvelle baisse du billet vert. Nul ne prête attention à ces propos.

La confirmation d'une hausse des prix de détail en France de 0,1 % en novembre n'a pas eu plus de succès. En fait, à mesure que la fin de l'année approchait, les investisseurs — pas tous, mais bon nombre d'entre eux quand même — se sont hâtés d'ajuster leurs positions. Pour payer moins d'impôts, ou pas du tout, beaucoup ont joué la carte de la moins-value en vendant purement et simplement du papier à perte. Car, pour tout dire, la crainte était vive sous les lambris d'assister, lundi, à la seconde mi-temps du krach, mais à Tokyo cette fois. Fermé depuis le 28 décembre au soir, le marché boursier nippon, le fameux Kabuto-cho, rouvre ses portes, en effet, le 4 janvier. Comment réagira-t-il au nouveau plongeon du billet vert ? Certains craignent le pire. A moins que les opérateurs japonais n'aient déjà anticipé un dollar à 120 yens ? « *Si ce n'est maintenant, ce sera plus tard* », insistait un spécialiste. De toute façon, sous les « grises », personne n'attend rien de bon de l'année 1988. Un gérant de portefeuille indépendant était, lui, très pessimiste, prévoyant 30 % de baisse pour Tokyo, entre 10 % et 20 % pour New-York et 20 % pour Paris. « *Il n'y aura rien à faire rue Vivienne durant le premier semestre, car*, disait-il, *les investisseurs étrangers ne seront pas à Paris avant l'élection présidentielle.* »

Ce dernier avis est partagé par le plus grand nombre. Les liquidités rendues disponibles ce mois, à savoir les versements des titres indemnitaires et les coupons d'obligations pour 50 à 60 milliards de francs, et le remboursement de l'emprunt 7 % 1973 le 16 janvier pour une trentaine de milliards, iront pour une très large part s'investir sur le marché obligataire. Les boursiers s'en disent pour la plupart persuadés. 1988 sera-t-elle l'année des valeurs à revenu fixe ? La question est posée.

La communauté financière n'a pas voulu laisser passer la dernière séance de l'année sans fêter dignement l'événement. Chapeaux pointus, faux nez, « langues de belle-mère », serpentins, ballons multicolores, confettis : rien ne manquait au spectacle, pas même les pétards, pourtant rigoureusement interdits. « *Les médias vont évidemment dire que la Bourse s'amuse pendant que les valeurs françaises baissent* », disait un agent de change, qui remâchait son amertume de perdre son titre dans quelques heures pour devenir « *Monsieur le directeur général* ».

Bref, cette célébration traditionnelle a revêtu un éclat exceptionnel. En pleine crise, le phénomène peut surprendre. Il ne l'est pas. C'est probablement la dernière fois, en effet, que la Bourse s'amuse. Sauf imprévu, le marché à la criée aura complètement disparu le 31 décembre prochain.

Deux événements ont marqué cette ultime semaine de l'année : la division par cinq de l'action Thomson-CSF, qui a provoqué un vif émoi parmi les actionnaires non avertis ; l'OPA lancée par le groupe britannique Grand Metropolitan sur Martell à 2 675 F par action, après que la défunte chambre syndicale eut déclaré irrecevable l'accord conclu par la famille Martell avec le groupe canadien Seagram pour lui céder le contrôle de l'affaire au prix de 2 500 F par titre. On attend maintenant la contre-attaque de Seagram.

ANDRÉ DESSOT.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 31-12-87

Échéances	Plus haut	Plus bas	Cours compensation	Variation (jour/veille) en pts
Mars 88 .	91,67	91,67	91,67	+ 0,01
Juin 88. ..	–	–	91,55	–
Sept. 88. .	–	–	91,35	+ 0,05
Déc. 88. ..	–	–	–	–

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 24 déc.	Cours 31 déc.
Or fin (kilo en barre) ...	86 400	84 500
— (kilo en lingot) ...	86 300	84 600
● Pièce française (20 fr.)	549	569
Pièce française (10 fr.) .	425	425
Pièce suisse (20 fr.) ...	585	600
Pièce latine (20 fr.)	495	505
● Pièce tunisienne (20 fr.)	491	491
Souverain	842	631
● Souverain Elizabeth II ..	670	660
● Demi-souverain	392	398
Pièce de 20 dollars	3 075	3 080
— 10 dollars	1 570	1 620
● — 5 dollars	925	975
— 50 pesos	3 395	3 350
● — 20 marks	635	690
— 10 florins	520	508
● — 5 roubles ...	338	330

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
La Redoute ...	168 303	528 356 142
Peugeot SA ...	242 877	227 261 193
Midi	152 560	175 335 040
Crédit lyonnais CIP .	341 609	171 199 347
Eurotunnel	6 664 014	160 248 881
Michelin B	826 155	151 199 569
Paribas	453 012	143 457 958
Lafarge Coppée ...	101 977	122 759 457
Thomson CSF ..	416 675	111 284 848
L'Air liquide ...	215 183	108 126 603
Générale des eaux ..	88 820	98 306 086
CGE	421 136	91 099 057
BNP CI	345 331	88 071 288
LVMH	53 551	84 660 750

(*) Du 24 au 30 décembre 1987.

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 31 décembre 1987

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Premier	–	–	–	–
+ haut	98,30	97,25	96,90	–
+ bas	97,90	96,85	96,45	–
Dernier	98,10	97,15	96,45	–
Compensation	98,10	97,15	96,70	96,80

Nombre de contrats : 23 605.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28 déc.	29 déc.	30 déc.	31 déc.	1er janv.
RM	1 247 365	1 594 507	1 861 631	–	–
Comptant					
R. et obl. .	11 794 271	14 985 432	12 417 585	–	–
Actions ..	206 176	512 339	488 142	–	–
Total	13 247 812	17 092 278	14 767 358	–	–
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)					
Françaises	71,8	71,3	71,5	–	–
Étrangères	94,7	93,1	93	–	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986)					
Tendance .	72,7	72,4	72,4	71,8	–
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	286,5	279,9	280,4	280,7	–

La réforme des programmes informatiques de Wall Street est à l'étude

Les transactions boursières effectuées automatiquement par les ordinateurs programmés pour spéculer sur la différence entre le cours des actions et celui des indices à terme devraient être davantage réglementées pour ne pas risquer d'ébranler la confiance du public dans la Bourse, recommande un rapport publié par les autorités de Wall Street.

Ce rapport, commandé par la direction du New York Stock Exchange (NYSE) peu après le krach de Wall Street du 19 octobre, a été effectué sous la supervision de l'ancien attorney général Nicolas Katzenbach.

Parmi les recommandations contenues dans le rapport, on relève, notamment, la création d'indices boursiers au comptant, basés largement sur les titres traités sur le NYSE, la modification des procédures d'appel de marge « settlement », ainsi que des garanties minimales en capital, requises sur les indices boursiers à terme.

Enfin le rapport préconise le renforcement de l'autorité des agences fédérales en matière de transactions sur les instruments financiers. Le lien entre le marché boursier, dont le but est de lever des capitaux dans le public, et le marché à terme, destiné à assumer le risque (arbitrage) lié à tout investissement, pose des problèmes, a estimé M. Katzenbach.

Celui-ci a émis des craintes que « *à long terme cette relation n'entame la confiance du public dans le système financier du pays* », dans la mesure où elle peut générer une spéculation effrénée.

Pour sa part, M. Richard Torrenzano, porte-parole du NYSE, a indiqué que les autorités de la Bourse new-yorkaise examinaient le rapport. De son côté, M. Katzenbach a prédit que ses recommandations « *ne seraient probablement pas accueillies chaleureusement par les marchés à terme de Chicago* » et surtout au Chicago Mercantile Exchange et au Chicago Board of Trade, car les indices boursiers proposés sont au comptant.

Le cours de ces indices reflétera largement la cote réelle des actions qui constituent le panier sur lequel ils s'appuient et non pas sur une valeur future, produit d'une spéculation, a fait valoir M. Katzenbach. — (*AFP.*)

HONGKONG

Arrestation de l'ancien président de la Bourse

L'ancien président de la Bourse de Hongkong, M. Ronald Li, a été arrêté, samedi 2 janvier, par la commission indépendante chargée de lutter contre la corruption (ICAC).

L'ICAC a indiqué que deux autres personnes ayant des postes de responsabilité à la Bourse de Hongkong ont également été arrêtées : il s'agit de M. Sun Hon-kuen et de M. Donald Tsang Tak-hung.

L'ICAC n'a pas révélé pour quels motifs ces trois personnes étaient détenues, mais l'enquête a commencé avant le krach d'octobre.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Pessimiste

Wall Street a mal terminé la dernière semaine de l'année, découragée par la poursuite du mouvement de baisse du dollar, qui fait craindre chez les investisseurs un retour de l'inflation en 1988 accompagné d'une hausse générale des taux d'intérêt. L'indice Dow Jones a replongé pour terminer la semaine à 1 938,82, en baisse de 60 points par rapport à la clôture du jeudi précédent. Comme de coutume, entre Noël et le Jour de l'An, les séances ont été peu actives. 562,17 millions de titres seulement ont été échangés au cours de cette semaine, contre 665,55 millions lors des quatre séances précédant le 25 décembre.

	Cours 24 déc.	Cours 31 déc.
Alcoa	50 5/8	46 3/4
Allegis (ex-UAL) .	72	71 1/2
ATT	27 1/2	27 1/8
Boeing	39 1/8	37 3/8
Chase Man. Bank ..	21 3/8	22 1/8
Du Pont de Nemours	87 3/4	87 3/8
Eastman Kodak ...	50 1/4	49
Exxon	40 3/8	38 1/4
Ford	78 5/8	75 1/2
General Electric ...	46	44 1/4
General Motors ...	63 1/4	61 3/8
Goodyear	61 1/2	60
IBM	119 7/8	115 5/8
ITT	46 1/2	45
Mobil Oil	39 5/8	39 1/8
Pfizer	51	46 5/8
Schlumberger	31 5/8	28 7/8
Texaco	38 5/8	37 3/8
Union Carbide	22	21 7/8
USX	32 5/8	29 1/2
Westinghouse	52 1/4	49 3/4
Xerox Corp	59	56 5/8

LONDRES

Irrégulière

Après s'être lentement raffermies avant Noël, malgré l'annonce d'une aggravation du déficit de la balance commerciale britannique en novembre, les valeurs ont brutalement reculé lorsque les transactions ont repris mardi 29 décembre, à la suite d'un week-end prolongé.

Après que les banques centrales sont venues au secours du dollar, l'indice FT des valeurs industrielles s'est redressé, mercredi. La hausse sera brève, car dès le lendemain, le mouvement de baisse reprenait entraîné par la chute du billet vert. Les valeurs exportatrices ont été les plus affectées par ce mouvement. British Aerospace a été déprimé par les nouvelles des répercussions de la faiblesse de la monnaie américaine sur Airbus, dans lequel il détient une participation de 20 %.

Le Koweït a augmenté sa participation dans BP, tandis que Britoil est toujours en faveur auprès de l'américain Arco. Indices FT du 31 décembre : industrielles 1 373,3 (contre 1 377,8), mines d'or 302,1 (contre 313,8), fonds d'État 88,49 (contre 87,72).

	Cours 24 déc.	Cours 31 déc.
Beecham	460	438
Bowater	355	352
Brit. Petroleum ...	259	257,9
Charter	298	308
Courtaulds	349	331
De Beers (*)	9 5/8	9 1/2
Free Gold (*)	12 5/8	13 3/8
Glaxo	10 1/2	9,97
Gt. Univ. Stores ...	11 5/8	17 1/8
Imp. Chemical	11 5/8	10 51/64
Shell	10 3/4	10 3/32
Unilever	513	460
Vickers	166	156
War Loan	37 5/8	37 15/32

(*) En dollars.

FRANCFORT

Repli

La courte semaine boursière ouest-allemande, très influencée par l'actualité monétaire, s'est achevée mercredi 30 sur une note plus optimiste après deux séances de faibles baisses.

Indices de la Commerzbank au 30 décembre : 1 299,7 (contre 1 349,6).

	Cours 23 déc.	Cours 30 déc.
AEG	212,60	190,20
BASF	263,30	255,50
Bayer	275,80	263,80
Commerzbank	226	214
Deutschebank	412,90	388
Hoechst	223,90	250
Karstadt	459	427
Mannesman	111,50	101,10
Siemens	375,50	359
Volkswagen	234	224,50

TOKYO

Hausse de justesse

La Bourse de Tokyo n'aura été ouverte qu'une journée en cette dernière semaine de décembre. Lundi 28, la demi-séance qui a précédé la clôture du marché a été mouvementée. Tout comme le samedi 26, le marché avait ouvert sur une note franchement négative. Le Nikkeï perdait près de 600 points en début de matinée. Ce violent repli initial a été provoqué par la baisse du dollar. Après ce plongeon, les principales maisons de titres sont intervenues pour ne pas laisser le marché sur une baisse pour le dernier jour de l'année. La séance se terminait sur un gain de 0,14 %. Le Kabuto Cho ouvrira à nouveau ses portes le 4 janvier.

Indices du 28 décembre : Nikkeï 21 564 (contre 21 533,44), général 1 725,83 (contre 1 717,51).

	Cours 25 déc.	Cours 28 déc.
Akaï	423	411
Bridgestone	1 190	1 150
Canon	935	925
Fuji Bank	3 070	3 030
Honda Motors	1 300	1 300
Matsushita Electric	2 150	2 090
Mitsubishi Heavy ..	546	520
Sony Corp.	47900	4 750
Toyota Motors	1 850	1 840

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Sous le signe du deutschemark et du franc suisse

La survie du marché *euro-obligataire* en 1988 dépendra du dollar américain. Si *ce dernier se stabilise* à un degré quelconque, *l'euromarché retrouvera tout* ou partie de son dynamisme. Sinon, il se contractera davantage au-delà des 25 % enregistrés en 1987. La naissance puis la croissance ultérieure du marché international des capitaux ont *été* étroitement liées à la devise des Etats-Unis. Il ne pouvait, du reste, en aller autrement de la part d'un marché *off shore* qui, faute de pouvoir s'appuyer sur une ou plusieurs monnaies locales, ne pouvait qu'utiliser une monnaie de *réserve internationale*. Le dollar étant la seule, le destin du marché euro-obligataire se trouvait d'emblée scellé aussi étroitement à la monnaie *américaine que* le sort de Tristan à celui d'Iseult. Plus qu'un philtre d'*amour*, c'est une symbiose qui a toujours lié le dollar au marché *euro-obligataire*. Cette étroite conjonction a, depuis un quart de siècle, donné naissance à une multitude de financements internationaux, *tout comme* l'association organique d'une algue et d'un champignon débouche naturellement sur l'apparition du lichen.

Plus que le lundi noir du 19 octobre 1987 et que la chute dramatique du dollar au cours des deux derniers mois de la même année, c'est la puissance des *maisons japonaises*, soutenue par un yen d'autant plus fort que le *dollar s'épuisait*, qui aura marqué l'an 1987. Les sociétés nippones, au travers d'émissions en euroyens, ont représenté quelque 40 % de l'activité euro-obligataire au cours de l'année dernière. Cela a permis à Nomura de prendre, et de loin, la première place au *sommet* du club étroitement fermé des maisons ayant dirigé le plus *fort volume* d'euro-émissions au cours des douze *mois de 1987. Après un tel effort*, il y a peu de chances que Nomura *renouvelle* cette performance en 1988. Il est toutefois plus que vraisemblable que le relais sera assuré par une autre maison japonaise, qu'il s'agisse de Daiwa, de Nikko, de Yamaichi ou même d'une banque à caractère plus commercial comme l'Industrial Bank of Japan (IBJ).

Zurich contre Francfort

Face à l'impérialisme nippon, le Vieux Continent oppose l'expansion *des banques universelles* européennes. Alors que l'année 1987 a donné le signal du retrait progressif hors d'Europe des grandes banques américaines. Zurich paraît l'avoir emporté sur Francfort pour trois raisons : il y a trois grandes banques commerciales universelles helvétiques, le Crédit suisse, la Société de banque suisse *et l'Union de banque* suisse, dont la dette bénéficie encore *du prestigieux* « *AAA* » de la part des agences spécialisées américaines, alors que seule la Deutschebank, en Allemagne fédérale, répond à ce critère ; le seul fait que cette banque fasse de très gros efforts pour s'implanter sur le marché suisse des capitaux illustre l'importance de ce dernier ; les mai*sons japonaises sont, au fond d'elles*-mêmes, beaucoup plus intéressées par le marché suisse que par le marché allemand parce que le franc suisse est plus proche du yen que la devise germanique ne l'est de la monnaie japonaise.

La conjonction du « Big Bang » et du krach d'octobre, qui ont mis fin, tout au moins provisoirement, à l'expansion et à la suprématie de la City londonienne, n'a pas eu pour seul *effet* d'*augmenter* le *poids* de Zurich et de Francfort. L'effondrement de Londres a *soulevé* des ambitions insoupçonnées de la part de communautés qui s'apparentent plus à des villages qu'à des centres financiers. Après Monaco, ce sont maintenant Dublin, Berlin et l'île Maurice, celle-ci visant à profiter de la défaillance de l'Afrique du Sud, qui semblent avoir des euro-prétentions. La balkanisation du marché international des capitaux est toutefois *encore loin d'être en marche. Non* seulement ces bourgades ne dispo*sent pas* des hommes et des moyens de communications *suffisants*, mais en l'absence d'un dollar fort, c'est-à-dire stable à quelque niveau que ce soit, aucun centre financiers *off shore* ne peut exister.

En ce début d'année, les banquiers internationaux sont en majorité convaincus que la chute de la devise des Etats-Unis s'arrêtera lorsqu'elle aura atteint le *palier* permettant la résurrection d'une *industrie manufacturière américaine* morte sous les assauts répétés des *exportations japonaises et allemandes*. Aucun accord du Louvre ou d'ailleurs ne pourra enrayer ce processus. Aussi ne faut-il pas attendre trop d'émissions internationales libellées en dollars au cours des six premiers mois de cette année. En revanche, le deutschemark et le franc suisse devraient continuer à *dominer la scène financière internationale* pendant encore de nombreux mois. C'est, du reste, sous le signe de ces deux devises que s'est achevée l'année 1987 et qu'a commencé 1988.

Le gouvernement fédéral alle*mand a lancé son traditionnel* emprunt dit de la Saint-Sylvestre – encore qu'il ne soit *libérable* que le 20 janvier – pour un montant record dont l'ampleur a peut-être surpris mais qui n'a rien d'étonnant à un moment où le dollar est en chute libre. Totalisant 5 milliards de deutschemarks, soit 1 milliard de *plus que prévu*, et *d'une durée de* dix ans, il a été offert au pair avec *un coupon de 6,375 %. Bien que ces* termes aient été jugés un peu trop *serrés, la* proposition de Bonn n'en a pas moins été bien reçue. L'attrait *de la monnaie* allemande et peut-être l'espoir d'une détente supplémentaire des taux d'intérêt à moyen terme paraissent avoir été les principales motivations des investisseurs.

Sous l'effet d'un excès de liquidités dû aux payements de coupons et dividendes, les taux d'intérêt devraient fléchir en Suisse en ce début d'année. Cette perspective, jointe au fait que la devise helvétique semble appelée à se réapprécier vis-à-vis du deutschemark, explique l'apparition de deux émissions à la veille du Nouvel An. ENEL, la société de *service public* d'électricité italienne, est venu proposer 200 *millions de francs suisses au travers* d'une émission obligataire en *deux tranches égales. L'une*, sur cinq ans, verra le jour au pair avec un coupon annuel de 4,25 % ; l'autre, sur sept ans, sera émise à un prix de 100,375, avec un coupon de 4,50 %. L'ensemble, garanti par la République d'Italie, sera libérable en février.

De son côté, la Bayerische Vereinsbank allemande a clôturé l'annee 1987 en offrant 100 millions *de francs suisses sur dix ans à un* prix de 100,375 sur un coupon de *4,75 %, l'émission étant libérable* le 29 janvier.

La Banque nationale suisse (BNS), qui, d'habitude, n'est guère bavarde, a fait savoir qu'elle était intervenue pour soutenir le SME. En effet, tout affaiblissement du dollar entraîne un renforcement du franc suisse par rapport à l'ensemble *du système monétaire européen*, c'est-à-dire aussi par rapport au deutschemark. Dans ces conditions, on peut s'attendre à une avalanche d'émissions obligataires en francs suisses au cours de la première semaine de 1988. Si, cette année, la neige est rare dans les Alpes, les investisseurs internationaux pourront, par contre, se rouler avec délices dans des monceaux de papier helvète.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Chute dans le vide

Le dollar a terminé l'année 1987 à ses plus bas cours historiques à Tokyo (121 yens) et à Francfort (1,57 DM), revenant à Paris à son niveau du début de mai 1981 (5,32 F). *Cette chute s'est effectuée* sinon dans le vide absolu du moins dans une atmosphère très raréfiée. A l'approche de la clôture des bilans, nul opérateur ne se hasarde à prendre des initiatives sauf à assurer les affaires courantes. Celles-ci ont consisté à vendre du dollar, uniquement pour des besoins commerciaux *et pour le compte de multinationales* surtout japonaises, qui estiment plus *prudent* de se débarrasser d'une devise qui ne cesse de glisser.

Cette semaine, la glissade a été sévère : 3,5 % à 4 % vis-à-vis du yen, qui a atteint, avec un an d'avance, le cours de 120 yens pour 1 dollar pronostiqué au début de l'année par le célèbre Institut Nomura. Les banques centrales sont intervenues, essentiellement la Banque du Japon, pour 300 à 500 millions de dollars par jour. Mais cela s'est fait sans beaucoup de conviction comme si les banques voulaient limiter leur action à un freinage en douceur, sachant bien qu'elles ne peuvent contrecarrer vraiment la glissade. La preuve en a été donnée cette *semaine* : la *maigreur* des échanges aurait pu permettre aux banques centrales d'agir vigoureusement. Sans doute ne l'ont-elles pas voulu, comme l'a laissé entendre le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, qui a déclaré au quotidien allemand *Handelsblatt* que les interventions desdites banques centrales, *pour nécessaires qu'elles* soient, « *ne pouvaient être sans limites* ». Sans commentaires.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, de voir le billet vert s'enfoncer bien au-dessous de ses cours les plus bas atteints en 1979-1980, avant sa grande remontée, soit 1,70 DM et 175 yens. Tant que les résultats de la balance commerciale des Etats-Unis resteront aussi mauvais, les marchés continueront à vendre du dollar. Jusqu'où ?

A Tokyo, on a tendance à penser que le cours du billet vert approche d'un plancher, « *120 yens, c'est du béton* », dit-on. Mais M. Martin Felstein, ancien chef des conseillers de la Maison Blanche, assure qu'il faut encore une baisse jusqu'à *100 yens et 1,20 DM* « *parce que le Japon et l'Allemagne ont des taux d'inflation beaucoup plus bas que celui des Etats-Unis* ».

En fait, la vraie question est la *suivante* : à quel moment serait perçu le premier signe d'une *véritable diminution du déficit commercial* des Etats-Unis, et pendant combien de temps le dollar restera-t-il sous-évalué ? Car le dollar est déjà sous-évalué, mais il est resté surévalué pendant au moins deux ans de 1983 à 1985...

Quant à la balance commerciale, les opérateurs attendent avec intérêt *le 15 janvier prochain, date à* laquelle on connaîtra le résultat de *novembre. On sait que ceux d'octo*bre furent très mauvais (17,5 milliards de dollars). Mais que M. Alan Greenspan les avait qualifiés d'« aberration ». On verra bien. Mais si les chiffres ne sont pas meilleurs, la chute du dollar se poursuivra inexorablement.

La BFCE estime, par exemple, que pour retrouver son équilibre le dollar devrait baisser à 1,40 DM, *110 yens et 5 F, d'ici à la fin 1988.* Au rythme actuel, il est bien probable *qu'on n'attendra pas jusque-là...*

Au sein du système monétaire européen (SME), la nouvelle chute du dollar n'a pas fait naître les tensions habituelles. Le cours de mardi à Paris s'est élevé de 3,38 F à 3,39 F pour revenir à 3,3850 F sans aucune trace d'attaque. Pour l'instant, le calme règne dans le SME, calme peut-être trompeur. Nul ne sait ce que réservent au franc les premiers *mois de 1988. Les trois points d'intérêt réel* (hors inflation) qui séparent les taux à court terme français et allemands reflètent cette incertitude.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 AU 31 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,8783	–	18,7266	78,3699	63,4719	3,0340	56,4912	0,8862
	1,8320	–	18,1538	75,7461	61,3760	2,9360	54,5405	0,8836
Paris	10,0307	5,3400	–	418,50	338,94	16,2015	301,61	4,6034
	10,0916	5,5085	–	417,25	338,09	16,1729	300,44	4,6069
Zurich	2,3967	1,2760	23,8951	–	80,9901	3,8714	72,0780	1,1090
	2,4186	1,3202	23,9666	–	81,0287	3,8761	72,0044	1,1041
Francfort	2,9593	1,5755	29,5037	123,47	–	4,7800	88,9861	1,3582
	2,9849	1,6293	29,5779	123,41	–	4,7836	88,8628	1,3626
Bruxelles	61,9088	32,96	6,1723	25,8307	209,20	–	18,6162	2,8414
	62,3979	34,06	6,1832	25,7991	209,05	–	18,5764	2,8485
Amsterdam	3,3255	1,7705	33,15	138,75	112,38	5,3717	–	1,5263
	3,3590	1,8335	33,28	138,88	112,53	5,3831	–	1,5334
Milan	2178,83	1160	217,23	909,09	736,27	35,1942	655,18	–
	2190,52	1195,70	217,06	905,70	733,87	35,1057	652,14	–
Tokyo	227,84	121,30	22,7154	95,0627	76,9914	3,6802	68,5117	0,1046
	230,78	125,97	22,8683	95,4174	77,3154	3,6985	68,7047	0,1054

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 31 décembre, 4,4023 F contre 4,3729 F le jeudi 24 décembre.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La trêve, toujours

Le calme perdure sur le marché obligataire de Paris, cette semaine comme les précédentes, avec un climat doux comme le temps. Les livres sont pratiquement fermés, comme sur les marchés des changes, et les incitations sont rares : on *attendait le début de 1988.*

Sur le MATIF, le cours de l'échéance mars a évolué aux environs de 98, ce qui correspond à un rendement de 10,40 %, avec un « support technique » à 97,80. Les yeux sont toujours fixés sur les *Etats-Unis, où l'emprunt phare du* Trésor, le trente ans 2017, affiche un rendement assez stable, aux environs de 8,90 %, un petit peu au-dessus de son taux d'émission en août dernier (8 7/8 %. A ce sujet, la controverse fait rage aux Etats-Unis sur une hausse éventuelle du taux d'escompte officiel, au cas où la Réserve fédérale se verrait dans l'obligation de soutenir le dollar en *renchérissant le loyer de l'argent* pour retenir les prêteurs. Pour l'ins*tant, ce n'est nullement le cas, en* dépit de la chute accélérée du billet vert sur le marché des changes.

Sur le front des émissions, c'est le grand calme, sauf pour de tout petits emprunts, comme celui du Crédit municipal, tout de suite absorbés *et qui n'apparaissent* pratiquement pas sur le marché. Mise en *cause la semaine dernière par une* allusion à un « retour de papier » noté sur son emprunt d'un milliard de francs à 10 % lancé il y a trois semaines, avec une décote finale de 1 % au marché « gris », la Société générale nous prie de préciser que son réseau n'est nullement « *saturé* » et qu'après avoir observé sur ses écrans la décote en question, *elle n'a trouvé, en « flottant* », qu'une quinzaine de millions de *francs proposés par un investisseur* international, le problème ayant été rapidement réglé.

Notons d'autre part que de nombreuses rumeurs, tout à fait malintentionnées, courent sur les bilans de banque fin 1987 et sur les heureuses *possibilités que leur ouvre la circulaire* de la Banque de France de *début décembre, qui leur* permet de ne pas provisionner les obligations en portefeuille, à condition qu'elles soient détenues dans un « compte investissements » et conservées jusqu'à leur échéance finale, régime analogue à celui des compagnies d'assurance depuis 1974. Un *certain* nombre d'établissements auront *repris* à leur SICAV, *de trésorerie* ou autre, des masses non négligea*bles d'obligations dont les cours* ont baissé pour ne pas trop compromettre les performances. Une rumeur encore plus malintentionnée hasarde qu'une grande banque de la place aurait enregistré une perte sèche en 1987, si elle n'avait pas été autorisée à provisionner ses obligations. Mettons cela sur le compte des troubles qu'apporte le Nouvel An.

En ce qui concerne les perspectives 1988, le Trésor prévoit d'émettre jusqu'à 110 milliards de francs d'emprunts, contre 93 milliards de francs en 1987, chiffre en recul, on le sait, sur les prévisions initiales qui portaient sur 110 à 120 milliards de francs. En 1988, le Trésor procédera le premier jeudi de chaque mois à *l'adjudication d'au moins 1 milliard* de francs sur chacune des trois « *lignes* » : *une ligne à taux variable*, référencée, au choix de l'émetteur, sur les bons du Trésor à trois mois ou sur l'indice des Fonds d'Etat de sept à quinze ans ; une ligne à taux fixe d'échéance intermédiaire, alternativement à sept ou dix ans ; une *ligne à taux fixe d'échéance longue*, au choix à quinze ou vingt-cinq ans. *Le Trésor se réserve le droit de ne* pas procéder à une adjudication mentionnée au *calendrier* ou bien de procéder à une adjudication mentionnée au calendrier ou bien de procéder à une adjudication supplémentaire en cas de circonstances exceptionnelles (lorsque le marché s'emballe, par exemple, et qu'il faut lui « donner du *papier* » pour le calmer). Il pourra, également, utiliser la *procédure d'émission par syndicataire* bancaire, avec commissions de *placement, formule abandonnée l'an* dernier. A cette occasion, le Trésor étudie la possibilité de lancer un « gros » emprunt, précisément par voie de syndication bancaire, pour essayer d'« éponger » et, si possible, de récupérer une bonne partie des 30 milliards de francs (ou un peu moins) qu'il versera le 18 janvier prochain, date de remboursement du fameux emprunt 7 % 1973, *indexé sur l'or, dit emprunt Giscard.* La plus grande part de cet emprunt, *ou ce qu'il en reste en circulation*, est détenue par les particuliers, les investisseurs institutionnels qui en détenaient ayant eu intérêt à l'apporter au Trésor en paiement des titres privatisés ou en règlement des obligations assimilables du Trésor (OAT) souscrites ces mois derniers, en exonération des plus-values.

Pour mieux séduire les particuliers, il faudra passer par les réseaux *des banques, qu'il convient donc de* rémunérer. Notons, enfin, que le prix auquel *l'Etat* rembourse le 7 % 1973 s'établit à 8 305,64 F par tête (il valait 8 832 F le 31 *décembre* 1987) le coupon annuel – le dernier – s'élevant à 581,39 F.

F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre manipulé

Il se passe de « *drôles de choses* » sur les marchés à terme du cuivre, à New-York comme à Londres. Les cours mondiaux ont touché des sommets inconnus depuis 1974, culminant le 29 décembre à 1,4 dollar la livre sur le Comex américain, et à *1 710 livres la tonne (au comptant)* sur la place britannique. Des deux *côtés* de l'Atlantique, les risques de pénurie technique de métal pour les échéances de livraison très rapprochées ont dopé les prix de façon anormale. « *Là où le marché aurait dû gagner 10 livres, il en a pris 100* », estimait un professionnel. Intriguée par cette brusque frénésie, la CFTC (*Commodity Futures Trade Corporation*), organe de contrôle des marchés à terme américains, a décidé d'intensifier sa surveillance, mettant en avant « *un certain nombre d'éléments inhabituels* », comme la très faible quantité de stocks disponibles et la situation anormale de backwardation (1) qui prévaut actuellement. A peine annoncée la décision de la CFTC, la « peur du gendarme » a *quelque peu* calmé le marché. Les cours retombaient ainsi le 30 décembre à *1 688 livres la tonne à Londres*.

Il reste que, selon l'expression d'utilisateurs du LME (London Metal Exange) et du Comex, les prix font l'objet d'une forte « *manipulation* ». « *A Londres, 75 % des intervenants sont des spéculateurs* » estime-t-on dans le négoce. Or ces derniers se sont *plus* à accentuer les tensions fondamentales qui régnaient depuis l'automne 1987 sur l'offre de cuivre, en particulier sur les cathodes de bonne qualité destinées à la coulée continue. Au London Metal Exchange, moins de 40 000 tonnes de « grade A » sont en réserve, contre plus de 150 000 en début d'année. Sur le Comex, les stocks ont baissé dans le même *temps* de 286 000 à 64 000 *tonnes*. Dans ces conditions, des ruptures de stock menacent chaque jour les opérateurs en position de vendeurs. En raison de la situation de départ (où le comptant est plus cher que le terme), nombre d'entre eux avaient « vendu à découvert » (par exemple à 1 600 livres) avec l'espoir de se « racheter » moins cher. Mais ils n'ont pas toujours trouvé la contrepartie nécessaire pour déboucler leurs contrats. Une fois atteinte *l'échéance* de livraison, ils ont dû se procurer du métal au prix fort, contribuant *ainsi* à de *nouvelles* tensions que les spéculateurs attisaient. C'est ainsi qu'à Londres et à New-York (où une poignée de brokers tirent les ficelles) les cours du cui*vre ont* doublé depuis juillet. D'autres éléments techniques, comme l'interférence *des options et* la tentation des industriels de profiter des écarts de prix entre le comptant et le terme ont accru la volatilité des cours. Un fort courant d'achat de cathodes en provenance d'Extrême-Orient a aussi soutenu la tendance fondamentale du marché.

Mais une part non négligeable de responsabilité dans le désordre actuel vient des producteurs. Certains, comme les Chiliens, expliquaient il y a peu qu'ils ne souhaitaient pas encourager une trop forte montée des cours qui réduirait à terme les débouchés du cuivre. Ces bonnes résolutions ont été abandonnées. Les Péruviens ont subitement déclaré des retards d'embarquement *en novembre et décembre. On prê*tait l'intention aux Chiliens d'en faire autant en janvier. Compte tenu des coûts de production du cuivre évalués de 50 à 55 cents, les cours mondiaux sont très attractifs pour Santiago. Mais gare au retour de flamme. L'action de la CFTC pourrait très vite se traduire par une liquidation en ordre des positions, suivie d'une baisse des prix. A plus long terme, le niveau actuel des cours pourrait inciter nombre de *producteurs du tiers-monde (Chili*, Pérou, Zaïre, Zambie) à remettre en activité des gisements en sommeil. A rendre le métal rouge incandescent, le risque est grand de se brûler les doigts.

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 31-12
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 466 (+ 41) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 011 (+ 1) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	4 770,00 (– 39,2) Livres/tonne
Sucre (Paris) Mars	1 323 (–) Francs/tonne
Café (Londres) Mars	1 187 (– 40) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 814 (+ 27) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mars	310 (– 9,5) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mars	184 (– 5) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Janvier	281,5 (– 0,6) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

(1) Backwardation : supériorité du prix au comptant sur celui de l'éloigné.

هكذا من الاصل

Le Monde

MINITEL

3615 Taper LEMONDE
Commandez vos livres sur la librairie du *Monde*
3616 + LM 16

Notre page hebdomadaire consacrée aux *Régions* paraîtra exceptionnellement lundi (numéro daté mardi 5 janvier).

Le chancelier Kohl appelle les partenaires sociaux à se mobiliser

Pressé par ses alliés d'accélérer la croissance ouest-allemande, le chancelier Helmut Kohl a répliqué, dans un communiqué, par un appel à ses concitoyens pour qu'ils relèvent le « *défi* » d'une année économique qui s'annonce difficile. Message à usage externe autant qu'interne, ce communiqué, publié le 1er janvier, demande aux partenaires sociaux de se mobiliser pour trouver de nouvelles bases à un consensus permettant de « *saisir les chances disponibles pour plus de croissance et plus d'emplois* ». Rude tâche si l'on en croit le gouvernement Kohl lui-même.

Même si elle donne parfois l'impression de pouvoir absorber tous les chocs monétaires, la RFA, dont le tiers de la production industrielle est destiné à l'exportation, ne peut rester indifférente à l'appréciation persistante de sa monnaie. Les *produits allemands* disposent de débouchés solides, mais la concurrence sur les marchés extérieurs s'annonce « *de plus en plus difficile* », exigeant, selon le chancelier, de la part des entreprises et des syndicats, une nouvelle réfexion. Aux entreprises « *d'investir avec courage et optimisme* », « *de réaliser des innovations et de créer de nouveaux emplois* », aux syndicats de jouer la modération salariale et le calme social.

Quand bien même cet appel serait entendu, la croissance resterait modeste outre-Rhin. Avec prudence, la communiqué gouvernemental estime *qu'une expansion de l'ordre* de 1,5 % à 2 % n'est pas exclue. Il n'y a pas de quoi pavoiser au moment où le chômage tend à remonter.

Manifestation néo-nazie en Bavière

Quelque deux cents néo-nazis ouest-allemands ont participé, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, *dans la localité de Fladungen*, près de la frontière interallemande en Bavière, à une manifestation contre la division de l'Allemagne. Les extrémistes de droite, membres pour la plupart de la Jeunesse Wiking, ont tenté d'organiser des veillées aux flambeaux dans le massif de la Rhoen, près de la frontière, mais les autorités avaient *interdit la manifestation* dans la crainte d'incidents. Ils se sont alors repliés sur la localité de Fladungen, où ils ont brièvement défilé, avec des torches à la main, chanté l'hymne allemand et crié « *Allemagne, soulève-toi* ». Une contre-manifestation pacifique de cinq cents personnes s'est déroulée dans la ville voisine de Fulda. — *(AFP.)*

● **Un avion indonésien disparaît avec dix-sept personnes à bord.** — Des sauveteurs cherchaient dans la jungle, samedi 2 janvier, un petit avion qui a disparu quatre jours plus tôt, au-dessus de Bornéo, avec dix-sept personnes à bord, a annoncé un porte-parole de la compagnie aérienne indonésienne Merpati Nusantara Airlines. L'avion, un Twin Otter, transportait quatorze passagers, parmi lesquelles des responsables de l'armée et du gouvernement. — *(Reuter).*

Le numéro du « Monde » daté 2 janvier 1988 a été tiré à 356 783 exemplaires

Dans la région parisienne

Cinq grévistes de la faim iraniens hospitalisés

Parmi la vingtaine d'opposants iraniens qui font, depuis le 8 décembre, la grève de la faim devant l'immeuble de la délégation du Haut Commissariat aux réfugiés à Neuilly-sur-Seine, cinq ont été hospitalisés dans la soirée du 1er janvier. Trois d'entre eux, Mmes Chori Emami, vingt-quatre ans et Azam Shaksian, trente-deux ans et M. Djavad Sedighi, vingt-quatre ans, ont *été admis* à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Selon l'Assistance publique, l'état de ces trois personnes — qui ont été placées sous perfusion — n'inspire pas d'inquiétude, dans la mesure où, sans prendre d'aliments solides, elles boivent des boissons sucrées. Deux autres Iraniens, MM. Ali Massoumi, trente-neuf ans et Akbar Chahi Tarvaneh, vingt-neuf ans, ont été admis à l'hôpital Henri-Dunant à Paris.

Par leur mouvement, les grévistes de la faim entendent protester contre l'expulsion de douze Iraniens *vers le Gabon, le 8 décembre dernier*, selon la procédure d'« *urgence absolue* ».

● **Nouvelle formule de *la Tribune*.** — Le quotidien économique et boursier *la Tribune de l'économie* se *transformera, le 4 janvier, en Tribune de l'Expansion,* avec une maquette et une formule remodelées. Cette opération achèvera ainsi la série de rénovations entreprises par le groupe l'Expansion sur l'ensemble de ses titres.

Dans son homélie du Nouvel An

Jean-Paul II adresse un message spécial aux catholiques d'URSS

Jean-Paul II a profité de son homélie du Nouvel An, prononcée le vendredi 1er janvier dans la basilique Saint-Pierre de Rome, pour évoquer la liberté religieuse. Devant quelque 20 000 fidèles, dont 7 000 petits chanteurs venus du monde entier, le pape a prié pour que les évêques « *ne se lassent pas d'annoncer que la liberté religieuse est une condition de la coexistence pacifique dont le monde a un besoin urgent* ».

Adressant un message spécial aux 4 millions de catholiques d'URSS qui célèbrent cette année le 1 000e anniversaire de l'introduction du christianisme en Russie, Jean-Paul II a souligné l'importance du « *long chemin de foi et de civilisation chrétienne en Russie* » et a prié pour que la Vierge soulage « *tous les problèmes* » des Soviétiques. « *Nous partageons la joie de cet anniversaire avec tous les fils et filles des peuples russe, ukrainien, biélorusse, ainsi que d'autres peuples* », a-t-il déclaré.

Jean-Paul II rédige actuellement une lettre consacrée à la Russie qui devrait paraître avant la date de l'anniversaire au mois de juin. Il a déjà fait savoir qu'il souhaiterait pouvoir se rendre en URSS à cette occasion, mais la question n'a pas été évoquée lors du récent entretien du cardinal-secrétaire d'Etat Agostino Casaroli avec l'envoyé personnel de Mikhaïl Gorbatchev. — *(AP, AFP.)*

La cuisinière du « sommet » n'avait jamais mis les pieds à la Maison Blanche

Mégalo culinaire

PÉRIGUEUX
de notre correspondant

La table est au Périgord ce que le vin est à Bordeaux. Aussi est-il peu probable que l'on pardonne facilement la supercherie de l'un des établissements les plus titrés de la région, le Moulin du Roc, à Champagnac-de-Belair, près de Brantôme.

Solange Gardillou, l'une des cuisinières les plus célèbres de la région (deux étoiles au Michelin), avait fait savoir partout — journaux, magazines et télévision à l'appui — qu'elle avait été choisie pour permettre à Ronald Reagan *et Mikhaïl Gorbatchev* de savourer un menu à base de truffes, entre deux négociations sur le désarmement nucléaire.

La nouvelle n'avait surpris personne en Dordogne : Solange et Lucien Gardillou n'avaient-ils pas préparé en 1985 le repas de fiançailles de John McEnroe et Tatum O'Neil ? Ils étaient *revenus de Californie avec des* anecdotes plein les poches. Et surtout avec la promesse de Nancy Reagan, invitée d'honneur du tennisman, de les rappeler à la première occasion importante.

Hélas pour les époux Gardillou, *le Canard enchaîné* du 23 décembre, reprenant les informations de *Time,* mettait en *doute cette reconnaissance internationale. Sud-Ouest* menait à son tour l'enquête et découvrait que l'aventure américaine des Gardillou n'était qu'un gigantesque mensonge.

Anecdotes et menus inventés, photos truquées ou retouchées, la duperie était totale, et... elle n'était pas la première. Solange *Gardillou, contrairement à ce* qu'affirmait son mari, n'a jamais préparé le repas de fiançailles de McEnroe, qui n'a d'ailleurs jamais eu lieu. Reagan et Gorbatchev n'ont jamais goûté ses succulentes préparations aux truffes, et il est maintenant certain que quelques personnes illustres qui figurent en bonne place dans le Livre d'or, comme Georges Pompidou ou Tony Curtis, et bien sûr McEnroe, n'ont jamais mis les pieds sous la table du Moulin du Roc.

Malgré l'évidence des preuves et des témoignages, Lucien Gardillou persiste et signe. Sa femme a bien officié à Wash*ington, mais lié, par des secrets* d'Etat, il ne peut en dire plus. Des agents du KGB lui ont subtilisé les photos qu'il avait prises à la Maison Blanche, et la DST lui a conseillé de se taire. Dans un second temps, jeudi, Lucien Gardillou modifie sa version. Il reconnaît que sa femme n'a fait la cuisine ni à Malibu pour McEn*roe ni à la Maison Blanche. Il* parle d'une escroquerie dont il a été victime les deux fois à cause d'un même homme. Le silence était de rigueur pour raison de sécurité. Aucune plainte n'a cependant été déposée.

Le réveillon de la Saint-Sylvestre a attiré au Moulin du Roc autant de clients que les autres années. La salle était pleine d'habitués qui avaient réservé depuis des semaines, et *toute la journée de vendredi, de* nombreux curieux ont défilé devant l'établissement. Beaucoup de farceurs aussi avaient téléphoné pour réserver en prenant l'accent russe ou américain.

Il est probable que le Moulin du Roc mettra longtemps à se relever de la crevaison de ce ballon de baudruche publicitaire. On annonce déjà que les *Gardillou* seront exclus de la prestigieuse chaîne des Relais et châteaux. Et *l'on commence à s'interroger* en Dordogne sur la fulgurante ascension de cet ex-plombier-zingueur qui roulait en Rolls grâce au talent d'un cordon bleu exceptionnel et à son prodigieux sens du bluff.

Il manque à l'histoire les explications de celle qui reste l'as du Moulin : Solange. Mais le couple *respecte les traditions : la femme* au fourneau, l'homme au micro.

(Intérim.)

Un redécoupage cantonal controversé

Le gouvernement ranime à la Réunion la guerre des Nordistes et des Sudistes

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

L'une des spécificités du département de la Réunion est de compter plus de cantons (36) que de communes (24). Le gouvernement, qui vient de proposer un redécoupage cantonal — portant création de neuf cantons supplémentaires, — a relancé la querelle entre les élus de la majorité du sud de l'île (barristes pour la plupart) et ceux du nord regroupés autour du député RPR M. Michel Debré.

La querelle entre les « sudistes » et les « nordistes » a pris naissance peu après 1982, à la suite de l'élection de M. Auguste Legros (RPR) à la présidence du conseil général. *M. Legros est aussi maire* de Saint-Denis, la principale municipalité du département qui recense à elle seule un cinquième des habitants de l'île. La concentration de deux importantes fonctions électives dans les mains de M. Legros a été perçue par les élus du sud comme une volonté de privilégier l'aménagement de l'espace de Saint-Denis (quatre cantons) *par rapport à celui des autres* municipalités et cantons de la partie ouest et sud du département. Et aussi comme des velléités du RPR de tirer la couverture à soi, sans trop de partage.

La réalité est beaucoup plus complexe, mais il s'avère que la représentation des différentes communes *de l'île au conseil général est loin* d'être équitable. Deux municipalités de 30 000 habitants chacune. L'une est divisée en deux cantons, l'autre est une commune-canton. La première (Saint-André) appartient à la majorité de longue date, la seconde (Le Port) vote communiste depuis 1972. Ce cas est loin d'être isolé. Tout redécoupage a buté jusqu'ici sur des problèmes d'opportunité politique. Les socialistes avaient bien tenté de remédier à la situation, mais ils n'ont pas persévéré. Le gouvernement de M. Chirac, pour sa part, a concocté un projet qui attribue six cantons supplémentaires à Saint-Denis, un à Saint-Pierre (PCR), un au Port et un dernier au Tampon (UDF).

Ce découpage sur mesure a été aussitôt interprété comme une tentative de sauver la présidence de M. Legros. En effet, l'influence du RPR au sein du conseil général de la *Réunion s'est considérablement* réduite à partir de 1981, au profit surtout des centristes. En 1985, ces *derniers pouvaient prendre la prési*dence. Mais M. Jean-Paul Virapoullé (député UDF) a préféré en dernière minute accorder un « sursis » de trois ans à M. Legros, contre le poste de premier vice-président occupé jusqu'alors par M. Paul Bénard (sénateur apparenté RPR, décédé en février 1987). Lors du prochain renouvellement partiel du conseil général, le député serait tout autant disposé à octroyer un nouveau sursis au président sortant, *cependant sa force de conviction* sur les autres élus centristes s'est affaiblie pour la simple raison qu'il n'a toujours pas choisi entre soutenir M. Raymond Barre ou M. Jacques Chirac à la prochaine élection présidentielle.

Tant le maire du Tampon, M. André Thien Ah Koon, député non inscrit, que les communistes, sont montés au créneau contre ce projet de redécoupage qui entérine *une sur-représentation du nord du* département par rapport au sud au sein de l'assemblée départementale. *Pour trancher* une fois pour toutes ce difficile problème, le parlementaire propose la création de deux départements à la Réunion. Cette idée est, en fait, un serpent de mer qui resurgit à chaque fois que la tension monte entre les élus sudistes et ceux du nord. La querelle avait plutôt tendance à se résorber depuis un an. Le projet gouvernemental la réactive au moment même où la compétition Barre-Chirac s'avive et donne le vertige à de nombreux élus de la *majorité* locale.

ALIX DIJOUX.

M. Pasqua, conseiller en gestion

A un moment où de nombreuses collectivités locales, notamment les communes, cherchent à confier (dans le but d'améliorer l'efficacité des pres*tations) à des entreprises privées* la gestion de certains services publics, le *Journal officiel* du 20 décembre a publié une circulaire de MM. Pasqua et Galland aux préfets qui précise dans quelles conditions peuvent être effectuées ces opérations.

Les ministres de l'intérieur et des collectivités locales *« ne veulent pas se substituer aux régions, départements et communes dans les choix qui leur incombent »* mais simplement rappeler certaines règles et principes auxquels *« il est recommandé de veiller dans les relations entre les collectivités et les entreprises privées ».*

Ce faisant, l'Etat est dans son *rôle de conseiller, d'autant qu'il* s'appuie sur deux avis qu'il avait sollicités du Conseil d'Etat, rendus les 7 octobre 1986 et 7 avril 1987. Des avis auxquels, en cas de contentieux, il sera indispensable de se référer.

*La Haute Assemblée et le gou*vernement précisent d'abord que certains services publics ne sauraient en aucun cas être délégués à des personnes privées, notamment les tâches qu'accomplissent les collectivités au nom de *l'Etat : état civil, élections, obligations* militaires. Il en va de même pour le pouvoir de police, l'édiction de mesures réglementaires, le droit de préemption, qui sont *« des prérogatives essentielles de puissance publique ».*

Quant aux cantines *scolaires* — un secteur particulièrement « sensible », — le gouvernement, embarrassé, a promis aux communes de leur adresser un modèle de contrat qui fixera, à titre indicatif et non obligatoire, *les limites des délégations possibles.* En tout état de cause, si une entreprise privée peut *s'occuper de la fourniture des repas,* elle n'aura pas le droit d'exercer la surveillance des élèves.

La circulaire gouvernementale rappelle ensuite, notamment à travers une annexe détaillée, les conditions de passation des contrats de concession, d'affermage ou de gérance, leur durée et les modalités de contrôle de l'exploitation du service, afin que l'usager et contribuable soit servi *dans les meilleures conditions.*

Ce texte vient au bon moment car de très nombreuses com*munes sont en permanence* sollicitées par des grands groupes ou des consultants privés qui leur proposent, moyennant finances, de prendre en main, en « spécialistes du management » leur gestion » (*le Monde Affaires* du *14 novembre). Que ce soit pour* les ordures, l'assainissement, les pompes funèbres, le chauffage, le stationnement... Les grandes villes ont les moyens de négocier d'égal à égal, mais la multitude des communes *rurales certainement pas.*

Dommage que cette circulaire ne soit publiée que quatre mois *et demi après sa signature...* le 4 août. Raccourcir les délais de transmission relève aussi de l'amélioration de la gestion...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

« Le Monde de l'éducation » de janvier

● Prof : un métier d'avenir
● Les rapports Lesourne et Monory

Combien *gagnent les enseignants* anglais, danois, allemands ou belges ? Assurément plus que nos instituteurs ou nos professeurs. En termes de pouvoir d'achat, les enseignants de notre pays sont classés bons derniers, juste derrière l'Italie, l'Ecosse et la Grande-Bretagne : c'est ce que révèle un document *confidentiel que publie, en exclusivité, le Monde de l'éducation* du mois de janvier. Pourtant, le métier d'enseignant est un métier d'avenir. L'augmentation souhaitée du nombre des lycéens — 74 % d'une génération au bac en *l'an 2000* — et les nombreux départs en retraite vont entraîner des recrutements massifs.

Il faut trouver, d'ici l'an 2000, 300 000 nouveaux enseignants. Comment s'y prendra-t-on pour attirer des candidats, alors que certaines disciplines manquent déjà de professeurs ? Le ministère de l'éducation nationale a des projets : *revaloriser le salaire* des enseignants, créer des bourses pour inciter les étudiants à se présenter aux concours de recrutement, etc. Sera-t-il entendu par les finances ? Et cela suffira-t-il ? Dans quelle école de *l'an 2000 ces nouveaux ensei*gnants travailleront-ils ? Quelle formation leur sera nécessaire ? Quelles leçons tirer des expériences étrangères ? *Le Monde de l'éducation* répond à ces questions.

Mais il faut aller au-delà du court terme. Renouveler la moitié d'un corps social est une occa*sion de réfléchir aux évolutions souhaitables du système éducatif* et d'engager les transformations nécessaires. C'est pourquoi, pour permettre à ses lecteurs de se faire leur propre opinion, *le Monde de l'éducation,* dans un supplément de 40 pages, publie aussi, en exclusivité, l'essentiel du *Plan pour l'avenir de l'éducation nationale,* de René Monory, *ainsi que* de larges extraits du rapport de Jacques Lesourne « Education et société demain ».

Egalement dans sa livraison de janvier, *le Monde de l'éducation* publie le premier de ses grands dossiers d'évaluation des formations qui figureront, désormais, dans chaque numéro ; celui-ci dresse le bilan des *diplômes d'études scientifiques* et techniques (DEUSI). Créés en 1984, ils proposant des études courtes et un diplôme à finalités professionnelles. Le constat du *Monde de l'éducation* sur les soixante-sept DEUST existants ? *Une réussite.*

A noter enfin deux enquêtes. L'une sur « L'internat, aujourd'hui ». Pour quelque 370 000 élèves, la pension reste une formule scolaire utile, voire une chance. Et les clichés habituels sur les souvenirs de pension sont en voie d'être dépassés... L'autre sur « *L'embauche des jeunes cadres* diplômés ». Aujourd'hui, le diplôme ne suffit plus ; pour se faire ouvrir les portes de l'entreprise, les postulants doivent se montrer fins tacticiens. Autant, si possible, que l'interlocuteur dont *dépend leur embauche.*

A B C E F G H

